



Office national
de l'énergie

National Energy
Board

Motifs de décision

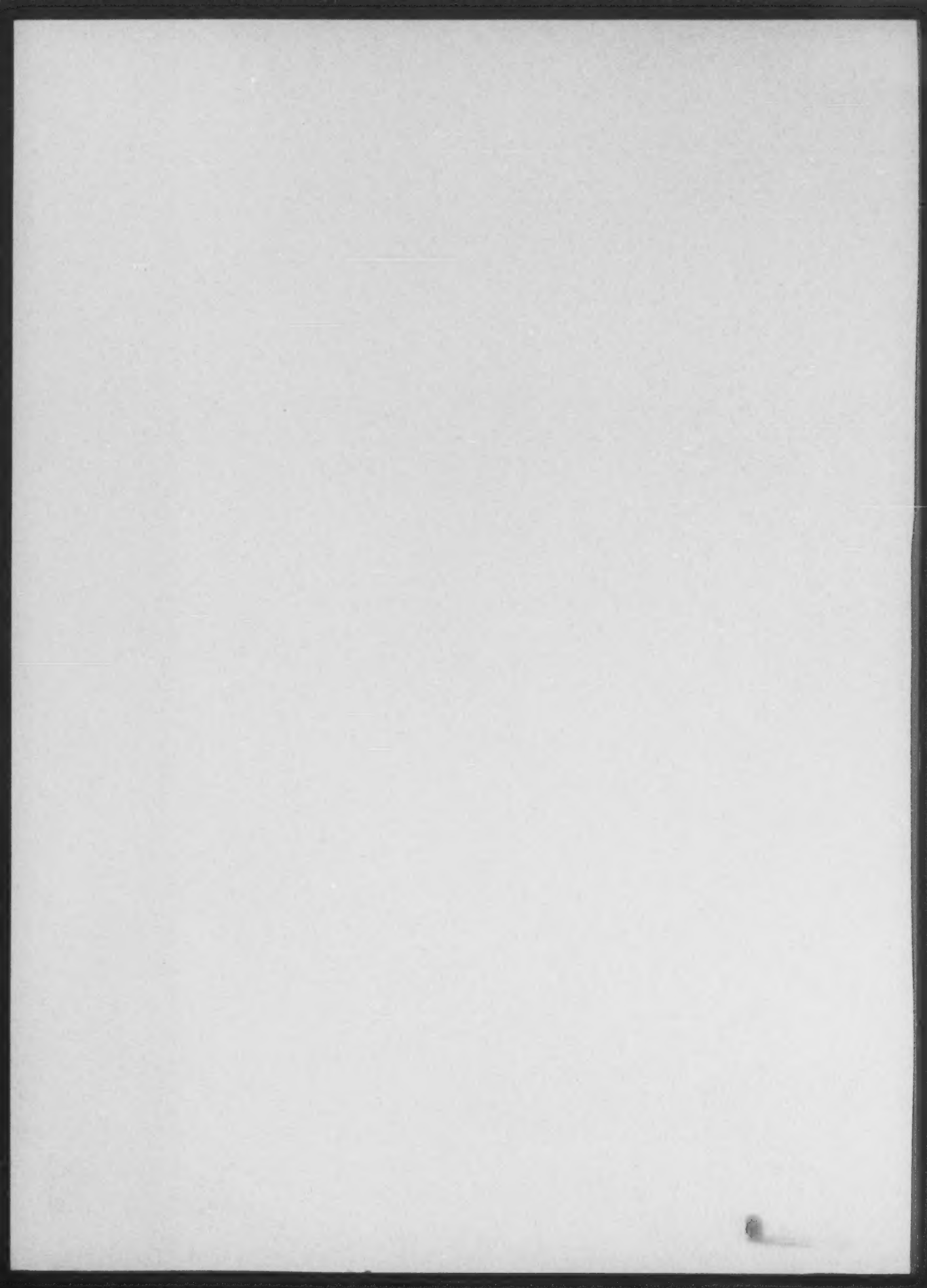
**Enbridge Bakken Pipeline
Company Inc., au nom
d'Enbridge Bakken Pipeline
Limited Partnership**

OH-01-2011

Décembre 2011

Installations

Canada



Office national de l'énergie

Motifs de décision

Relativement à

**Enbridge Bakken Pipeline
Company Inc., au nom
d'Enbridge Bakken Pipeline
Limited Partnership**

Demande en date du 17 janvier 2011
concernant le projet de pipeline Bakken
Canada

OH-01-2011

Décembre 2011

Autorisation de reproduction

Le contenu de cette publication peut être reproduit à des fins personnelles, éducatives et/ou sans but lucratif, en tout ou en partie et par quelque moyen que ce soit, sans frais et sans autre permission de l'Office national de l'énergie, pourvu qu'une diligence raisonnable soit exercée afin d'assurer l'exactitude de l'information reproduite, que l'Office national de l'énergie soit mentionné comme organisme source et que la reproduction ne soit présentée ni comme une version officielle ni comme une copie ayant été faite en collaboration avec l'Office national de l'énergie ou avec son consentement.

Pour obtenir l'autorisation de reproduire l'information contenue dans cette publication à des fins commerciales, faire parvenir un courriel à : info@neb-one.gc.ca

Permission to Reproduce

Materials may be reproduced for personal, educational and/or non-profit activities, in part or in whole and by any means, without charge or further permission from the National Energy Board, provided that due diligence is exercised in ensuring the accuracy of the information reproduced; that the National Energy Board is identified as the source institution; and that the reproduction is not represented as an official version of the information reproduced, nor as having been made in affiliation with, or with the endorsement of the National Energy Board.

For permission to reproduce the information in this publication for commercial redistribution, please e-mail: info@neb-one.gc.ca

© Sa Majesté la Reine du Chef du Canada 2011
représentée par l'Office national de l'énergie

N° de cat. NE22-1/2011-6F
ISBN 978-1-100-98410-0

Ce rapport est publié séparément dans les deux langues officielles. On peut obtenir cette publication sur supports multiples, sur demande.

Demandes d'exemplaires :

Bureau des publications
Office national de l'énergie
444, Septième Avenue S.-O.
Calgary (Alberta) T2P 0X8
Courrier électronique : publications@neb-one.gc.ca
Fax : 403-292-5576
Téléphone : 403-299-3562
1-800-899-1265

Des exemplaires sont également disponibles à la bibliothèque de l'Office
(rez-de-chaussée)

Imprimé au Canada

©Her Majesty the Queen in Right of Canada 2011 as
represented by the National Energy Board

Cat No. NE22-1/2011-6E
ISBN 978-1-100-19793-7

This report is published separately in both official languages. This publication is available upon request in multiple formats.

Copies are available on request from:

The Publications Office
National Energy Board
444 Seventh Avenue S.W.
Calgary, Alberta, T2P 0X8
E-Mail: publications@neb-one.gc.ca
Fax: 403-292-5576
Phone: 403-299-3562
1-800-899-1265

For pick-up at the NEB office:
Library
Ground Floor

Printed in Canada

Table des matières

Liste des figures.....	iii
Liste des tableaux.....	iii
Liste des annexes.....	iii
Abréviations.....	iv
Exposé et comparutions.....	viii
1. Dispositif	1
2. Introduction.....	3
2.1 Aperçu de la demande.....	3
2.2 Le processus d'audience OH-01-2011.....	4
2.2.1 Ordonnance d'audience de l'ONÉ et tenue d'une audience orale	4
2.2.2 Évaluation environnementale (ÉE).....	4
2.2.3 Approche axée sur le cycle de vie du projet	6
2.2.4 Bureau de gestion des grands projets (BGGP)	6
2.2.5 Aide financière aux participants	6
2.2.6 L'intérêt public.....	7
3. Faisabilité économique	8
3.1 Approvisionnement en pétrole brut	8
3.2 Marchés.....	11
3.3 Transport et débit.....	12
3.4 Capacité de financement.....	13
4. Droits et tarifs.....	15
4.1 Appel de soumissions et capacité disponible.....	15
4.2 Accès par des producteurs canadiens.....	15
4.3 Méthode de conception des droits.....	16
4.3.1 Droits.....	16
4.3.2 Droits applicables aux volumes engagés	16
4.3.3 Droits applicables aux volumes non engagés	16
4.3.4 Méthode de réglementation.....	17
5. Installations et intervention en cas d'urgence	19
5.1 Description des installations	19
5.2 Conception, construction et exploitation	20
5.2.1 Conception	20
5.2.2 Construction.....	21
5.2.3 Exploitation.....	21
5.2.4 Sûreté	22
5.2.5 Intégrité du pipeline	22
5.3 Intervention en cas d'urgence	22

6.	Questions foncières	25
6.1	Choix du tracé.....	25
6.2	Besoins en terrains	25
6.2.1	Besoins en terrains pour la nouvelle emprise	25
6.2.2	Besoins en terrains pour des aires de travail temporaires (ATT).....	26
6.2.3	Besoins en terrains pour les installations proposées sous le régime de l'article 58	26
6.2.4	Acquisition des terrains.....	26
7.	Consultation publique	28
7.1	Programme de consultation d'Enbridge Bakken	28
8.	Questions autochtones	31
8.1	Programme de participation accrue des Autochtones	32
8.2	Participation de groupes autochtones au processus de réglementation	32
8.3	Activités de consultation des Autochtones menées par Enbridge Bakken	34
8.4	Effets du projet sur des groupes autochtones.....	36
9.	Questions environnementales et aspects socioéconomiques.....	43
9.1	Processus d'examen environnemental préalable	43
9.2	Aspects socioéconomiques	44
9.2.1	Emploi et économie	44
9.2.2	Infrastructure et services	45
9.2.3	Hébergement et services d'urgence	45
10.	Demande concernant les installations visées par l'article 58.....	47
11.	Demande concernant le transfert de la canalisation EX-02.....	49
12.	Demande de désactivation d'un tronçon de la canalisation EX-02	51
13.	Conclusion concernant l'intérêt public et le caractère d'utilité publique du projet.....	53

Liste des figures

2-1	Aperçu du projet	5
3-1	Zone de production de Bakken et de Three Forks	9
3-2	Évolution des prévisions d'Enbridge sur la production dans la région du Dakota du Nord et de l'est du Montana	11
8-1	Intervenants autochtones à l'instance OH-01-2011	33

Liste des tableaux

3-1	Estimation des réserves en 2008, en 2010 et en 2011 (en milliards de barils)	10
8-1	Intervenants autochtones à l'instance OH-01-2011	32

Liste des annexes

I.	Liste des questions	54
II.	Ordonnances de l'ONÉ, y compris l'annexe A	55
III.	Conditions dont le certificat est assorti	67
IV.	REEP produit en application de la LCÉE	75

Abréviations

activités de désactivation	Désactivation proposée d'un tronçon de 354,6 mètres de la canalisation EX-02, situé entre la station de pompage Bakken proposée et le terminal Steelman existant d'Enbridge Pipelines (Westspur) Inc.
ATT	aire de travail temporaire
b/j	barils par jour
BGGP	Bureau de gestion des grands projets
canalisation EX-02	Partie canadienne, propriété d'Enbridge Pipelines (Westspur) Inc., de l'oléoduc existant de 137,4 kilomètres de long qui transporte du pétrole brut de Berthold (Dakota du Nord) au terminal Steelman, près de Steelman (Saskatchewan).
Canalisation principale de PEI	Réseau canadien actuel de Pipelines Enbridge Inc., d'environ 2 306 kilomètres de long, qui s'étend d'Edmonton (Alberta) à Montréal (Québec).
CCT4	Conseil des chefs du Traité n° 4
certificat	Certificat d'utilité publique délivré en vertu de l'article 52 de la <i>Loi sur l'Office national de l'énergie</i> .
CSA	Association canadienne de normalisation
D.E.	diamètre extérieur
description du projet	La description d'un projet que le demandeur présente à l'Office national de l'énergie et au Bureau de gestion des grands projets, avant le dépôt de la demande officielle, pour mettre en branle les activités prédemande, comme le processus d'évaluation environnementale mené en vertu de la <i>Loi canadienne sur l'évaluation environnementale</i> .
DFIT	droits fonciers issus de traités
droits applicables aux volumes engagés	Frais exigés pour le transport de volumes souscrits suivant une entente de service de transport, établis en fonction de la période et du volume pour lesquels l'expéditeur a pris des engagements d'expédition.

droits applicables aux volumes non engagés	Frais exigés pour le transport de volumes ponctuels ou non souscrits.
É.-U.	États-Unis
ÉE	évaluation environnementale
Enbridge Bakken	Enbridge Bakken Pipeline Company Inc.
Enbridge Westspur	Enbridge Pipelines (Westspur) Inc.
EST	entente de service de transport
expéditeur canadien	La partie qui a conclu une entente avec une société pipelinière pour lui faire transporter du pétrole ou d'autres hydrocarbures jusqu'à un point de réception situé au Canada.
FDH	forage directionnel à l'horizontale
FSIN	Federation of Saskatchewan Indian Nations
GPPE	groupe de prévision des produits d'Enbridge
ha	hectare
indice du PIB	Pour toute année, l'indice implicite annuel moyen du produit intérieur brut, publié en mars par Statistique Canada (produit N° 13-001-XPB au catalogue, Comptes nationaux des revenus et dépenses) pour l'année qui précède.
installations visées par l'article 52	Expression qui désigne collectivement le pipeline Bakken proposé et les emplacements de vannes de sectionnement en surface qui y sont associés, de même que l'exploitation de la canalisation EX-02.
installations visées par l'article 58	Expression qui désigne collectivement la station de pompage Bakken proposée et les installations proposées dans l'enceinte du terminal Cromer existant de Pipelines Enbridge Inc.
intervenant	Partie intéressée par un projet qui demande à participer à une audience et peut produire une preuve, interroger d'autres témoins ou présenter une plaidoirie finale.
km	kilomètre
LCÉE	<i>Loi canadienne sur l'évaluation environnementale</i>

LEP	<i>Loi sur les espèces en péril</i>
Loi sur l'ONÉ	<i>Loi sur l'Office national de l'énergie</i>
m	mètre
m ³ /j	mètres cubes par jour
MGRHM	ministère de la Gestion des ressources hydriques du Manitoba
mm	millimètre
MR	municipalité rurale
Muse	Muse, Stancil & Co.
NPS	diamètre nominal du tube (en pouces), de l'anglais <i>nominal pipe size</i>
Office ou ONÉ	Office national de l'énergie
PAA	participation accrue des Autochtones
PAFP	programme d'aide financière aux participants
PEI	Pipelines Enbridge Inc.
PGI	programme de gestion de l'intégrité
pipeline Bakken	Oléoduc proposé d'environ 123,4 kilomètres de long, s'étendant de la station de pompage Bakken proposée près de Steelman (Saskatchewan) au terminal Cromer existant de Pipelines Enbridge Inc., situé près de Cromer (Manitoba).
PMR	projet de modification réglementaire
PNCTK	Première nation Carry the Kettle
PNOM	Première nation Ocean Man
PNPRN	Première nation Pheasant Rump Nakota
PNRP	Première nation de Red Pheasant
PNS	Première nation Sakimay
PNSB	Première nation Sioux de Birdtail
PNWB	Première nation White Bear
PPE	plan de protection de l'environnement

programme d'agrandissement Bakken	Un ensemble de projets cumulatifs qu'Enbridge Pipelines Inc. et ses affiliées réaliseront au Canada et aux États-Unis afin de répondre d'une manière progressive aux besoins des expéditeurs concernant l'acheminement de pétrole brut du gisement de Bakken jusqu'aux marchés via la canalisation principale de Pipelines Enbridge Inc.
projet	Le projet de pipeline Bakken Canada, avec toutes ses constituantes.
REEP	rapport d'examen environnemental préalable
RPT-99	Règlement de 1999 sur les pipelines terrestres
SCADA	système de télécommande et d'acquisition de données
station de pompage Bakken	Station de pompage à construire près de Steelman (Saskatchewan), à la coordonnée NE 8-4-5 W2M.
terminal Cromer	Terminal pipelinier existant de Pipelines Enbridge Inc., situé près de Cromer (Manitoba) à la coordonnée NE 17-9-28 W1M.
terminal Steelman	Terminal pipelinier existant d'Enbridge Pipelines (Westspur) Inc., situé près de Steelman (Saskatchewan) à la coordonnée NE 8-4-5 W2M.
UTFT	usage des terres à des fins traditionnelles

Exposé et comparutions

RELATIVEMENT À la *Loi sur l'Office national de l'énergie* (Loi sur l'ONÉ) et à ses règlements d'application;

RELATIVEMENT À une demande qu'Enbridge Bakken Pipeline Company Inc. (Enbridge Bakken), au nom d'Enbridge Bakken Pipeline Limited Partnership, a présentée le 17 janvier 2011, sous le dossier OF-Fac-Oil-E256-2010-01-02, à l'égard du projet de pipeline Bakken Canada (le projet), pour solliciter :

- l'autorisation, en vertu de l'alinéa 74(1)b) de la Loi sur l'ONÉ, d'acheter la canalisation EX-02 à son propriétaire actuel, Enbridge Pipelines (Westspur) Inc. (Enbridge Westspur);
- la délivrance de toute ordonnance requise aux termes de la Loi sur l'ONÉ pour effectuer le transfert de la canalisation EX-02;
- la délivrance à Enbridge Bakken d'un certificat d'utilité publique, en vertu de l'article 52 de la Loi sur l'ONÉ, l'autorisant à construire et à exploiter le pipeline Bakken de 123,4 km de long et les installations qui y sont associées, ainsi qu'à exploiter la canalisation EX-02;
- la délivrance d'une ordonnance, en vertu de l'article 21 de la Loi sur l'ONÉ, afin de modifier l'ordonnance XO-W2-2-96 pour refléter le transfert de la canalisation EX-02;
- la délivrance d'une ordonnance, aux termes de l'article 44 du *Règlement de 1999 sur les pipelines terrestres*, pour autoriser la désactivation du tronçon de la canalisation EX-02 compris entre le terminal Steelman existant d'Enbridge Westspur et la station de pompage Bakken proposée;
- la délivrance d'une ordonnance, en vertu de l'article 58 de la Loi sur l'ONÉ, qui autorise la construction et l'exploitation de la station de pompage Bakken et des installations proposées au terminal Cromer existant de Pipelines Enbridge Inc., et soustrait ces installations à l'application des dispositions des alinéas 30(1)b), 31c) et 31d), et des articles 33 et 47, de la Loi sur l'ONÉ;
- l'approbation, en vertu de la partie IV de la Loi sur l'ONÉ, de la méthode de conception des droits proposée à l'égard du projet et de la désignation d'Enbridge Bakken à titre de société du groupe 2 aux fins de sa réglementation financière;
- toute autre mesure qu'Enbridge Bakken pourrait solliciter ou que l'Office national de l'énergie (l'Office ou l'ONÉ) pourrait juger indiquée suivant l'article 20 de la Loi sur l'ONÉ.

Dans le cadre de la demande, Enbridge Westspur a sollicité ce qui suit :

- l'autorisation, en vertu de l'alinéa 74(1)a) de la Loi sur l'ONÉ, de vendre la canalisation EX-02;
- la délivrance de toute ordonnance requise en vertu de la Loi sur l'ONÉ pour refléter le transfert de la canalisation EX-02;

- toute autre mesure qu'Enbridge Westspur pourrait solliciter ou que l'Office pourrait juger indiquée suivant l'article 20 de la Loi sur l'ONÉ.

CONFORMÉMENT À l'ordonnance d'audience OH-01-2011 de l'ONÉ, datée du 16 mars 2011;

ENTENDUE à Regina (Saskatchewan), les 4 et 5 octobre 2011;

DEVANT :

L. Mercier	Membre présidant l'audience
R. George	Membre
G. A. Habib	Membre

Comparutions

Participants

L. Estep	Enbridge Bakken
R. Salamucha	
F. Durnford	

Témoins

M. Sitek
W. D. Armstrong
N. Earnest
F. Gazie
J. Honda-McNeil
D. Archibald
L. Parkin
T. Lyne
R. Rice
G. Henningsen
D. Davidson

J. Shockey	Conseil des chefs du Traité n° 4 (CCT4)
------------	--

Chef tribal
G. Panipekeesick

J. Howe	Première nation White Bear
---------	----------------------------

Chef B. Standingready

W. Celis	Ministère de l'Énergie et des Ressources de la Saskatchewan
----------	--

P. Johnston	ONÉ
J. Ng	

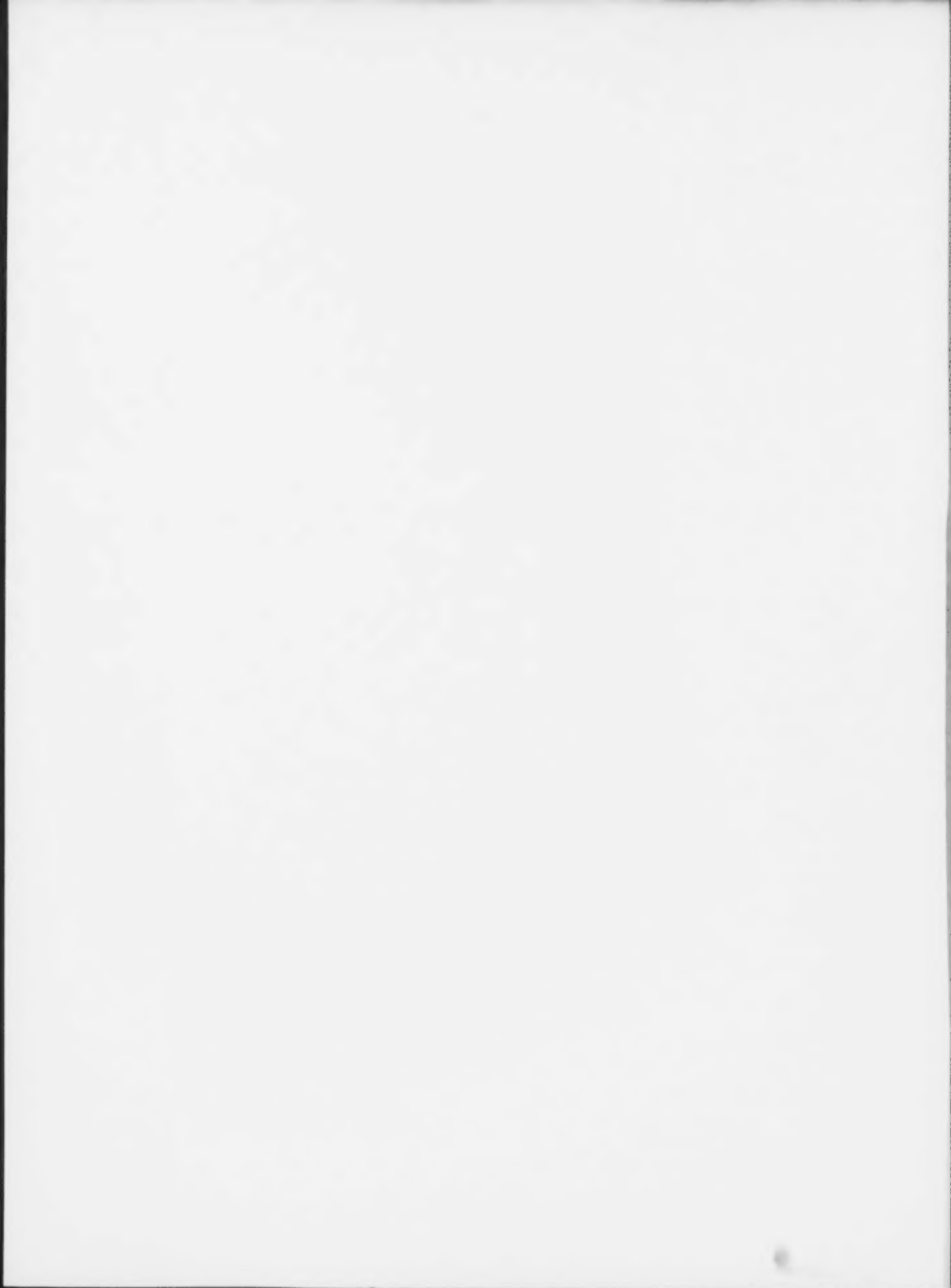
Exposés oraux

W. Weaver	Ministère de la Gestion des ressources hydriques du Manitoba
-----------	---

Plaidoirie écrite

Première nation Carry the Kettle

CCT4



Chapitre 1

Dispositif

Ayant examiné et soupesé tous les éléments de preuve produits, l'Office national de l'énergie (l'Office ou l'ONÉ) estime que le projet de pipeline Bakken Canada (le projet), tel qu'il est proposé par Enbridge Bakken Pipeline Company Inc. (Enbridge Bakken), au nom de Bakken Pipeline Limited Partnership, est d'utilité publique tant pour le présent que pour le futur. L'Office a déterminé, suivant la *Loi canadienne sur l'évaluation environnementale* (LCÉE), que le projet n'est pas susceptible d'entraîner des effets environnementaux négatifs importants. Sous réserve de l'agrément du gouverneur en conseil, il délivrera pour les installations visées par l'article 52 un certificat d'utilité publique (certificat) assorti des conditions formulées à l'annexe III des présents Motifs de décision. L'Office rend cette décision en vertu de la partie III de la *Loi sur l'Office national de l'énergie* (Loi sur l'ONÉ).

En vertu de l'article 58 de la Loi sur l'ONÉ, l'Office délivre à Enbridge Bakken l'ordonnance d'exemption XO-E256-007-2011, l'autorisant à construire et à exploiter une nouvelle station de pompage (station de pompage Bakken) et les installations proposées dans l'enceinte du terminal Cromer existant de Pipelines Enbridge Inc. (PEI). De plus, l'Office soustrait Enbridge Bakken à l'application des dispositions des alinéas 31*c*) et 31*d*), et de l'article 33 de la Loi sur l'ONÉ, sous réserve des conditions énoncées dans l'ordonnance. L'Office ne soustrait pas ces installations à l'application de l'alinéa 30(1)*b*) et de l'article 47 de la Loi sur l'ONÉ. L'ordonnance d'exemption n'entrera en vigueur qu'après la délivrance du certificat lié au projet.

En vertu des alinéas 74(1)*a*) et 74(1)*b*) de la Loi sur l'ONÉ, l'Office autorise la vente par Enbridge Pipelines (Westspur) Inc. (Enbridge Westspur) et l'achat par Enbridge Bakken de la canalisation EX-02 existante, et rend l'ordonnance MO-26-2011 à cette fin.

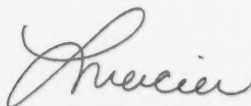
En ce qui touche la requête qu'Enbridge Bakken a présentée en vertu de l'article 21 de la Loi sur l'ONÉ afin d'obtenir une ordonnance de modification de l'ordonnance XO-W2-2-96 pour refléter le transfert de la propriété de la canalisation EX-02, l'Office demande qu'Enbridge Bakken l'informe dès que l'opération aura été exécutée. À ce moment-là, il prendra les mesures utiles pour modifier l'ordonnance XO-W2-2-96.

En outre, l'Office rend l'ordonnance MO-25-2011, aux termes de l'article 44 du *Règlement de 1999 sur les pipelines terrestres* (RPT-99), qui autorise la désactivation du tronçon de la canalisation EX-02 compris entre le terminal Steelman existant d'Enbridge Westspur et la station de pompage Bakken proposée, sous réserve que le transfert de la canalisation EX-02 ait lieu.

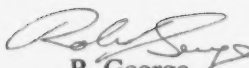
Toutes les ordonnances précitées de l'Office figurent à l'annexe II des Motifs de décision.

L'Office approuve la méthode de conception des droits que propose Enbridge Bakken. De plus, il estime approprié de désigner Enbridge Bakken en tant que société du groupe 2, tel que sollicité.

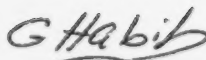
Les chapitres qui suivent constituent les Motifs de décision de l'Office relativement à la demande d'Enbridge Bakken, en date du 17 janvier 2011, entendue par l'Office dans le cadre de l'instance OH-01-2011.



L. Mercier
Membre présidant l'audience



R. George
Membre



G. A. Habib
Membre

Calgary (Alberta)
Décembre 2011

Chapitre 2

Introduction

2.1 Aperçu de la demande

Le 17 janvier 2011, Enbridge Bakken, au nom d'Enbridge Bakken Pipeline Limited Partnership, a présenté une demande d'autorisation à l'Office pour la construction et l'exploitation du projet.

Le projet permettrait de transporter du pétrole brut depuis le gisement de Bakken, dans le Dakota du Nord et le Montana, vers des marchés de raffineries en Amérique du Nord, au moyen d'un pipeline raccordé à la canalisation principale de PEI, à son terminal Cromer, situé près de Cromer (Manitoba).

Le projet consiste à acquérir et exploiter la canalisation EX-02¹ de 33,7 kilomètres (km) de long, propriété d'Enbridge Westspur, ainsi qu'à construire et exploiter un nouvel oléoduc d'un diamètre extérieur (D.E.) de 406,4 millimètres (mm) [diamètre nominal de tuyau (NPS) 16] et de 123,4 km de long (y compris des emplacements de vannes de sectionnement en surface), qui s'étendrait de Steelman (Saskatchewan) à Cromer (Manitoba) (pipeline Bakken). L'oléoduc constituerait un prolongement de la canalisation EX-02. La station de pompage Bakken serait construite à l'extrémité ouest du pipeline Bakken, près de Steelman (Saskatchewan). Enbridge Bakken désactiverait le petit tronçon de la canalisation EX-02 compris entre la station de pompage Bakken et le terminal Steelman d'Enbridge Westspur. Un sas d'arrivée des racleurs serait posé au terminal Cromer de PEI, soit à l'extrémité est du pipeline Bakken.

La construction du pipeline Bakken nécessiterait l'aménagement sur environ 46,1 km d'une nouvelle emprise qui n'est pas contiguë à des perturbations linéaires existantes. Tout le long du pipeline, il faudrait une emprise permanente de 30 mètres (m) de large, augmentée au besoin d'une aire de travail temporaire (ATT) de 10 m. Des ATT supplémentaires seraient aménagées selon les besoins propres à chaque site, notamment aux croisements de routes, de chemins, de voies ferrées et de pipelines, aux franchissements de cours d'eau ainsi qu'à d'autres endroits où les travaux de construction l'exigent. Une infrastructure temporaire (des aires d'assemblage, par exemple) serait requise à l'étape de la construction et il faudrait une nouvelle route d'accès permanente menant à la station de pompage Bakken.

La construction de la station de pompage Bakken et des installations proposées au terminal Cromer de PEI est censée démarrer au deuxième trimestre de 2012. La construction de l'oléoduc devrait avoir lieu au troisième trimestre de la même année. Enbridge Bakken s'attend à ce que l'ensemble du projet soit mis en service dès le premier trimestre de 2013.

¹ La canalisation EX-02 constitue la partie canadienne d'un pipeline de 137,4 km de long et de 323,9 millimètres (NPS 12) de diamètre extérieur qui transporte du pétrole brut de Berthold (Dakota du Nord) au terminal Steelman d'Enbridge Pipelines (Westspur) Inc., situé près de Steelman (Saskatchewan). L'Office a autorisé la construction et l'exploitation de la canalisation aux termes de l'ordonnance XO-W2-2-96, datée du 11 janvier 1996.

Suivant la Loi sur l'ONÉ, la réalisation du projet exige la délivrance d'un certificat aux termes de l'article 52 (pour le pipeline Bakken, les emplacements de vannes et l'exploitation de la canalisation EX-02) et d'une ordonnance en vertu de l'article 58 (pour la station de pompage Bakken et les installations proposées au terminal Cromer), ainsi que des autorisations en vertu des alinéas 74(1)a)² et b) (relativement à la vente et à l'achat de la canalisation EX-02). Une autorisation aux termes de l'article 44 du RPT-99 est également requise (pour la désactivation du tronçon de la canalisation EX-02). En outre, Enbridge Bakken a prié l'Office d'approuver la méthode de conception des droits qu'elle a proposée et sa désignation à titre de société du groupe 2 aux fins de sa réglementation financière.

La carte présentée dans la figure 2-1 donne un aperçu du projet et de son emplacement.

2.2 Le processus d'audience OH-01-2011

2.2.1 Ordonnance d'audience de l'ONÉ et tenue d'une audience orale

Le 16 mars 2011, l'Office a publié l'ordonnance d'audience OH-01-2011, qui fixait la démarche à employer pour l'examen de la demande relative au projet. L'ordonnance d'audience comprenait la liste des questions que l'Office se proposait d'étudier au cours de l'évaluation du dossier. L'Office a diffusé une liste des questions modifiée, le 16 mai 2011, après avoir reçu des commentaires sur la liste initiale. La liste des questions modifiée figure à l'annexe I des Motifs de décision.

Conformément à l'ordonnance d'audience OH-01-2011, l'audience publique orale visant le projet s'est déroulée à Regina (Saskatchewan) les 4 et 5 octobre 2011.

2.2.2 Évaluation environnementale (ÉE)

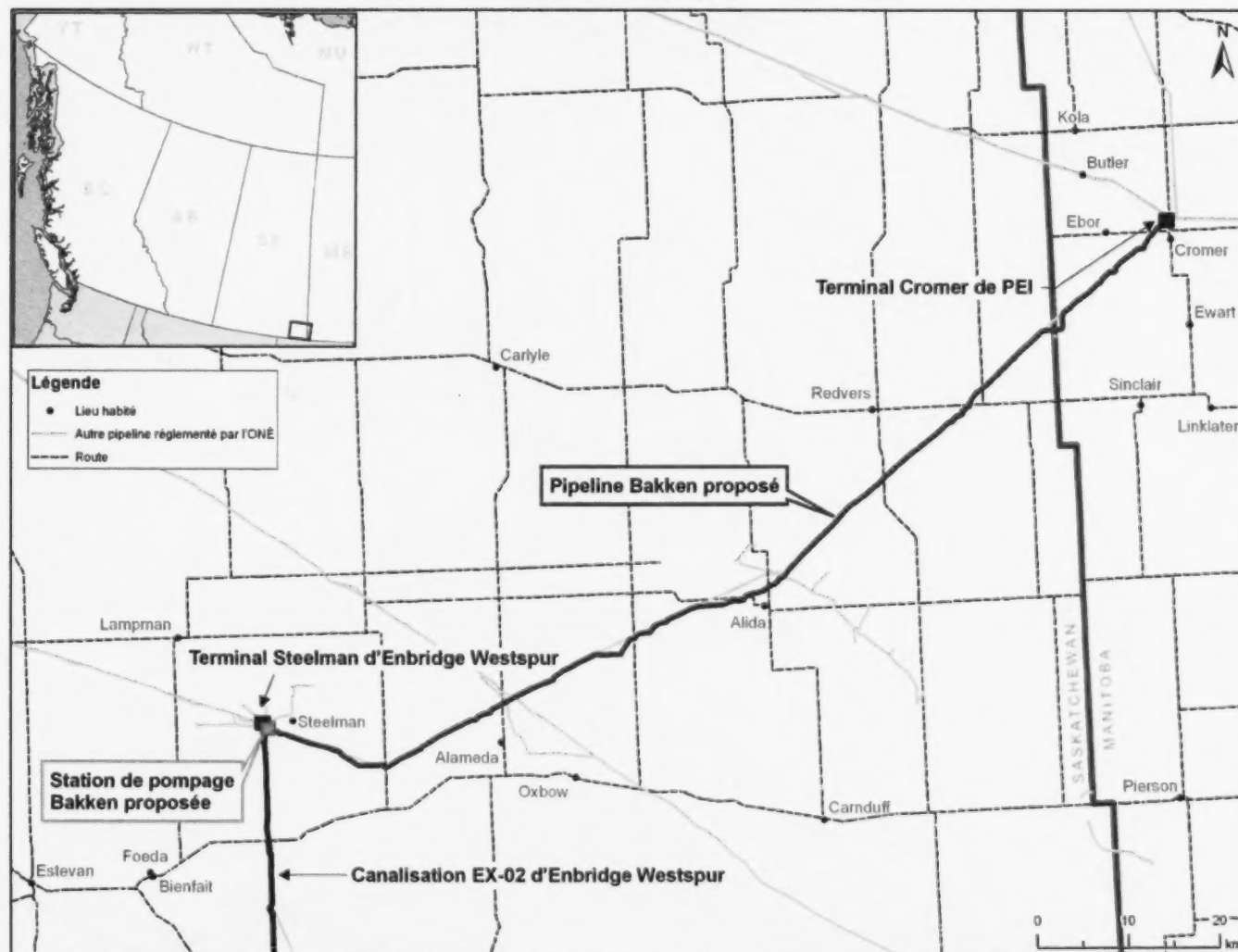
La réalisation du projet exige la délivrance d'un certificat aux termes de l'article 52 de la Loi sur l'ONÉ et d'une ordonnance en vertu de l'article 58 de cette même loi, ce qui rendait nécessaire la conduite d'une ÉE en application de la LCÉE. Comme l'aménagement du pipeline Bakken ne requiert pas plus de 75 km de nouvelle emprise, au sens du *Règlement sur la liste d'étude approfondie* pris en vertu de la LCÉE, un examen préalable était le niveau d'ÉE requis pour le projet. La portée de l'ÉE englobe les diverses autres activités qui, en soi, ne nécessiteraient pas une ÉE en vertu de la LCÉE (la désactivation du tronçon de la canalisation EX-02, par exemple).

Le 1^{er} novembre 2011, l'Office a publié une ébauche du rapport d'examen environnemental préalable (REEP) pour recueillir les commentaires du public à son sujet. La version définitive du REEP tient compte des commentaires reçus sur l'ébauche et expose l'opinion de l'Office sur les questions environnementales et socioéconomiques qui relèvent de la LCÉE, de même que la détermination faite en application de cette loi.

Les questions environnementales sont examinées plus en détail au chapitre 9 des Motifs de décision. Le REEP définitif constitue l'annexe IV.

2 Enbridge Westspur a demandé l'autorisation de vendre la canalisation EX-02 suivant l'alinéa 74(1)a). Une fois l'opération de vente exécutée, l'Office modifiera l'ordonnance XO-W2-2-96 pour refléter le changement de propriétaire, conformément à l'article 21 de la Loi sur l'ONÉ.

Figure 2-1
Aperçu du projet



2.2.3 Approche axée sur le cycle de vie du projet

Au cours de l'examen de la demande, l'Office a adopté une approche qui englobe tout le cycle de vie du projet. C'est ainsi que tous les enjeux et sujets de préoccupation portés à la connaissance de l'Office ont été examinés dans le contexte de l'ensemble du projet (c.-à-d. la conception, la planification, la construction, l'exploitation, la désaffectation et la cessation d'exploitation). L'Office a aussi tenu compte de ses diverses fonctions de réglementation, notamment au chapitre de l'évaluation de la demande et de la vérification post-décision de la conformité aux conditions d'approbation, à chaque étape du cycle de vie du projet.

2.2.4 Bureau de gestion des grands projets (BGGP)

En 2008, le gouvernement fédéral a établi le BGGP afin d'améliorer le rendement du régime de réglementation canadien quant à l'examen des grands projets de mise en valeur des ressources naturelles. Un des volets importants du travail du BGGP consiste à assurer une gestion d'ensemble et la reddition de comptes à l'égard des projets de ressources de grande envergure, tels que le projet à l'étude. En ce qui touche les consultations de la Couronne auprès des Autochtones dans le contexte du projet, le BGGP a indiqué que le gouvernement s'en remettra au processus de l'Office, dans la mesure du possible, pour s'acquitter des obligations de consulter de la Couronne vis-à-vis les groupes autochtones.

2.2.5 Aide financière aux participants

L'Office administre un programme d'aide financière aux participants (PAFP) pour favoriser la participation opportune et efficace des particuliers, des groupes autochtones, des propriétaires fonciers, des organismes non industriels sans but lucratif constitués en personne morale ainsi que d'autres groupes d'intérêts qui désirent intervenir dans une audience orale de l'Office portant sur des installations.

Le 30 décembre 2010, l'Office a octroyé 75 000 \$ dans le cadre du PAFP pour appuyer la participation des parties intéressées par le processus de réglementation entourant le projet. La date limite pour présenter une demande d'aide financière était le 28 janvier 2011. L'Office a reçu 12 demandes, la plupart de groupes autochtones, équivalant à un montant total de plus de 600 000 \$.

Par suite de l'étude faite par le Comité d'examen des demandes d'aide financière, des fonds ont été accordés aux huit bénéficiaires suivants : le Yorkton Tribal Council (au nom du Conseil des chefs du Traité n° 4 [CCT4]), la Federation of Saskatchewan Indian Nations (FSIN), la Première nation Carry the Kettle (PNCTK), la Nation métisse de la région de l'Est III, Saskatchewan, la Première nation Ocean Man (PNOM), la Première nation Pheasant Rump Nakota (PNPRN), la Première nation Sakimay (PNS) et la Première nation White Bear (PNWB).

Pour obtenir plus de précisions sur les fonds que l'Office a accordés pour le projet dans le cadre du PAFP, veuillez utiliser le lien suivant : http://www.neb-one.gc.ca/clf-nsi/rthnb/pblcprtcptn/prtcptntfndngprgrm/llctnfdn_bkknpplnprjct-fra.html.

2.2.6 L'intérêt public

Lorsqu'il examine une demande, l'Office doit déterminer si les installations visées sont conformes à l'intérêt public général des Canadiens. Pour ce faire, il évalue soigneusement tous les éléments de preuve produits à l'instance et exerce son pouvoir de décision en conciliant des intérêts divers.

L'Office a défini comme suit la notion de l'intérêt public :

L'intérêt public englobe les intérêts de tous les Canadiens et Canadiennes; il s'agit d'un équilibre des intérêts économiques, environnementaux et sociaux qui change en fonction de l'évolution des valeurs et des préférences de la société. L'Office évalue ainsi la contribution d'un projet au bien public général, et ses inconvénients éventuels, en soupèse les diverses conséquences et rend une décision³.

En se prononçant sur le caractère d'utilité publique d'un projet, l'Office se fonde uniquement sur les faits qui ont été établis à sa satisfaction au cours du processus d'audience et agit par ailleurs en accord avec les principes de justice naturelle.

³ La réglementation des pipelines au Canada – Guide à l'intention des propriétaires fonciers et du grand public (révisé en 2010), ONÉ, page 1.

Chapitre 3

Faisabilité économique

Pour déterminer la faisabilité économique d'un projet d'oléoduc et des installations connexes, l'Office évalue la nécessité de l'oléoduc proposé, la probabilité qu'il soit utilisé à un niveau raisonnable au cours de sa durée de vie économique prévue et la probabilité que les droits exigibles seront payés. Pour en arriver à sa décision sur cette question, l'Office examine la quantité de pétrole pouvant être transporté par l'oléoduc, les contrats de transport conclus et l'existence de marchés pour absorber le produit.

L'Office étudie également d'autres incidences commerciales du pipeline et des installations connexes, la capacité du demandeur de financer la construction, ainsi que l'exploitation et l'entretien continus du pipeline et des installations connexes, et enfin, les effets du projet sur tout autre question pertinente d'intérêt public.

Le chapitre 4 traite des questions relatives aux droits et aux tarifs.

3.1 Approvisionnement en pétrole brut

Opinion d'Enbridge Bakken

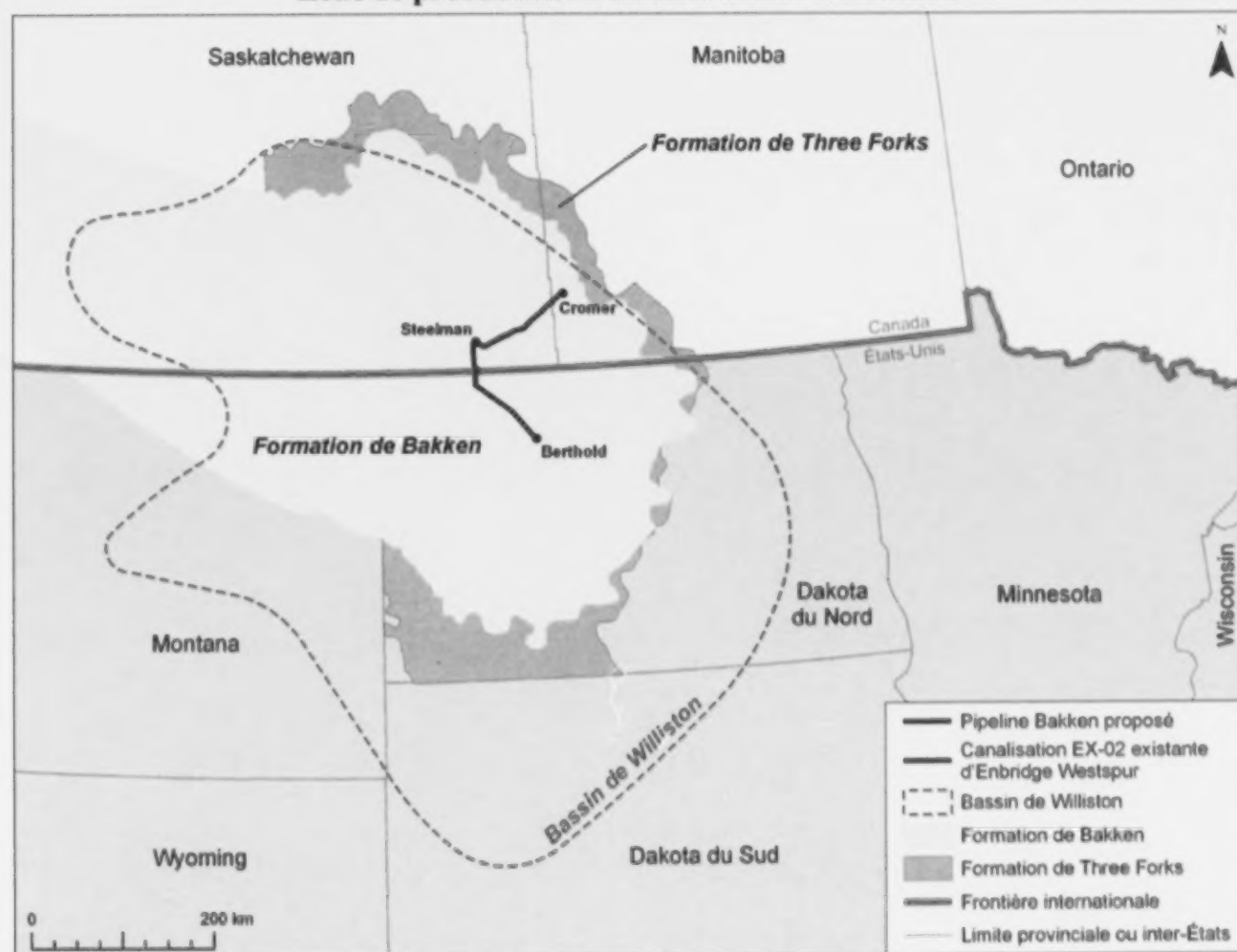
Les installations visées par la demande ont pour but de satisfaire aux besoins de transport des expéditeurs qui s'accroissent avec l'augmentation de la production de pétrole brut, tiré principalement des gisements de Bakken et de Three Forks, lesquelles sont situées en partie dans le Midwest américain, plus particulièrement au Montana et dans le Dakota du Nord. La figure 3-1 présente une vue d'ensemble de la zone de production de Bakken et de Three Forks.

Enbridge Bakken a déposé des estimations des réserves de pétrole brut, de la production et de la sensibilité de la production aux variations du prix du pétrole. Le tableau 3-1 fait état des réserves restantes dans les limites de la zone de projet. Dans ses prévisions du printemps 2011, Enbridge Bakken estimait les réserves à 11,8 milliards de barils. Enbridge Bakken a confirmé que ces estimations n'ont trait qu'à la partie des formations de Bakken et de Three Forks qui se trouve au sud de la frontière canado-américaine.

Enbridge Bakken a précisé que le pipeline Bakken couperait transversalement la formation de Bakken, qui se trouve dans le bassin de Williston, en Saskatchewan et au Manitoba. La société a par conséquent consulté les expéditeurs canadiens⁴ dès le début de ses travaux de planification du projet, afin de savoir si l'aménagement d'un point de réception et de livraison à Steelman pour le pipeline Bakken les intéresserait. Selon elle, les expéditeurs canadiens de la région ont répondu que le réseau existant d'Enbridge Westspur est le pipeline qui satisferait le mieux à leurs besoins et ainsi, qu'un raccordement aux installations proposées par Enbridge Bakken ne les intéressait pas.

4 S'entend du terme « expéditeur canadien » une partie qui a conclu une entente avec une société pipelinière pour lui faire transporter du pétrole ou d'autres hydrocarbures et qui acheminera le produit à la société pipelinière aux fins du transport vers un point de réception au Canada.

Figure 3-1
Zone de production de Bakken et de Three Forks



Source : Version modifiée d'une carte jointe à la demande relative au projet d'Enbridge Bakken (volume I, dépôt A1X1U4, chapitre 10 – Economics) et qui provient à l'origine du service de géologie du Dakota du Nord

Tableau 3-1
Estimation des réserves en 2008, en 2010 et en 2011 (en milliards de barils)

	Avril 2008 (US Geological Survey)	Décembre 2010 (groupe de prévision des produits d'Enbridge [GPPE])	Printemps 2011 (GPPE)
Bakken	4,1	5,5	7,6
Three Forks	0,0	3,6	4,2
Total	4,1	9,1	11,8

Enbridge Bakken a ajouté que ses prévisions concernant la production future du gisement de Bakken en Saskatchewan et au Manitoba et les renseignements reçus des expéditeurs donnent à penser que lorsque les travaux d'agrandissement du réseau Enbridge Westspur seront terminés, la capacité sera suffisante pour les expéditeurs de la région. La société a également souligné qu'il y a des pipelines concurrents dans la région pouvant offrir une certaine capacité. Elle a affirmé qu'elle serait prête à envisager un raccordement à son réseau, si les expéditeurs canadiens changeaient d'avis et souhaitaient avoir accès au pipeline Bakken à l'avenir, pourvu que la capacité existe.

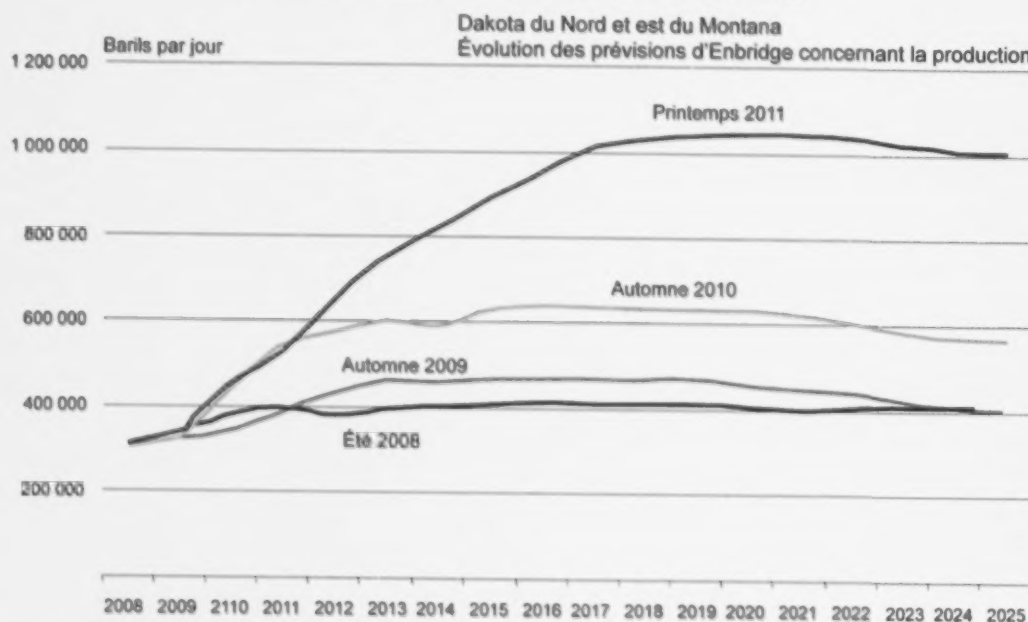
Enbridge Bakken a utilisé un taux de récupération de 3,5 % pour évaluer les réserves des gisements de Bakken et de Three Forks.

La figure 3-2 illustre l'évolution des prévisions concernant la production de pétrole brut pour la zone de projet. Selon les prévisions du printemps 2011, la production s'élèvera à environ 87 400 mètres cubes par jour (m^3/j) (550 000 barils par jour [b/j]) en 2011 et atteindra un sommet d'un peu plus de 159 900 m^3/j (1 million de b/j) en 2020.

Enbridge Bakken estime qu'une diminution de 25 % du prix du pétrole par rapport au prix de base de 90 \$US le baril pourrait se traduire par une réduction de la production quotidienne de l'ordre de 14 300 à 19 900 m^3/j (90 000 à 125 000 b/j), ou de 21 à 26 %, pour l'ensemble de la région. Elle a indiqué que ces estimations portent sur l'ensemble de la région allant de l'est du Montana à l'ouest du Dakota du Nord pour un horizon de 2011 à 2025. Elle a en outre signalé que son programme d'agrandissement du pipeline Bakken⁵ demeure viable en dépit de ces perspectives de production réduite.

⁵ Série de projets que PEI et ses sociétés affiliées vont entreprendre au Canada et aux États-Unis en vue de répondre, par étapes, aux besoins des expéditeurs en matière de transport de pétrole brut de la formation de Bakken au marché sur la canalisation principale de PEI.

Figure 3-2
Évolution des prévisions d'Enbridge sur la production dans la région du
Dakota du Nord et de l'est du Montana



Source : Version modifiée de la figure jointe à la réponse d'Enbridge Bakken à la demande de renseignements (DR) 1.4 de l'ONÉ (dépôt A2C0J6) et qui provient à l'origine du GPPE.

3.2 Marchés

Opinion d'Enbridge Bakken

Pour appuyer son évaluation des marchés potentiels du pétrole brut de Bakken, Enbridge Bakken a déposé un rapport produit par Muse, Stancil & Co. (Muse) daté de juillet 2010 et intitulé *Market Analysis for North Dakota Crude for Enbridge* (analyse des marchés du pétrole brut du Dakota du Nord pour le compte d'Enbridge). Le rapport se veut un survol indépendant des marchés du brut aux États-Unis et au Canada auxquels le réseau pipelinier d'Enbridge Bakken pourrait avoir accès. Outre ce rapport, Enbridge Bakken a déposé les prévisions de Muse relativement à l'utilisation de pétrole brut de Bakken sur les marchés visés, ainsi que les prévisions de PEI et de l'Association canadienne des producteurs pétroliers concernant respectivement la production pétrolière de Bakken et celle du Canada.

Selon le rapport de Muse, le pétrole brut de Bakken pourrait théoriquement être expédié dans trois directions : vers l'ouest, soit vers le marché relativement petit des raffineries des Rocheuses américaines, par l'entremise de pipelines de tiers; vers l'est, soit vers les centres de raffineries du Midwest américain et de l'Ontario, qui constituent un marché appréciable, par l'intermédiaire du réseau principal de PEI; ou vers le sud, plus précisément vers le marché du centre du continent, par voie ferrée. Il serait également possible d'accéder au marché du centre du continent indirectement par l'entremise de la canalisation principale de PEI jusqu'à Chicago, puis du pipeline Spearhead jusqu'à Cushing, en Oklahoma.

Pour les besoins de son analyse de la demande, Muse a divisé le marché du Midwest américain en quatre sous-marchés de raffineries : États du Nord des États-Unis, Chicago, Detroit-Toledo et Midwest inférieur. La capacité de raffinage totale de ces sous-marchés et de celui du centre du continent atteignait près de 604 100 m³/j (3,8 millions de b/j) en 2009. Par ailleurs, le sous-marché Ontario-Pennsylvanie compte des raffineries dans la région de Sarnia, en Ontario, ainsi que la raffinerie Warren, en Pennsylvanie, dont la capacité de raffinage totale s'élevait à 85 200 m³/j (536 000 b/j) en 2009. Pour chacun des sous-marchés, Muse a précisé l'emplacement et la capacité de chaque raffinerie en exploitation, ainsi que les estimations relatives aux lots de pétrole brut léger pour 2009. Muse a également examiné les sources d'approvisionnement en pétrole brut des raffineries de chaque sous-marché, les pipelines qui transportent le pétrole d'un sous-marché à l'autre et les perspectives relatives à la demande de pétrole brut de Bakken pour chacun. Muse a estimé à 684 600 m³/j (4,3 millions de b/j) la capacité de raffinage totale des marchés du Midwest américain, du centre du continent et de l'Ontario/Pennsylvanie pour 2009. Muse a de plus estimé à 609 100 m³/j (3,831 millions de b/j) la demande totale des raffineries des marchés du Midwest américain, du centre du continent et de l'Ontario/Pennsylvanie pour 2010.

Muse a souligné que la demande des raffineries du Midwest américain ne changerait pas sensiblement de 2010 à 2025, exception faite de l'agrandissement de quelques raffineries (Tesoro, à Mandan dans le Dakota du Nord; WRB, à Wood River en Illinois; Valero, à Sunray au Texas) et de certains projets de mise à niveau (BP, à Whiting en Indiana, et Marathon, à Detroit au Michigan). Ces projets permettraient d'ajouter, d'ici 2013, jusqu'à 13 500 m³/j (85 000 b/j) de capacité de raffinage du pétrole brut. Enbridge Bakken a précisé que selon les attentes, la demande des raffineries de l'Ontario devrait s'accroître au total d'environ 11 900 m³/j (75 000 b/j) d'ici 2020.

Opinion des parties

Aucune partie n'a exprimé de préoccupation relativement à l'information fournie par Enbridge Bakken sur les projections de la demande faites par Muse.

3.3 Transport et débit

Opinion d'Enbridge Bakken

Enbridge Bakken a expliqué que le pipeline Bakken fait l'objet d'engagements fermes d'expéditeurs à l'égard d'une capacité de 15 900 m³/j (100 000 b/j), soit 68 % de sa capacité nominale (23 600 m³/j [148 500 b/j]), pour une durée moyenne de 9,25 ans. La société a fourni des prévisions relatives aux volumes de pétrole brut de Bakken qui pourraient être transportés par le pipeline Bakken. Ces prévisions sont fondées sur des prévisions de la production dans le bassin de Williston ainsi que sur une estimation du pétrole qui serait expédié par l'une ou l'autre des diverses options de transport offertes dans le Dakota du Nord et dans l'est du Montana, notamment les pipelines existants et les volumes transportés jusqu'à la raffinerie de Mandan. Selon ces prévisions, l'approvisionnement pétrolier provenant de cette région pourrait s'accroître pour passer d'environ 12 900 m³/j (80 000 b/j) en 2010 à 63 600 m³/j (400 000 b/j) en 2013 et atteindre un sommet de 108 700 m³/j (684 000 b/j) en 2022, avant de reculer graduellement pour s'établir à 102 700 m³/j (646 000 b/j) en 2025. En plus des quantités visées par les engagements des expéditeurs, la société s'attend à ce que des volumes de brut soient transportés par le pipeline Bakken à l'avenir.

Enbridge Bakken a précisé qu'à l'heure actuelle, la canalisation principale de PEI, qui se trouve en aval du terminal de Cromer, a une capacité totale de transport de brut léger d'environ 172 500 m³/j (1 085 Mb/j). Au cours des deux dernières années, soit de janvier 2009 à mars 2011, la capacité libre moyenne a avoisiné les 63 600 m³/j (400 000 b/j). Enbridge prévoit disposer d'une capacité et d'une souplesse suffisantes sur la canalisation principale de PEI pour recevoir et transporter les volumes attendus par l'entremise du projet.

Opinion des parties

Aucune partie n'a exprimé de préoccupation relativement aux prévisions fournies par Enbridge Bakken en ce qui concerne le débit.

3.4 Capacité de financement

Enbridge Bakken a estimé à 180,1 millions de dollars les coûts en capital liés au projet. La société a expliqué que les fonds nécessaires à la construction du projet proviendraient d'Enbridge Income Fund et d'Enbridge Income Fund Holdings Inc., qui les investiraient dans Enbridge Bakken au moyen d'opérations intersociétés. Enbridge Income Fund réunirait sa part des fonds au moyen d'une combinaison de flux de trésorerie générés à l'interne et d'une facilité de crédit bancaire existante, ainsi que de titres de dette à terme sur les marchés financiers du Canada. Enbridge Income Fund Holdings Inc. obtiendrait pour sa part du financement par l'entremise d'une émission sur les marchés financiers canadiens.

Enbridge Bakken a fait savoir que les activités de désaffectation ou de cessation d'exploitation du projet seraient conformes à toutes les exigences réglementaires applicables au moment de la désaffectation ou de la cessation d'exploitation. Enbridge Bakken a affirmé qu'elle respecterait toutes les exigences de dépôt et toutes les dates limites stipulées dans les Motifs de décision RH-2-2008 de l'Office⁶.

Opinion des parties

Aucune partie n'a exprimé de préoccupation relativement à la capacité d'Enbridge Bakken de financer le projet.

Opinion de l'Office

L'un des aspects sur lesquels l'Office s'est penché pour déterminer la nécessité du projet est l'existence de marchés pour absorber les volumes de pétrole brut qui seraient livrés par le pipeline Bakken.

L'Office constate qu'aucun des intervenants au processus d'audience n'a mis en doute la preuve d'Enbridge Bakken relativement à la taille du marché et à sa capacité de prendre les volumes de pétrole brut qu'y livrerait le pipeline Bakken. L'Office est convaincu de l'existence d'un marché adéquat pour absorber les volumes indiqués.

⁶ Motifs de décision RH-2-2008, Initiative de consultation relative aux questions foncières - Volet 3 - Cessation d'exploitation de pipelines - Questions financières (mai 2009)

L'Office est également convaincu par la preuve d'Enbridge Bakken relativement à l'existence de volumes de pétrole brut suffisants pour alimenter le pipeline Bakken à l'avenir, de même qu'à l'existence d'engagements commerciaux à l'égard d'une tranche importante de la capacité du pipeline.

L'Office observe que des progrès technologiques en matière de forage et d'exploitation, alliés à une meilleure compréhension du potentiel de la ressource dans les gisements de Bakken et de Three Forks dans le Dakota du Nord et l'est du Montana, se sont traduits par des quantités estimatives supérieures et l'accroissement rapide de la capacité d'approvisionnement. L'Office est conscient des incertitudes associées aux prévisions relatives aux volumes de pétrole brut pouvant alimenter le pipeline Bakken; il croit toutefois que les estimations des réserves et les projections de l'approvisionnement faites par Enbridge Bakken pour la région sont raisonnables. L'Office souligne que les prévisions d'Enbridge Bakken en matière d'approvisionnement n'ont pas été mises en doute.

L'Office estime que l'intérêt commercial est suffisant pour appuyer l'utilisation du pipeline Bakken tout au long de sa durée de vie économique. Il remarque que le pipeline Bakken serait raccordé à la canalisation principale de PEI et que de ce fait, il constituerait une source d'approvisionnement continu à long terme pour les marchés de l'Est du Canada et du Midwest américain, ce qui favoriserait le maintien de la compétitivité à long terme des raffineries de ces régions. L'Office constate en outre que la capacité de la canalisation principale de PEI en aval du terminal de Cromer est suffisante pour transporter les volumes qui seraient livrés par le pipeline Bakken.

L'Office est d'avis que l'approvisionnement en pétrole sera suffisant pour soutenir le projet tout au long de sa durée de vie économique. Pour arriver à cette conclusion, il a tenu compte de l'approvisionnement disponible et de l'ampleur des marchés compte tenu de la production projetée.

L'Office estime qu'Enbridge Bakken est en mesure de financer la construction et la mise en exploitation du projet. Il est convaincu qu'Enbridge Bakken est au courant de ses obligations en matière de planification des coûts de désaffectation et de cessation d'exploitation, conformément aux Motifs de décision RH-2-2008.

En ce qui concerne plus particulièrement la cessation d'exploitation, la Loi sur l'ONÉ exige que la société pipelinière dépose une demande auprès de l'Office lorsqu'elle prévoit cesser d'exploitation des installations. Enbridge Bakken serait tenue de satisfaire aux exigences applicables de la réglementation alors en vigueur.

Chapitre 4

Droits et tarifs

Enbridge Bakken a demandé que l'Office approuve la méthode de conception des droits proposée, en vertu de la partie IV de la Loi sur l'ONÉ, et sa désignation à titre de société du groupe 2 aux fins de la réglementation financière. Lorsqu'il doit évaluer une méthode de conception des droits, l'Office se demande si les droits qui en découleraient seraient justes et raisonnables et, dans des circonstances et conditions essentiellement similaires, s'ils seraient exigés de tous, au même taux, pour tous les transports de même nature sur le même parcours. En outre, l'Office doit établir à sa satisfaction que la méthode proposée ne donnerait pas lieu à des distinctions injustes quant aux droits, au service ou aux aménagements. Afin de rendre ces décisions, l'Office examine tous les facteurs pertinents de la demande à l'étude.

En ce qui concerne les oléoducs, l'Office doit également être convaincu que le pipeline en question recevrait, transporterait et livrerait tout le pétrole qui lui est offert pour transport. Il s'agit de l'obligation dite du transporteur public, suivant laquelle un oléoduc doit offrir des services de transport à toute partie qui souhaite s'en prévaloir.

4.1 Appel de soumissions et capacité disponible

Opinion d'Enbridge Bakken

Enbridge Bakken a tenu un appel de soumissions à la suite duquel elle a reçu des engagements d'expédition pour l'équivalent de 18 300 m³/j (115 000 b/j) [représentant 79 % de la capacité pipelinrière totale]. Par la suite, elle a ramené à 15 900 m³/j (100 000 b/j) le niveau de capacité faisant l'objet d'engagements. Les expéditeurs avaient la possibilité de conclure des ententes de service de transport (EST) ayant une durée de cinq ans ou de dix ans. La société a indiqué que la durée moyenne des engagements conclus était de 9,25 ans. Selon elle, les expéditeurs qui s'étaient engagés en signant des EST (expéditeurs engagés) avaient manifesté leur appui financier pour le projet et ils devaient bénéficier d'un « accès prioritaire » à la capacité de transport, jusqu'à concurrence des volumes stipulés dans leur EST (volumes engagés). Enbridge Bakken a indiqué, de plus, qu'elle pourrait porter la capacité de l'oléoduc à 51 700 m³/j (325 000 b/j) si les expéditeurs avaient besoin de plus d'espace pipelinier.

4.2 Accès par des producteurs canadiens

Opinion d'Enbridge Bakken

Enbridge Bakken a indiqué que si un expéditeur canadien voulait obtenir les services du projet dans l'avenir, elle serait disposée à envisager une entente concernant l'ajout d'un point de réception pour cet expéditeur. Elle a confirmé que tout producteur canadien qui se raccorderait au pipeline Bakken verserait le droit local associé aux éventuels points de réception canadiens. Enbridge Bakken a également affirmé qu'elle ne ferait pas de distinctions entre des barils commandés par un expéditeur américain et ceux d'un expéditeur canadien, et que ces

commandes feraient l'objet d'une répartition proportionnelle suivant les règles et règlements de la société. Si de nouvelles installations étaient requises dans l'avenir pour desservir des expéditeurs canadiens, Enbridge Bakken lancerait un appel de soumissions à l'égard du nouveau service. En réponse à des questions de l'Office, elle a précisé que les expéditeurs engagés ne bénéficient pas de droits de renouvellement ni d'un accès préférentiel à la capacité future.

4.3 Méthode de conception des droits

4.3.1 Droits

Opinion d'Enbridge Bakken

Enbridge Bakken a indiqué qu'elle présenterait plus tard à l'Office un tarif commun international.

Enbridge Bakken propose des droits en fonction de deux types de service, soit le service faisant l'objet d'un engagement d'expédition (service engagé), qui est étayé par une EST, et le service ne faisant pas l'objet d'un engagement d'expédition (service non engagé), qui n'est pas étayé par une EST. La capacité nominale du pipeline Bakken se décomposerait comme suit : 79 % de volumes engagés et 21 % de volumes non engagés.

4.3.2 Droits applicables aux volumes engagés

Opinion d'Enbridge Bakken

Le droit applicable aux volumes engagés est un droit en deux parties constitué d'une composante de base et d'une composante liée aux frais d'exploitation. La composante de base vise à recouvrer les dépenses en immobilisations du projet. La composante des frais d'exploitation répartit ces frais sur l'ensemble des volumes composant le débit du pipeline. Une mise à niveau serait effectuée annuellement entre les frais réels et prévus.

4.3.3 Droits applicables aux volumes non engagés

Opinion d'Enbridge Bakken

Au départ, le droit applicable aux volumes non engagés correspondrait au droit le plus élevé du service engagé, majoré d'une prime de six cents le baril. Tout comme le droit applicable aux volumes engagés, il serait rajusté automatiquement chaque année en fonction du taux de variation de l'indice du PIB⁷. Enbridge Bakken a indiqué que, par rapport à la moyenne pondérée de tous les droits du service engagé, les expéditeurs du service non engagé paieraient approximativement 6,9 % de plus. Le droit du service non engagé est d'environ 23,8 % de plus que le droit du service garanti de dix ans pour un volume inférieur à 6 359 m³/j (40 000 b/j). Enbridge Bakken a déposé la version pro forma de l'EST pendant le volet oral de l'audience.

7

Pour toute année, il s'agit de l'indice implicite annuel moyen du produit intérieur brut, publié en mars par Statistique Canada (produit n° 13-001-XPB au catalogue, Comptes nationaux des revenus et dépenses) pour l'année qui précède.

4.3.4 Méthode de réglementation

Opinion d'Enbridge Bakken

Enbridge Bakken a fait valoir que ses droits sont négociés, plutôt que fondés sur le modèle classique du coût de service. Elle a ajouté que tous les expéditeurs pourraient en tout temps déposer une plainte auprès de l'Office en cas de différends concernant les droits ou l'accès. Enbridge Bakken a demandé d'être désignée société du groupe 2, aux fins de la réglementation de ses droits et tarifs par l'ONÉ.

Opinion de l'Office

Le paragraphe 71(1) de la Loi sur l'ONÉ prescrit qu'une société pipelinère doit offrir ses services à toute partie qui souhaite expédier du pétrole par son pipeline. Cette disposition constitue le fondement des obligations de transporteur public imposées à toutes les sociétés d'oléoducs réglementées par l'ONÉ. Dans des décisions antérieures, l'Office a conclu qu'un exploitant d'oléoduc agit de façon conforme à ses obligations de transporteur public lorsqu'un appel de soumissions est effectué d'une manière appropriée pour tout nouveau service ou nouvelle installation et qu'une capacité suffisante est laissée disponible pour des volumes non engagés.

En l'espèce, l'Office constate qu'un appel de soumissions a été tenu d'une manière équitable et transparente. La capacité du pipeline pourrait être portée à 51 700 m³/j (325 000 b/j), sous réserve de l'obtention d'une approbation réglementaire distincte. L'Office remarque que 21 % de la capacité du pipeline Bakken a été mise de côté pour des expéditeurs non engagés, et il estime que cette capacité est raisonnable. L'Office accepte l'engagement qu'Enbridge Bakken a pris d'examiner les éventuelles demandes d'expéditeurs canadiens désireux d'obtenir des points de réception au Canada. De plus, il prend bonne note de sa promesse de ne pas faire de distinctions, à titre de transporteur public, entre les commandes d'un expéditeur américain et celles d'un expéditeur canadien. L'Office en conclut que la proposition d'Enbridge Bakken respecte les obligations à titre de transporteur public énoncées au paragraphe 71(1) de la Loi sur l'ONÉ.

L'Office constate qu'aucune des parties n'a soulevé de préoccupations au sujet de la prime exigée des expéditeurs non engagés. Il estime que la méthode de conception des droits proposée ne donnerait pas lieu à des distinctions injustes. En outre, il a examiné la version pro forma de l'EST qu'Enbridge Bakken a déposée et tenu compte de sa preuve portant que les expéditeurs engagés ne bénéficieraient pas de droits de renouvellement ou d'un accès préférentiel.

L'Office se rend compte qu'Enbridge Bakken évolue dans un contexte de forte concurrence. Le projet est vu comme une initiative comportant des risques commerciaux qui ne sont que partiellement contrebalancés par l'existence de contrats de transport à long terme. L'Office admet que les expéditeurs non engagés aient à payer un droit plus élevé que ceux qui ont conclu une EST.

La méthode qu'Enbridge Bakken propose pour l'établissement des droits du service engagé est le fruit de négociations entre des parties averties, et aucune partie n'a soulevé d'objections à cet égard.

Compte tenu des facteurs mentionnés ci-dessus, l'Office approuve la méthode de conception des droits proposée.

Pour déterminer si une société devrait appartenir au groupe 1 ou au groupe 2, l'Office, par le passé, a considéré la taille des installations, le fait que des services de transport soient fournis ou non pour des tierces parties et le fait que le pipeline soit réglementé ou non suivant la méthode classique du coût de service.

Vu que les droits proposés ont été négociés avec les expéditeurs engagés d'Enbridge Bakken, l'Office a conclu qu'il convient de désigner Enbridge Bakken en tant que société du groupe 2. Suivant la lettre de l'Office en date du 17 novembre 2009, intitulée *Réglementation financière des sociétés pipelinières relevant de la compétence de l'Office*, les sociétés du groupe 2 sont soumises à un moindre degré de réglementation financière que celles faisant partie du groupe 1. La réglementation financière des sociétés du groupe 2 repose sur les plaintes reçues, ce qui entraîne un allègement des exigences relatives à la présentation de rapports financiers. En conséquence, Enbridge Bakken est tenue d'inclure le libellé suivant dans son tarif :

Les droits d'Enbridge Bakken sont réglementés par l'Office national de l'énergie en fonction des plaintes. Enbridge Bakken doit tenir à la disposition des personnes intéressées des copies des tarifs et des renseignements financiers qui les justifient. Toute personne qui ne peut s'entendre avec la société sur une question de transport, de droits et de tarifs peut déposer une plainte auprès de l'Office. Normalement, l'Office ne mène pas un examen détaillé des droits d'Enbridge Bakken si aucune plainte n'a été déposée.

Chapitre 5

Installations et intervention en cas d'urgence

L'Office adopte une démarche tenant compte du risque pour s'assurer que les installations et activités qu'il réglemente sont sûres et sécuritaires depuis l'étape de la construction initiale jusqu'à la cessation d'exploitation éventuelle. Lorsqu'il examine la sécurité et la sûreté des installations projetées, l'Office évalue, sur le plan théorique, si la conception des installations est adaptée aux propriétés du produit à transporter, à la plage de conditions d'exploitation ainsi qu'au milieu naturel et humain dans lequel les installations seraient implantées. En particulier, il se penche sur la façon dont la société aborde des aspects comme la conception technique, la gestion de l'intégrité, la sûreté, et les questions de santé et sécurité.

La société qui conçoit, construit, exploite ou cesse d'exploiter un pipeline doit se conformer au RPT-99 de l'Office, aux engagements pris au cours du processus d'audience et aux conditions dont s'assortit l'approbation accordée. Le RPT-99 fait référence à divers codes et normes techniques, dont la norme Z662 de l'Association canadienne de normalisation (CSA), intitulée *Réseaux de canalisations de pétrole et de gaz*. Il incombe à la société de s'en tenir à la conception, aux devis, aux programmes, aux manuels ainsi qu'aux mesures, méthodes et plans qu'elle a élaborés et mis en œuvre en conformité avec le RPT-99.

En ce qui touche l'intervention en cas d'urgence, l'Office exige que les sociétés conçoivent et mettent en œuvre des programmes de protection civile et d'intervention visant toutes les facettes de leurs opérations.

Le 24 avril 2002, l'Office a envoyé une lettre à toutes les sociétés gazières et pétrolières de son ressort pour leur faire part de ses attentes au sujet de ce qui constitue un programme approprié et efficace de protection civile et d'intervention.

5.1 Description des installations

Le projet englobe les activités suivantes, associées à des installations à la fois nouvelles et existantes :

- la construction et l'exploitation du pipeline Bakken : un oléoduc de 123,4 km⁸ de long et 406,4 mm de D.E. (NPS 16), qui s'étendrait de la station de pompage Bakken, située près de Steelman (Saskatchewan), au terminal Cromer, près de Cromer (Manitoba);
- la construction et l'exploitation de cinq emplacements de vannes de sectionnement en surface le long du pipeline Bakken;

8 Longueur du pipeline Bakken calculée de la limite de propriété de la station de pompage Bakken à la limite de propriété du terminal Cromer. Le pipeline Bakken comprend aussi environ 30,5 m et 560,4 m de tuyauterie dans les enceintes de la station de pompage Bakken et du terminal Cromer, respectivement.

- la construction et l'exploitation de la station de pompage Bakken : implantée sur un site de 2,7 hectares (ha), près de Steelman (Saskatchewan), la station serait dotée de deux motopompes de 3 500 kilowatts avec entraînement à fréquence variable, de sas de départ et d'arrivée des racleurs, d'un nouveau réservoir collecteur et sa pompe, d'une plateforme pour additif réducteur de frottement et d'un bâtiment pour les installations électriques;
- l'exploitation de la canalisation EX-02 existante de 33,7 km de long et 323,9 mm de D.E., située entre la frontière canado-américaine et le terminal Steelman;
- l'aménagement et l'exploitation d'un sas d'arrivée des racleurs au terminal Cromer;
- la désactivation d'un tronçon de 354,6 m de la canalisation EX-02, entre le terminal Steelman et la station de pompage Bakken.

Le projet serait conçu pour transporter du pétrole brut à une pression maximale d'exploitation de 9 930 kilopascals, et aurait une capacité initiale de 23 180 m³/j (145 800 b/j).

5.2 Conception, construction et exploitation

Dans l'accomplissement de ses fonctions de surveillance réglementaire, l'Office adopte une démarche de vérification de la conformité en fonction du risque pour s'assurer que les sociétés réglementées sont en mesure de cerner et de maîtriser les dangers sur le plan de l'intégrité qui peuvent nuire à la sécurité et à l'environnement, tout au long du cycle de vie du projet. Cette approche axée sur le cycle de vie complet consiste à suivre le projet depuis les étapes de la conception et de la construction jusqu'à la cessation d'exploitation, et tout au long de l'exploitation. D'une manière générale, l'Office vérifie l'à-propos, la mise en œuvre et l'efficacité des engagements pris par la société au moyen de vérifications, d'inspections et de rencontres. En outre, il exerce une surveillance et un suivi continus à l'égard du degré de conformité de la société et des incidents qui surviennent. Cette démarche de vérification de la conformité fait partie intégrante de la surveillance réglementaire permanente que l'Office exerce sur les pipelines et les installations d'une société. Par conséquent, l'Office appliquera sa démarche habituelle en matière de vérification de la conformité afin de confirmer qu'Enbridge Bakken respecte tous les engagements énoncés au cours de l'instance OH-01-2011.

5.2.1 Conception

Opinion d'Enbridge Bakken

Enbridge Bakken a soutenu que le projet serait conçu, construit et exploité en conformité avec la norme CSA Z662, y compris les nouvelles exigences comprises dans l'édition CSA Z662-11, et avec le RPT-99. Les programmes et les procédures du projet, notamment le programme d'assemblage et l'examen non destructif des soudures, respecteraient également ces exigences.

5.2.2 Construction

Opinion d'Enbridge Bakken

Enbridge Bakken a déclaré que les entrepreneurs seraient tenus d'observer tous les règlements de sécurité locaux, leurs propres manuels de sécurité, ceux d'Enbridge Bakken ainsi que ceux de PEI. En outre, elle s'attendrait à ce qu'ils observent le manuel de sécurité pour les entrepreneurs (2010) de PEI.

Enbridge Bakken a souligné que l'épaisseur de couverture minimale du pipeline Bakken serait conforme à toutes les lois et tous les codes pertinents. À trois endroits, elle a accepté d'accroître l'épaisseur de couverture initialement indiquée dans sa demande afin de régler des problèmes propres aux sites en question.

Le pipeline Bakken croiserait des routes, des chemins, des voies ferrées, les pipelines de tiers et des installations de service public. Enbridge Bakken a affirmé que tous les croisements seraient conçus et construits d'une manière qui respecte les exigences réglementaires actuelles de l'ONÉ et les normes pertinentes. La société a indiqué qu'étant donné que le projet croiserait les installations d'un certain nombre de services publics tiers et qu'il longerait, de façon contiguë, une emprise pipelinière existante d'Enbridge Westspur et d'autres perturbations linéaires, elle planifie des mesures de prévention des dommages expressément pour le projet. Enbridge Bakken a indiqué qu'elle regrouperait toutes les mesures de prévention des dommages aux pipelines qui s'appliquent au projet, avant le début de la construction, et qu'elle obligerait tous les entrepreneurs à s'y conformer.

5.2.3 Exploitation

Opinion d'Enbridge Bakken

Enbridge Bakken a souligné que le projet serait exploité conformément à toutes les exigences réglementaires pertinentes, aux conditions liées au certificat, ainsi qu'aux permis et aux exigences opérationnelles existantes de PEI. Toutes les installations associées au projet seraient surveillées et exploitées à partir du centre de commande actuel de PEI. De plus, l'exploitation de l'équipement et des installations respecterait les manuels de procédures d'exploitation et d'entretien de PEI ainsi que les exigences de son programme d'entretien préventif.

Enbridge Bakken utiliserait le système de télésurveillance et d'acquisition de données (SCADA) de PEI pour surveiller et commander les installations du projet. Elle a indiqué que les systèmes d'arrêt d'urgence peuvent être déclenchés à distance par le centre de commande, ou activés localement par le personnel sur place, si des conditions dangereuses sont observées. Il existe un centre de secours qui peut prendre la relève complète du centre de commande de PEI, au besoin.

5.2.4 Sûreté

Opinion d'Enbridge Bakken

Enbridge Bakken a indiqué que la gestion de la sûreté dans le cadre du projet ferait partie du programme de gestion et processus d'évaluation de la sûreté déjà utilisés pour toutes les installations et tous les réseaux pipeliniers de PEI.

5.2.5 Intégrité du pipeline

Opinion d'Enbridge Bakken

Enbridge Bakken a indiqué qu'elle allait évaluer et soupeser tous les risques opérationnels associés à son pipeline et aux installations afin d'établir l'ordre de priorité des activités et programmes d'entretien à exécuter pour faire en sorte que les marges de tolérance concernant l'aptitude à l'emploi soient respectées. Elle a indiqué que le projet serait incorporé dans l'actuel programme de gestion de l'intégrité (PGI) de PEI.

Enbridge Bakken a affirmé que les manuels de méthodes d'exploitation et d'entretien de PEI renferment des procédures pour l'inspection des systèmes et dispositifs limiteurs de pression.

Opinions des parties

Aucune des parties n'a soulevé de préoccupations au sujet de la philosophie de conception globale qu'Enbridge Bakken a mise de l'avant pour le projet.

5.3 Intervention en cas d'urgence

Opinion d'Enbridge Bakken

Enbridge Bakken a souligné que PEI a en place un programme complet d'intervention d'urgence qui s'applique à tous ses pipelines, lequel incorpore des mesures préventives telles que la sensibilisation préalable du public aux problèmes de franchissement de pipelines et d'empiétement. Le programme serait modifié afin d'y inclure le projet.

Opinion de la Première nation White Bear

La PNWB a indiqué qu'elle souhaite être avisée immédiatement de tout accident majeur qui affecterait l'eau, le territoire, la faune ou l'habitat naturel d'une manière non négligeable.

Opinion de l'Office

L'Office estime que la conception générale du projet convient à l'usage auquel il est destiné et que les installations répondraient aux normes voulues de conception, de construction et d'exploitation, y compris les exigences du RPT-99 et de la norme CSA Z662.

L'Office demande qu'Enbridge Bakken mette la dernière main à la conception du projet et veille à ce que toutes les installations s'y rattachant soient construites, mises en place et exploitées conformément aux devis, aux normes et aux autres renseignements qui sont mentionnés dans sa demande ou dont elle a autrement convenu dans ses présentations connexes (voir la condition 2 de l'ordonnance XO-E256-007-2011, à l'annexe II, et la condition 2 du certificat, à l'annexe III). L'Office exige, en outre, qu'Enbridge Bakken mette à jour son tableau de suivi des engagements (voir la condition 4 de l'ordonnance XO-E256-007-2011, à l'annexe II, et la condition 4 du certificat, à l'annexe III) pour y traduire tous les engagements pris au cours de l'instance OH-01-2011.

L'Office est d'avis que les méthodes de construction doivent tenir compte des impératifs de sécurité. Pour l'aider à exercer une surveillance réglementaire continue à l'égard des plans et du bilan de sécurité d'Enbridge Bakken, l'Office demande que la société lui présente un manuel de sécurité pendant la construction à l'égard des installations dont elle sollicite l'approbation en vertu des articles 52 et 58 de la Loi sur l'ONÉ (voir la condition 7 de l'ordonnance XO-E256-007-2011, à l'annexe II, et la condition 7 du certificat, à l'annexe III). De plus, l'Office enjoint à Enbridge Bakken de lui présenter le calendrier de construction des installations précitées (voir la condition 9 de l'ordonnance XO-E256-007-2011, à l'annexe II, et la condition 15 du certificat, à l'annexe III). Dans le cadre de la surveillance des travaux de construction, l'Office vérifierait si Enbridge Bakken se conforme à son programme de sécurité pendant la construction et exigerait qu'elle lui présente des rapports d'étape sur les travaux de construction liés au projet (voir la condition 12 de l'ordonnance XO-E256-007-2011, l'annexe II, et la condition 18 du certificat, à l'annexe III).

L'Office constate que le pipeline Bakken serait aménagé le long d'un pipeline existant d'Enbridge Westspur, et contigu à ce dernier, sur une distance d'environ 77,3 km et qu'il croiserait quelque 186 pipelines de tierces parties. L'Office trouve approprié l'engagement qu'Enbridge Bakken a pris de prévoir des mesures de prévention des dommages expressément pour le projet. De plus, l'Office est satisfait de son engagement de regrouper toutes ces mesures avant le début de la construction et d'obliger tous les entrepreneurs à s'y conformer.

L'Office constate que le projet serait incorporé dans le PGI de PEI. Il oblige les sociétés à élaborer et à mettre en œuvre un PGI afin de déceler de façon proactive et d'atténuer les dangers pouvant menacer leurs pipelines et leurs installations. Le PGI est une démarche d'amélioration continue qui est appliquée tout au long du cycle de vie du projet. L'Office appliquera sa démarche de vérification de la conformité en fonction du risque pour surveiller la mise en œuvre des engagements pris au sujet du PGI.

L'Office exige qu'Enbridge Bakken soumette les nouvelles installations à un essai de pression hydrostatique pour confirmer qu'elles sont sécuritaires avant la mise en service. Il lui demande également de déposer les programmes d'assemblage et d'essais sous pression sur le chantier concernant les nouvelles installations, avant le début des travaux de construction (voir la condition 11 de l'ordonnance XO-E256-007-2011, à l'annexe II, et la condition 17 du certificat, à l'annexe III).

Enbridge Bakken a soutenu que la gestion de la sûreté du projet ferait partie du programme de gestion et processus d'évaluation de la sûreté déjà utilisés pour toutes les installations et tous les réseaux pipeliniers de PEI. L'Office est d'avis que les programmes concernant la sûreté doivent garantir l'application de pratiques sûres et sécuritaires au chapitre de la conception, de la construction, de l'exploitation et de l'entretien d'un réseau pipelinier. Il exige, en outre, que les programmes concernant la sûreté répondent aux exigences du RPT-99 ainsi qu'à celles du *projet de modification réglementaire 2010-01*, qui détaille les attentes de l'Office à l'égard des programmes de gestion de la sûreté pipelinrière. L'Office exige qu'Enbridge Bakken dépose le ou les plans de gestion de la sûreté qui s'appliquent au projet (voir la condition 6 de l'ordonnance XO-E256-007-2011, à l'annexe II, et la condition 6 du certificat, à l'annexe III).

L'Office trouve convenables les mesures qu'Enbridge Bakken a proposées au chapitre de la protection civile et de l'intervention en cas d'urgence. Pour ce qui concerne la PNWB, il s'attend à ce que la société, dans le cadre de son programme d'éducation permanente, informe les organismes compétents, y compris les collectivités autochtones, de toute situation d'urgence éventuelle mettant en cause le pipeline et leur communique les consignes de sécurité à suivre en cas d'urgence. De plus, l'Office exige qu'Enbridge Bakken lui présente des mises à jour du ou des manuels d'intervention d'urgence se rapportant à l'ensemble du projet (voir la condition 19 du certificat, à l'annexe III).

L'Office rappelle à Enbridge Bakken qu'elle doit solliciter une autorisation de mise en service, en vertu de l'article 47 de la Loi sur l'ONÉ, avant de commencer à exploiter le projet.

Chapitre 6

Questions foncières

L'Office oblige les demandeurs à décrire et à justifier le tracé général proposé du pipeline, l'emplacement des installations s'y rattachant, ainsi que les besoins en terrains permanents et temporaires associés au projet. Il exige également qu'ils fassent état des droits fonciers à acquérir, de leur processus d'acquisition des terrains et de l'état d'avancement de leurs activités d'acquisition. Cette information renseigne l'Office sur le calendrier d'acquisition prévu de la société. Enfin, les demandeurs doivent lui présenter un double de l'avis signifié aux propriétaires fonciers en conformité avec le paragraphe 87(1) de la Loi sur l'ONÉ, de même qu'un double de l'accord d'acquisition proposé.

6.1 Choix du tracé

Opinion d'Enbridge Bakken

Le pipeline Bakken s'étendrait sur environ 123,4 km entre la station de pompage Bakken, située près de Steelman (Saskatchewan), et le terminal Cromer de PEI, près de Cromer (Manitoba). Enbridge Bakken a conçu le tracé de sorte qu'il longe, de façon contiguë, l'emprise actuelle d'Enbridge Westspur et d'autres perturbations linéaires sur une distance de 77,3 km. Cette conception visait à réduire au minimum l'accumulation d'effets sur l'environnement et les propriétaires fonciers, tout en favorisant l'efficacité des travaux d'exploitation et d'entretien. Le corridor du pipeline traverse huit municipalités rurales (MR) et est constitué en majeure partie de terres en fief simple zonées agricoles.

6.2 Besoins en terrains

6.2.1 Besoins en terrains pour la nouvelle emprise

Opinion d'Enbridge Bakken

Dans sa demande, Enbridge Bakken a indiqué que 98,5 % des 205 parcelles requises pour le projet appartiennent à des intérêts privés et que le reste (1,5 %) consiste en des terres publiques provinciales.

La société a confirmé qu'elle devra conclure de nouveaux accords de servitude pour obtenir une emprise permanente d'environ 30 m de large. Ceci comprend les droits fonciers associés aux vannes de sectionnement situées le long du pipeline Bakken. Enbridge Bakken estime à près de 359 ha la superficie totale requise en permanence, à l'exclusion des voies d'eau et des routes.

Enbridge Bakken doit conclure de nouveaux accords de servitude pour aménager une nouvelle emprise non contiguë sur 46,1 km entre la station de pompage Bakken et le terminal Cromer de PEI. À la clôture de l'audition de la preuve durant l'audience, elle détenait 99,2 % des

135 accords de servitude à obtenir des propriétaires de terrains le long de la nouvelle emprise, et elle avait obtenu le consentement verbal du propriétaire actuel du 0,8 % qui reste.

6.2.2 Besoins en terrains pour des aires de travail temporaires (ATT)

Opinion d'Enbridge Bakken

Enbridge Bakken aurait besoin d'ATT pour aménager une infrastructure de construction (des aires d'entreposage, par exemple) sur toute la longueur du projet; selon l'endroit, les ATT pourraient mesurer jusqu'à 10 m de large. La largeur combinée de l'emprise permanente et de l'ATT requise pour la construction serait d'au plus 40 m. À mesure qu'avanceront les étapes de la planification, de l'ingénierie et de la conception, Enbridge Bakken déterminera les besoins définitifs concernant l'acquisition d'autres droits fonciers. Les ATT jouxteraient la nouvelle emprise d'Enbridge Bakken et l'emprise existante d'Enbridge Westspur. Selon les estimations de la société, elles correspondraient à une superficie totale d'environ 169 ha. Enbridge Bakken négocie des ententes avec les propriétaires fonciers afin d'obtenir des droits de travail temporaires pour toutes les ATT requises.

6.2.3 Besoins en terrains pour les installations proposées sous le régime de l'article 58

Opinion d'Enbridge Bakken

Toutes les constructions nouvelles et les mises à niveau effectuées à la station de pompage Bakken et au terminal Cromer surviendraient sur des terres qui appartiennent à Enbridge Bakken ou PEI. Enbridge Bakken obtiendrait d'Enbridge Pipelines (Saskatchewan) Inc. les droits fonciers nécessaires pour aménager la station de pompage Bakken, qui serait attenante au terminal Steelman existant d'Enbridge Westspur.

6.2.4 Acquisition des terrains

Opinion d'Enbridge Bakken

Enbridge Bakken a eu des contacts avec les propriétaires fonciers pour les renseigner sur les effets éventuels des travaux de construction et elle a obtenu le consentement de tous les propriétaires et occupants en vue d'effectuer des relevés environnementaux sur leurs terrains. Elle a l'intention de signer des baux de surface avec tous les propriétaires et occupants concernés, selon les besoins, pour les emplacements des vannes de sectionnement. Comme l'exige le paragraphe 87(1) de la Loi sur l'ONÉ, elle a signifié 135 avis aux propriétaires fonciers touchés. Chaque trousse de notification comprenait un croquis détaillé de la propriété représentant le tracé proposé du pipeline sur les terrains du propriétaire, ainsi qu'un exemplaire de la publication de l'Office intitulée, *La réglementation des pipelines au Canada – Guide à l'intention des propriétaires fonciers*.

Opinions des parties

Aucune des parties n'a soulevé de préoccupations au sujet du choix du tracé, des besoins en terrains ou du processus d'acquisition des terrains nécessaires au projet.

Opinion de l'Office

L'Office trouve raisonnable que la majeure partie du tracé du pipeline Bakken soit située le long de l'emprise d'Enbridge Westspur, et contiguë à celle-ci, car cela réduit au minimum les incidences environnementales et socioéconomiques éventuelles du projet.

L'Office constate qu'Enbridge Bakken a l'intention de créer une emprise permanente de 30 m de large et d'y ajouter des ATT de 10 m pendant la construction (ce qui donne une emprise de construction combinée de 40 m de large). L'Office estime que des emprises de cette largeur sont nécessaires pour permettre de construire et d'exploiter le nouveau pipeline d'une manière sûre et efficace, tout en utilisant au maximum l'emprise existante adjacente tant pour la construction que pour l'exploitation.

Pour prévenir le risque de dommages mécaniques à un pipeline causés par un tiers, l'Office exige qu'Enbridge Bakken lui fournisse la confirmation qu'elle a conclu des accords de croisement avec toutes les tierces parties (voir la condition 14 du certificat, à l'annexe III).

L'Office trouve acceptables les consultations qu'Enbridge Bakken a engagées avec les propriétaires fonciers et occupants concernés au sujet de l'acquisition des terrains, compte tenu de l'envergure et de la portée du projet.

L'Office estime également que les besoins prévus d'Enbridge en droits fonciers temporaires et permanents sont satisfaisants.

Chapitre 7

Consultation publique

Les attentes de l'Office concernant les consultations publiques sont fondées sur le principe voulant que les personnes susceptibles d'être touchées par une décision de réglementation, ou ayant un intérêt dans les conséquences de cette décision, se voient accorder l'occasion de communiquer des renseignements et commentaires pertinents au décideur avant qu'une décision ne soit rendue.

À cette fin, l'Office attend des sociétés qu'elles élaborent et mettent en œuvre un programme de consultation qui permet de fournir des renseignements clairs aux personnes et aux groupes intéressés, tôt dans le processus, afin d'aborder ouvertement les sujets de préoccupation, de tenir compte des commentaires dans la conception du projet envisagé et d'indiquer aux parties prenantes quand et comment procéder pour soumettre leurs préoccupations directement à l'Office.

7.1 Programme de consultation d'Enbridge Bakken

Opinion d'Enbridge Bakken

Au moment de concevoir son programme de consultation publique, Enbridge Bakken a évalué les incidences éventuelles du projet afin de jauger la mesure et la nature de l'intérêt public à son égard. Elle a aussi tenu compte de la nature du travail à exécuter pendant la construction et l'exploitation. Son programme de consultation publique complète les programmes de sensibilisation du public que PEI exécute déjà dans la région à l'égard d'autres opérations pipelinères. Les rapports entre PEI et les propriétaires fonciers locaux et parties prenantes régionales existent depuis plusieurs décennies et sont vus comme très positifs.

Enbridge Bakken a conçu et appliqué une démarche en trois étapes pour mettre en œuvre le programme de consultation relatif au projet.

Débutant en mars 2010, la première étape comprenait des visites en personne de représentants de la société chez les propriétaires fonciers, résidents et locataires directement touchés le long de l'emprise. À la faveur de ces rencontres, Enbridge Bakken a distribué des trousseaux d'information sur le projet, discuté des composantes, du tracé et du calendrier du projet, ainsi qu'expliqué et signé des accords de servitude.

Débutant en septembre 2010, la deuxième étape élargissait la démarche de consultation au-delà des propriétaires fonciers, résidents et locataires directement touchés le long de l'emprise afin d'inclure d'autres parties prenantes éventuellement touchées. Des trousseaux d'information sur le projet ont été livrés par messenger à tous les propriétaires fonciers, résidents et locataires des zones adjacentes et envoyées par la poste aux administrations des localités et des MR traversées par le projet, ainsi qu'aux députés fédéraux et provinciaux des circonscriptions dans lesquelles des travaux liés au projet sont proposés, et à d'autres parties prenantes définies. Pour donner

suite aux envois postaux, des présentations en personne ont été faites à l'occasion des réunions des conseils municipaux dans chaque MR traversée par le projet.

La troisième étape se déroulera à mesure que le projet avance et consiste à fournir des mises à jour aux parties prenantes aux moments suivants :

- après le dépôt des demandes de réglementation (pour apporter des précisions importantes au sujet de la portée ou de l'échéancier du projet, le cas échéant);
- après l'obtention de l'approbation réglementaire (y compris du calendrier de construction prévu);
- pendant la construction (les surveillants de la construction travailleraient de près avec les propriétaires fonciers pour répondre à leurs questions et aborder les enjeux soulevés avec l'équipe de construction);
- après la construction (comprend la notification de la date prévue de mise en service).

Enbridge Bakken a indiqué que diverses mesures ont été prises pour atténuer les préoccupations des propriétaires fonciers, notamment : collaborer avec les personnes intéressées pour résoudre leurs préoccupations au sujet de la gestion des mauvaises herbes; accroître l'épaisseur de couverture à proximité d'ouvrages de drainage rencontrés par le projet; rajuster le tracé du pipeline afin de réduire les incidences éventuelles sur le travail agricole; et nettoyer l'équipement avant de pénétrer sur une emprise située dans une exploitation biologique. Elle prévoit que les propriétaires fonciers et occupants vivant aux environs de la station de pompage Bakken seront peu incommodés par les effets de la construction, comme le bruit, la poussière, l'accroissement de la circulation et les perturbations dues aux déplacements des engins.

Opinions des parties

Les MR d'Antler, de Browning, de Coalfields et de Pipestone ont envoyé des lettres d'appui qui faisaient ressortir les avantages du projet, notamment la réduction des effets de la circulation de camions-citernes sur l'infrastructure locale (p. ex. les chemins, les ponts, etc.), l'amélioration de la sécurité sur les routes, la prolongation de la durée de vie des chaussées, la réduction des frais d'entretien du réseau routier et la création de perspectives d'emploi.

Certains des propriétaires fonciers contactés ont fait état de préoccupations touchant les questions d'indemnisation, la fréquence des relevés environnementaux et l'utilisation de quads pour les effectuer, la gestion des mauvaises herbes, les problèmes de drainage associés à l'épaisseur de couverture à certains endroits précis, l'entrée d'engins contaminés sur des exploitations biologiques et l'incidence du tracé sur les activités agricoles actuelles. Ces questions sont examinées plus en détail dans le REEP produit en application de la LCÉE (présenté à l'annexe IV).

Opinion de l'Office

L'Office prend bonne note des efforts qu'Enbridge Bakken a faits pour déterminer, contacter et consulter les parties prenantes susceptibles d'être touchées par le projet. Il remarque également que la société s'est engagée à poursuivre sa démarche de consultation pendant tout le cycle de vie du projet.

L'Office estime que la mise en œuvre des mesures d'atténuation courantes qu'Enbridge Bakken a proposées permettra de réduire efficacement ou d'éliminer les préoccupations exprimées par les propriétaires fonciers.

Selon l'Office, les consultations qu'Enbridge Bakken a déjà menées, et propose de mener dans l'avenir, sont compatibles avec l'ampleur et la portée du projet.

Chapitre 8

Questions autochtones

L'Office prend en considération les intérêts et les préoccupations des populations autochtones avant de rendre une décision qui puisse avoir des conséquences sur ces intérêts. En tant que décideur quasi judiciaire, l'Office doit veiller à ce que ses processus soient conformes aux principes de l'équité et aux règles de la justice naturelle. Il interprète ses responsabilités, notamment celles décrites dans la Loi sur l'ONÉ, d'une manière qui concorde avec la *Loi constitutionnelle de 1982*, y compris l'article 35 qui reconnaît et confirme les droits des peuples autochtones, qu'ils soient ancestraux ou issus de traités⁹. Pour remplir ses obligations en matière de consultation, la Couronne s'appuie, dans la mesure du possible, sur le processus de l'Office, parce que ce processus est conçu de façon à évaluer, entre autres, les effets potentiels que le projet pourrait avoir sur les droits ancestraux ou issus de traités des Autochtones et à en tenir compte.

Afin de s'assurer d'avoir une preuve complète relativement aux effets potentiels du projet sur les droits et intérêts des peuples autochtones, l'Office recueille tous les éléments nécessaires à son évaluation des effets potentiels et en tient compte dans sa décision. À cette fin, l'Office a établi un processus comportant trois composantes importantes.

1. Tel qu'il est indiqué dans le Guide de dépôt de l'ONÉ¹⁰, le demandeur doit, avant le dépôt d'une demande, recenser les groupes autochtones susceptibles d'être touchés par le projet et ouvrir un dialogue avec eux afin de les consulter. Le demandeur est tenu de prendre connaissance des préoccupations de ces groupes et d'essayer de les résoudre dans la mesure du possible avant le dépôt de sa demande. Dans sa demande, il doit rendre compte de ses efforts de consultation des Autochtones et faire mention de toute préoccupation non résolue. L'Office encourage les groupes autochtones à participer au processus de consultation du demandeur afin de porter leurs préoccupations à l'attention de celui-ci et ainsi d'en favoriser la résolution avant le dépôt de la demande.
2. En conformité avec son programme de participation accrue des Autochtones (dont la section 8.1 traite plus en détail), l'Office passe en revue la liste des groupes autochtones susceptibles d'être touchés que le demandeur a recensés dans la description de projet déposée auprès du BGGP. Le BGGP ou l'Office peut suggérer des modifications à la liste du demandeur. L'Office fait parvenir une lettre à chaque collectivité ou organisation autochtone de la liste révisée pour les mettre au courant du projet, du rôle de réglementation qu'il doit jouer et des détails relatifs au processus d'audience. Des membres du personnel de l'Office assurent le suivi, envoient d'autres renseignements et organisent des réunions, sur demande.

9 De plus amples détails sur l'approche adoptée par l'Office à ce sujet sont fournis dans la lettre envoyée par l'Office à l'avocat de CCT4 en date du 16 juin 2011 (dépôt A1Z7X9).

10 Le Guide de dépôt de l'ONÉ vise entre autres à indiquer au demandeur les documents qu'il doit déposer à l'appui d'une demande du ressort de l'Office et à préciser le type de renseignements dont l'Office a habituellement besoin pour rendre une décision. Le Guide est accessible en ligne au <http://www.neb.gc.ca/clf-nsi/rpbcltn/ctsndrgltn/flngmnl/flngmnl-fra.html>.

3. L'Office encourage les Autochtones intéressés par un projet à participer au processus d'audience s'y rattachant pour lui faire part de leur point de vue. Les groupes autochtones disposent de divers moyens pour le faire (p. ex., obtenir le statut d'intervenant à l'audience, déposer une lettre de commentaires, présenter un exposé oral). Chaque groupe autochtone peut ainsi choisir son niveau de participation au processus d'audience de l'Office. Les parties qui ont choisi de participer au processus de l'Office à titre d'intervenant peuvent faire appel au programme d'aide financière aux participants (PAFP) (voir la section 2.2 pour de plus amples renseignements).

8.1 Programme de participation accrue des Autochtones

En ce qui concerne le projet en l'espèce, l'Office a mené les activités liées à son programme de participation accrue des Autochtones (PPAA) après avoir reçu la description du projet en octobre 2010. Ainsi, l'Office a envoyé une lettre à 28 collectivités et organisations autochtones susceptibles d'être touchées. La lettre traitait du processus d'audience et du PAFP de l'Office et décrivait brièvement le projet.

L'Office a mené d'autres activités en lien avec le PPAA entre la date de réception de la demande d'Enbridge Bakken, en janvier 2011, et le mois d'avril 2011. Six collectivités et organisations autochtones (la Nation métisse de la région de l'Est III, Saskatchewan, la Première nation Piapot, la PNWB, la PNSB, la FSIN et le CCT4) ont demandé la tenue d'ateliers relatifs au statut d'intervenant et de séances d'information sur le processus d'audience et le PAFP de l'Office.

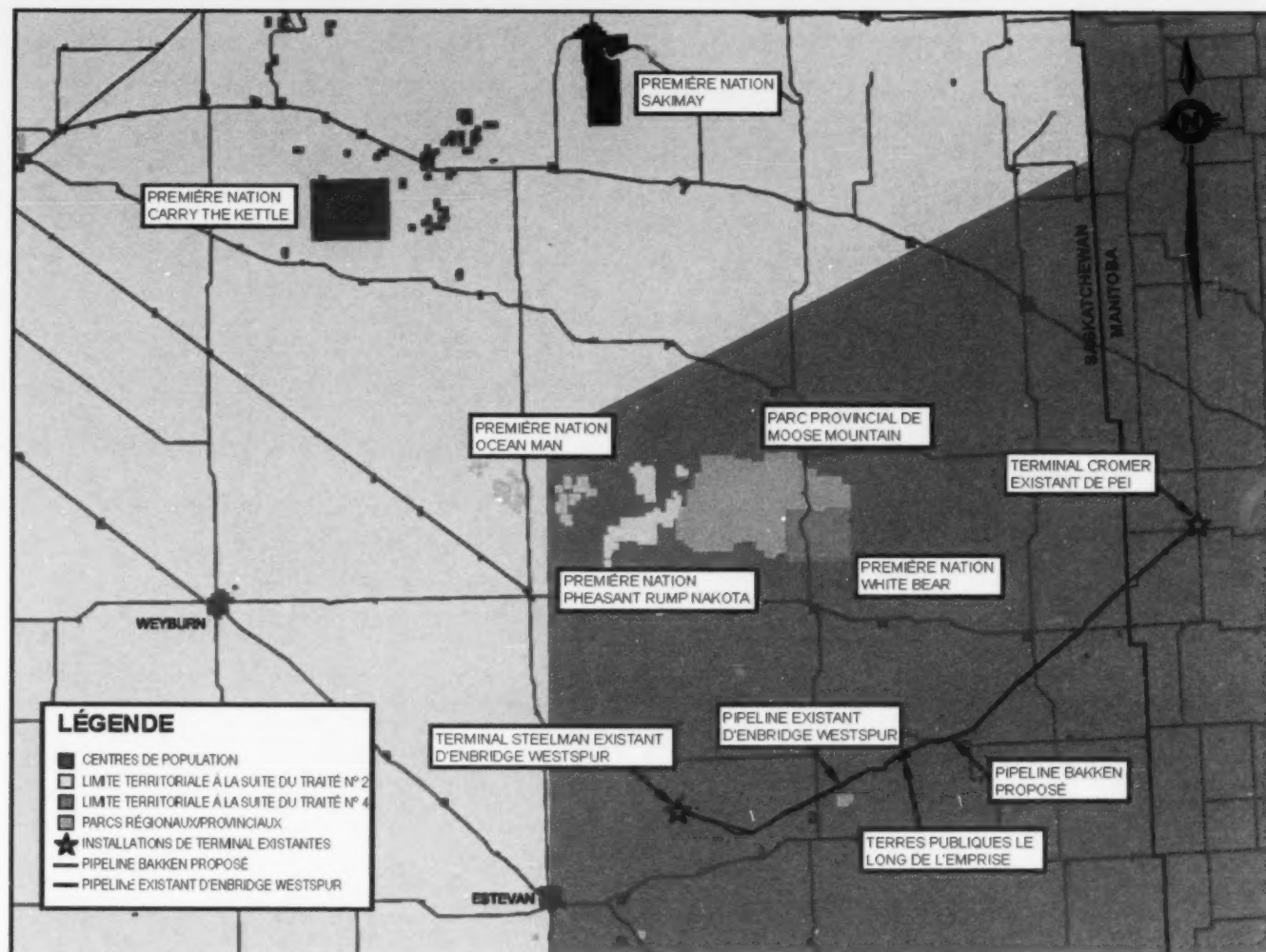
8.2 Participation de groupes autochtones au processus de réglementation

Huit groupes autochtones ont participé à l'instance OH-1-2011 à titre d'intervenants, soit six collectivités et deux organisations. Le tableau 8-1 fait état des intervenants autochtones et de la mesure dans laquelle ils ont participé à l'instance. La figure 8-1 indique l'emplacement des intervenants autochtones établis à moins de quelque 150 km du projet.

Tableau 8-1
Intervenants autochtones à l'instance OH-01-2011

Intervenant	Statut d'intervenant	Dépôt d'une preuve écrite	Preuve orale	Retrait du processus d'audience	Présentation de témoins	Plaidoirie finale
Collectivité						
PNCTK	✓	✓				✓
PNOM	✓	✓		✓		
PNPRN	✓					
Première nation de Red Pheasant (PNRP)	✓			✓		
PNS	✓	✓		✓		
PNWB	✓		✓		✓	✓
Organisation						
FSIN	✓					
CCT4	✓	✓	✓		✓	✓

Figure 8-1
Intervenants autochtones à l'instance OH-01-2011



Source : Version modifiée de la carte n° 1 jointe à la réponse d'Enbridge Bakken à la DR 3.6 de l'ONÉ (dépôt A2C9J5)

8.3 Activités de consultation des Autochtones menées par Enbridge Bakken

Dans sa demande et ses dépôts subséquents, Enbridge Bakken a fourni des renseignements détaillés sur les activités de consultation menées auprès des groupes autochtones.

Pour dresser sa liste des collectivités autochtones à consulter, Enbridge Bakken :

- a recensé les collectivités de Premières nations qui se trouvent dans un rayon d'environ 50 km de la zone de projet et les collectivités de Métis qui se trouvent dans la zone traversée par le projet;
- a repéré les collectivités autochtones dont la présence dans la région lui est connue grâce à l'exploitation de pipelines et d'installations dans le sud-est de la Saskatchewan par PEI depuis plus de 50 ans;
- a suivi les conseils des organismes provinciaux et fédéraux.

Enbridge Bakken a en outre affirmé qu'elle consulterait toute collectivité autochtone susceptible d'être touchée par le projet, même si elle ne s'est pas déclarée comme telle. Enbridge Bakken a tout d'abord amorcé des discussions au sujet du projet avec les groupes autochtones suivants en septembre 2010 :

- PNWB;
- PNSB;
- Première nation Sioux Valley Dakota;
- Première nation Canupawakpa Dakota;
- Nation métisse de la région de l'Est III, Saskatchewan;
- Fédération métisse de la région du Sud-Ouest, Manitoba.

Le BGGP a recensé 22 autres groupes autochtones susceptibles d'être touchés. De ce nombre, huit groupes se sont inscrits en avril 2011 à titre d'intervenants à l'audience, comme en fait état le tableau 8-1. Après le dépôt des demandes de statut d'intervenant, Enbridge Bakken a entrepris de consulter la PNCTK, la PNOM, la PNPRN, PNRP, la PNS, le CCT4 et la FSIN.

Pour mener son programme de participation des Autochtones, Enbridge Bakken a employé divers moyens de communication, notamment des envois postaux, des appels téléphoniques et des rencontres en personne. Les activités de consultation se poursuivent avec la PNCTK, la PNOM, la PNPRN, la PNS, la PNWB, le CCT4 et la FSIN depuis le 8 avril 2011, par divers moyens, dont des courriels, des appels téléphoniques et des rencontres en personne.

Enbridge Bakken a par ailleurs envoyé des lettres à tous les intervenants pour leur demander de lui faire connaître par écrit toute préoccupation relative au site du projet ou au projet même. La PNCTK et le CCT4 ont déposé une preuve écrite tandis que PNWB a présenté une preuve orale à Enbridge Bakken et à l'Office.

Opinion des parties

Première nation Carry the Kettle

La Première nation Carry the Kettle (la PNCTK) a affirmé qu'elle a pris part au programme de participation mené par Enbridge Bakken, mais qu'elle n'a pas vraiment été consultée au sujet des incidences du projet sur leurs droits et intérêts.

Première nation White Bear

La Première nation White Bear (PNWB) a reconnu avoir pris part au programme de participation mené par Enbridge Bakken et avoir rencontré le demandeur en personne les 8 et 9 novembre 2010. Elle affirme toutefois qu'Enbridge Bakken ne l'a pas consultée de manière suffisante et significative. Elle a déposé devant l'Office une lettre pour exprimer ses préoccupations relativement au projet, elle a présenté une preuve orale et elle a prononcé une plaidoirie finale, laquelle est décrite à la section 8.4.

Pendant la partie orale de l'audience, PNWB a affirmé que malgré les consultations insuffisantes menées par Enbridge Bakken, elle est prête à poursuivre le dialogue avec elle tout au long du cycle de vie du projet.

Première nation Ocean Man, Première nation de Red Pheasant et Première nation Sakimay

Avant le début de la partie orale de l'audience, Enbridge Bakken a réussi à conclure des ententes avec la Première nation Ocean Man (PNOM), la Première nation de Red Pheasant (PNRP) et la Première nation Sakimay (PNS) et a reçu d'elles des lettres d'appui à l'égard du projet. Les trois Premières nations ont demandé à ce que leur preuve soit retirée du dossier de l'instance.

Conseil des chefs du traité n° 4

Le Yorkton Tribal Council a demandé à obtenir le statut d'intervenant à l'audience au nom du Conseil des chefs du traité n° 4 (CCT4). Le CCT4 a plaidé que la demande en l'espèce ne tient pas compte des droits et intérêts de ses membres, car elle n'en fait même pas mention. Le CCT4 a affirmé que les membres du traité n° 4 n'ont pas été consultés ni invités à participer d'une manière significative au sujet des effets négatifs éventuels du projet.

Le CCT4 a soutenu que les renseignements recueillis par Enbridge Bakken et les activités de consultation menées par le demandeur sont insuffisants et a demandé à obtenir de l'information sur les exigences de la Couronne en matière de procédure et de consultation.

Opinion d'Enbridge Bakken

Enbridge Bakken a assuré que les activités prévues dans sa politique visant les Autochtones et les Amérindiens et son programme de consultation propre au projet sont suffisantes en termes d'ampleur et de contenu, compte tenu de la nature et de l'emplacement du projet. Lorsqu'elle a conçu et mis en œuvre son programme de consultation des Autochtones, Enbridge Bakken s'est fondée sur les antécédents d'exploitation de PEI, qui portent sur plus de 50 ans, dans le sud-est

de la Saskatchewan et la région attenante au corridor proposé par Enbridge Bakken. Durant cette période, PEI n'a été mise au courant d'aucun usage des terres à des fins d'exercice d'activités ou de droits traditionnels.

Enbridge Bakken a résumé les principales questions soulevées par les groupes autochtones pendant les consultations :

- les incidences environnementales et les effets socioéconomiques cumulatifs sur l'usage des terres et des ressources à des fins traditionnelles;
- les incidences sur les sites archéologiques ou sacrés;
- les possibilités d'affaires et d'emploi;
- les incidences futures d'une éventuelle rupture de pipeline, qu'elle soit de cause naturelle ou artificielle;
- la conclusion d'ententes sur les répercussions et les avantages.

En ce qui concerne les possibilités d'affaires et d'emploi, Enbridge Bakken s'est engagée à offrir, dans la mesure du possible, de telles possibilités aux entreprises et employeurs autochtones qui se trouvent à proximité de la zone de projet. Elle a ajouté qu'elle poursuivrait ses efforts de consultation pendant le processus de réglementation et tout au long du cycle de vie du projet.

Dans une lettre datée du 28 septembre 2011, Enbridge Bakken a expliqué qu'elle avait essayé avec toute la diligence raisonnable de rencontrer la PNCTK afin de comprendre ses intérêts et préoccupations au sujet du projet, mais que la PNCTK n'avait répondu à aucune de ses nombreuses demandes de rencontre. Enbridge Bakken reste disposée à prendre connaissance des préoccupations de la PNCTK relativement aux incidences du projet sur les droits traditionnels, ainsi que des mesures suggérées par la PNCTK pour les atténuer.

Dans l'éventualité où des incidences sur l'usage des terres et des ressources à des fins traditionnelles étaient relevées, Enbridge Bakken s'est engagée à collaborer avec les groupes autochtones pour établir des mesures d'atténuation adéquates.

8.4 Effets du projet sur des groupes autochtones

Opinion des parties

Première nation Nakota Pheasant Rump

La Première nation Pheasant Rump Nakota (PRPRN) s'est dite préoccupée par la possibilité que le projet ait des effets sur l'environnement et qu'il viole les droits de chasse.

Première nation Carry the Kettle

Dans ses affidavits, la Première nation Carry the Kettle (PNCTK) a dit craindre que le projet ait des incidences sur l'usage des terres à des fins traditionnelles (UTFT) ainsi que sur les droits des Autochtones, dont la chasse. Dans sa plaidoirie écrite, la PNCTK a fait part de préoccupations

semblables au sujet des incidences sur l'UTFT et des droits des Autochtones tels que la pêche, le piégeage, la cueillette de plantes et la chasse. La PNCTK a demandé à Enbridge Bakken de lui fournir de plus amples renseignements sur la manière dont la société s'y est pris pour déterminer les incidences du projet sans avoir fait d'étude sur l'UTFT, de lui indiquer avec quels chasseurs, trappeurs et cueilleurs de plantes elle a discuté des incidences sur les activités traditionnelles dans la zone de projet et de lui préciser les mesures d'atténuation qu'elle prévoit mettre en œuvre pour faire en sorte que le projet n'ait aucune incidence sur les droits issus de traités.

Le 8 septembre 2011, la PNCTK a avisé la province de la Saskatchewan de son intention d'acquérir, dans le cadre du processus lié aux droits fonciers issus de traités (DFIT), trois parcelles de terrain situées dans les limites de l'emprise du projet. La PNCTK a plaidé que l'approbation du projet par l'Office risque d'annuler sa capacité d'acquérir les terres en question et ainsi de l'empêcher de remédier au manque de terres de réserve, qui dure depuis longtemps.

Première nation White Bear

La Première nation White Bear (PNWB) a exprimé des préoccupations à l'égard des effets cumulatifs négatifs que pourrait avoir le projet sur l'environnement et de l'incidence du projet sur sa capacité de jouir de ses droits traditionnels, tels que ses droits de chasse, de pêche et de cueillette de plantes à des fins médicinales et traditionnelles. La PNWB a dit craindre la découverte, pendant la construction et le cycle de vie du projet, d'objets à valeur spirituelle, culturelle et patrimoniale (tels que des pointes de flèche, des pipes, des outils et des restes humains) n'ayant jamais été recensés auparavant. La PNWB a exprimé par ailleurs des préoccupations au sujet des catastrophes naturelles ou d'origine humaine qui pourraient être causées par un déversement.

La PNWB a affirmé qu'elle est intéressée par les possibilités d'emploi dans le cadre du projet d'Enbridge Bakken par l'entremise de la société Wabimusqua Oil & Gas Limited, qui lui appartient. La PNWB a confirmé que certains de ses membres possèdent les compétences professionnelles nécessaires et sont habilités à travailler dans le secteur pétrolier et gazier.

La PNWB a précisé que si satisfaction est donnée à la revendication relative aux DFIT, elle a l'intention d'acquérir des terres qui se trouvent le plus près possible de sa réserve, probablement au sud et à l'est. La PNWB a résumé son point de vue en disant que ses préoccupations au sujet de projet ne sont pas majeures comparativement à certaines des questions auxquelles elle doit s'attaquer au sein de la réserve, mais que ce sont tout de même des préoccupations. Elle a également fait valoir que l'Office devrait assortir toute approbation d'une condition obligeant Enbridge Bakken à conclure une entente sur les répercussions et les avantages.

La PNWB n'a pas répondu à la demande de renseignements que lui a fait parvenir l'Office pour obtenir plus d'information : sur les activités traditionnelles particulières qui sont présentement menées par ses membres sur des terres visées par le projet, ou dans les environs, dont la chasse, le piégeage, la pêche, ainsi qu'une description générale des lieux connus où ces activités ont lieu; sur la cueillette de plantes médicinales et alimentaires, et sur les emplacements culturels utilisés ou connus. La PNWB a toutefois fourni des renseignements à l'audience orale.

Federation of Saskatchewan Indian Nations

La Federation of Saskatchewan Indian Nations (FSIN) a demandé le statut d'intervenant parce que le projet est situé sur le territoire traditionnel de ses membres.

La FSIN a répondu à la demande de renseignements que lui a fait parvenir l'Office pour obtenir plus d'information : sur les activités traditionnelles particulières qui sont présentement menées par ses membres sur des terres visées par le projet, ou dans les environs, dont la chasse, le piégeage, la pêche, ainsi qu'une description générale des lieux connus où ces activités ont lieu; sur la cueillette de plantes médicinales et alimentaires, et sur les emplacements culturels utilisés ou connus. Elle a affirmé qu'elle ne possède pas les renseignements demandés et qu'elle n'a pas les fonds nécessaires à leur collecte. La FSIN est d'accord avec le CCT4 au sujet de la nécessité d'effectuer des études pour obtenir des renseignements de base, notamment un plan d'utilisation traditionnelle des ressources et une étude sur l'usage à des fins traditionnelles, pour montrer de quelle façon le projet pourrait avoir des répercussions sur ses membres. La FSIN s'est également dite préoccupée par la protection de sites historiques ou sacrés, connus ou inconnus.

Conseil des chefs du traité n° 4

Le CCT4 est d'avis que le projet violerait les droits de ses membres en matière de chasse, de piégeage, de pêche et de cueillette de plantes médicinales et traditionnelles à des fins de subsistance ainsi qu'à des fins commerciales, sociales et rituelles. Dans ses lettres déposées en date des 25 août et 15 novembre 2011, le CCT4 a présenté une liste provisoire d'incidences négatives directes sur les droits ancestraux et droits issus de traités de ses membres, y compris les effets éventuels de déversements, dommages et défaillances futurs; les travaux de construction et la circulation qui y est associée; les incidences sur les sites archéologiques et sacrés; la fragmentation de l'habitat, les terres humides, les franchissements de cours d'eau, la faune et l'habitat de la faune; et les effets environnementaux cumulatifs. Le CCT4 a soutenu qu'une étude sur l'UTFT doit être faite afin, d'une part, de relever les incidences particulières au projet et, d'autre part, de permettre à Enbridge Bakken de se conformer aux exigences de la réglementation.

Le CCT4 a précisé que 13 de ses 34 membres sont susceptibles d'être touchés par le projet. Le CCT4 a ajouté que ces 13 membres subissent déjà les effets d'autres projets pipeliniers dans la région et qu'ils sont très préoccupés par les effets cumulatifs de tout projet futur sur leur territoire traditionnel.

Le CCT4 a fait valoir que bien que le projet doive traverser des terres privées pour la plupart, cela ne veut pas dire que les Autochtones ne peuvent ou ne pourront se prévaloir de leurs droits ancestraux ou issus de traités dans la région. Le CCT4 n'est pas d'accord avec Enbridge Bakken qui affirme que parce que le projet serait situé sur des terres privées, il ne violerait aucun droit et n'entraînerait aucun effet. Le CCT4 a soutenu que même si le projet se trouve sur une terre privée, cela n'empêche pas l'exercice des droits issus du traité n° 4 sur les terres situées tout autour.

Le CCT4 a répondu à la demande de renseignements que lui a fait parvenir l'Office pour obtenir plus d'information : sur les activités traditionnelles particulières qui sont présentement menées

par ses membres sur des terres visées par le projet, ou dans les environs, dont la chasse, le piégeage, la pêche, ainsi qu'une description générale des lieux connus où ces activités ont lieu; sur la cueillette de plantes médicinales et alimentaires, et sur les emplacements culturels utilisés ou connus. Le CCT4 a déclaré ne pas posséder ces renseignements. Il s'est renseigné au sujet d'une étude, mais n'est pas en mesure d'en commander une sans une aide financière quelconque.

Opinion d'Enbridge Bakken

Enbridge Bakken a plaidé que le projet aurait une incidence minimale sur les groupes autochtones le long de l'emprise, parce que le tracé suit une emprise existante sur presque toute sa longueur et que là où cela n'est pas le cas, il suit des zones de perturbation linéaire situées pour la plupart sur des terres agricoles ou d'élevage. Selon elle, parce qu'il s'agit de terres agricoles cultivées, il est évident qu'elles ne se prêtent pas aux activités traditionnelles.

Enbridge Bakken a fait remarquer que le pipeline traverserait certaines terres visées par le traité n° 2 et que, sur presque toute sa longueur, il suivrait l'emprise existante d'Enbridge Westspur. Enbridge Bakken s'attend à ce que les incidences du projet sur l'usage des terres et des ressources à des fins traditionnelles, s'il y en a, soient minimales compte tenu du mode de tenure et de l'utilisation des terres. Dans une preuve présentée par affidavit, Enbridge Bakken a précisé que les propriétaires fonciers ne sont au courant d'aucune activité d'UTFT actuelle ou antérieure sur les terres privées ou publiques devant être traversées par le projet.

Enbridge Bakken a affirmé que les résultats de son évaluation environnementale et socioéconomique indiquent que le projet n'aurait pas d'effet négatif cumulatif important sur les droits ancestraux ou issus de traités ni sur les composantes socioéconomiques. Elle a précisé que 98,5 % du pipeline Bakken traverserait des terres privées et que le reste, soit 1,5 %, traverserait des terres publiques qui sont présentement occupées et auxquelles l'accès à des fins d'activités traditionnelles serait restreint. Enbridge Bakken s'est engagée à mettre en œuvre un plan d'urgence en cas de découverte de ressources patrimoniales afin de résoudre les préoccupations exprimées par les intervenants autochtones au sujet de la découverte possible, pendant la construction, d'objets à valeur spirituelle, culturelle et patrimoniale n'ayant jamais été recensés auparavant.

Enbridge Bakken a fait savoir qu'elle avait refusé les demandes de financements d'une étude sur l'UTFT ou d'autres études formulées par le CCT4 parce que le CCT4 n'a pas fourni de renseignements sur les incidences éventuelles propres au projet. Elle a ajouté que le CCT4 a concentré son attention sur les effets environnementaux et socioéconomiques éventuels du projet sans tenir compte des mesures d'atténuation pertinentes qui sont énoncées dans son évaluation environnementale et socioéconomique et qui préviendraient ou élimineraient ces effets éventuels. Enbridge Bakken a fait observer que le CCT4 avait présenté des demandes semblables au gouvernement fédéral mais que ce dernier les avait refusées.

Enbridge Bakken a signalé que le CCT4 a eu l'occasion de participer pleinement à l'instance de l'ONÉ et de faire valoir son point de vue à l'Office. Enbridge Bakken a souligné que le chef tribal du CCT4 a reconnu la pleine participation du CCT4 malgré des fonds limités.

Enbridge Bakken a ajouté qu'elle a consulté la PNWB plusieurs fois depuis octobre 2010 et qu'elle a souvent discuté de possibilités économiques. Enbridge Bakken devrait recevoir sous peu une liste des entreprises et des particuliers qui sont intéressés à lui fournir des services dans le cadre du projet.

Enbridge Bakken a communiqué en maintes occasions avec la PNCTK afin de mieux comprendre ses intérêts et ses préoccupations au sujet du projet, mais la nation n'a répondu à aucune demande de rencontre. Elle a allégué que la preuve présentée par affidavit par la PNCTK établit clairement que la nation ne mène aucune activité traditionnelle dans les limites de l'emprise du projet. Enbridge Bakken a fait remarquer que la preuve de la PNCTK n'a pas été adoptée pendant la partie orale de l'audience et qu'elle n'a pas été mise en doute par contre-interrogatoire.

Enbridge Bakken n'était pas au courant du dépôt de la PNCTK relativement aux DFIT avant que la PNCTK n'informe l'Office qu'elle avait demandé l'autorisation d'acquérir trois parcelles de terre devant être traversées par le pipeline Bakken.

Enbridge Bakken a plaidé qu'elle a invité la participation significative des collectivités autochtones susceptibles d'être touchées par le projet ou a donné aux collectivités susceptibles d'être touchées la possibilité d'exprimer leurs préoccupations.

Opinion de l'Office

Bien que certains groupes autochtones n'aient pas été recensés par Enbridge Bakken avant la première série de consultations, l'Office estime que le demandeur a déployé suffisamment d'efforts pour consulter tous les groupes susceptibles d'être touchés et pour résoudre les préoccupations exprimées.

L'Office est d'avis que compte tenu de la portée du projet, le programme de liaison avec les Autochtones mené par Enbridge Bakken était adéquat pour déterminer les effets potentiels du projet sur les groupes autochtones participants et pour concevoir des mesures d'atténuation appropriées.

L'Office est convaincu que les groupes autochtones susceptibles d'être touchés ont reçu suffisamment de renseignements sur le projet et qu'ils ont eu suffisamment d'occasions de faire connaître leur point de vue à Enbridge Bakken et à l'Office. De l'aide financière a été accordée par l'intermédiaire du PAFP de l'ONÉ à huit groupes autochtones afin de favoriser leur participation.

L'Office tient à reconnaître les efforts de la PNOM, de la PNRPN, de la PNS et d'Enbridge Bakken pour régler les préoccupations et enjeux en lien avec le projet. L'Office se rend à la demande de la PNOM, de la PNRPN, de la PNS de faire retirer leur preuve du dossier de l'instance.

L'Office estime que les intervenants autochtones ont eu suffisamment d'occasions de participer à son processus de réglementation. Le CCT4 a déposé de nombreux documents tout au long du processus d'audience et toutes les parties ont eu la possibilité de contre-interroger les témoins d'Enbridge Bakken et, si elles le souhaitent, de présenter leurs propres témoins. L'Office fait remarquer qu'il a consenti au dépôt tardif d'une preuve écrite ou orale par le CCT4 et la PNWB. Les règles ont été assouplies pour permettre au CCT4 de répondre verbalement à des observations pendant les plaidoiries orales, bien qu'au départ, le conseil ait choisi de déposer une plaidoirie écrite. L'Office a également consenti à ce que la PNWB fasse une plaidoirie orale à la fin de la première journée de l'audience. L'Office en a bénéficié et il est heureux d'avoir pu entendre le chef de la PNWB et le chef tribal du CCT4 pendant l'audience orale. Bien que la PNCTK ait participé au processus d'audience, sa preuve n'a été ni adoptée ni mise en doute par contre-interrogatoire pendant la partie orale de l'audience.

L'Office constate que le pipeline Bakken traverserait sur 98,5 % de sa longueur des terres privées utilisées actuellement pour l'agriculture et l'élevage, et sur 1,5 %, des terres publiques occupées. Même si le CCT4 a affirmé qu'il est possible d'exercer des droits issus de traités sur des terres agricoles et pâturages privés, l'Office estime que le CCT4 n'a présenté aucune preuve concernant l'exercice de tels droits dans les limites de l'emprise du projet. Il est d'avis qu'aucune partie n'a soumis de preuve particulière pouvant démontrer que les terres le long de l'emprise sont utilisées à des fins traditionnelles ou qu'elles sont susceptibles de l'être dans un avenir prévisible. Par conséquent l'Office rejette la demande du CCT4, de la PNWB, de la PNCTK et de la FSIN pour qu'Enbridge Bakken soit tenue de financer une étude sur l'UTFT ou d'autres études.

L'Office rejette également la demande de la PNWB relativement à l'obligation de conclure une entente sur les répercussions et les avantages. La PNWB n'a cité aucune autorité légale qui permette à l'Office de l'accepter. L'Office constate cependant qu'Enbridge Bakken s'est engagée à exiger de ses entrepreneurs qu'ils mettent en œuvre un plan de participation des Autochtones et qu'ils discutent des possibilités économiques avec les groupes autochtones locaux.

L'Office n'est pas convaincu par l'argument de la PNCTK selon lequel l'approbation du projet risque de l'empêcher d'acquérir des terres visées par des DFIT pour en faire des terres de réserve. Le processus lié aux DFIT exige l'accord de la province de la Saskatchewan et celui des occupants. L'Office remarque que la province de la Saskatchewan a déjà accordé à Enbridge Bakken les droits fonciers nécessaires au projet de pipeline Bakken. Aucun élément de la preuve n'indique clairement que les terres sur lesquelles le pipeline Bakken serait situé feront partie d'un quelconque futur règlement sur les DFIT. Les prétentions de la PNCTK au

sujet de son intérêt pour ces terres ne suffisent pas à démontrer que ces dernières sont susceptibles de faire partie d'un règlement sur les DFIT. Cet intérêt est d'autant plus hypothétique que les terres sont occupées à titre privé.

Bien qu'il y ait eu des revendications générales quant aux usages traditionnels dans le voisinage du projet, les groupes autochtones n'ont présenté aucune preuve particulière sur l'usage des terres et des ressources à des fins traditionnelles dans les limites de l'emprise du projet. Le CCT4 a dressé ce qu'il appelle une liste provisoire des incidences négatives directes du projet sur les droits ancestraux et droits issus de traités de ses membres. L'Office n'est pas persuadé du bien-fondé de la présentation du CCT4 parce qu'elle ne tient pas compte de la manière dont les mesures d'atténuation proposées par Enbridge Bakken, une fois mises en œuvre, permettraient d'éviter ou amenuiseraient les effets éventuels, s'il y en a.

Même s'il devait y avoir des incidences sur l'usage des terres et des ressources à des fins traditionnelles, l'Office estime qu'elles seraient minimales, parce que la période de construction du projet serait relativement brève et que la grande majorité des installations seraient enfouies. De plus, les effets potentiels sur l'usage à des fins traditionnelles, s'il y en a, peuvent être atténués de manière efficace grâce à la mise en œuvre par Enbridge Bakken de ses mesures d'atténuation courantes et aux conditions dont l'Office assortirait toute approbation.

Pour ce qui est des préoccupations touchant les répercussions possibles du projet sur des sites à valeur historique, archéologique, culturelle et spirituelle n'ayant pas été découverts jusqu'ici, l'Office fait remarquer qu'Enbridge Bakken s'est engagée à cesser les travaux de construction et à communiquer avec le ministère compétent advenant la découverte de ressources patrimoniales. L'Office s'attend à ce qu'Enbridge Bakken mette en œuvre son plan d'urgence en cas de découverte de telles ressources.

L'Office s'attend à ce qu'Enbridge Bakken poursuive ses activités de consultation auprès des groupes autochtones. L'Office ordonne à Enbridge Bakken de lui fournir une mise à jour des activités de consultation menées auprès des groupes autochtones pendant la construction (voir la condition 12 de l'ordonnance XO-E256-007-2011 [annexe II] et la condition 18 du certificat [annexe III]).

Chapitre 9

Questions environnementales et aspects socioéconomiques

L'Office doit se pencher sur les questions environnementales et socioéconomiques, tant en vertu de la LCÉE que sous le régime de la Loi sur l'ONÉ. Il s'attend à ce que les demandeurs déterminent les effets possibles d'un projet sur les composantes biophysiques et socioéconomiques, les mesures d'atténuation propres à réduire ces effets et l'importance de tout effet résiduel après l'application des mesures d'atténuation.

Le présent chapitre résume le processus d'évaluation environnementale que l'Office a mené à l'égard du projet. Il aborde également les enjeux socioéconomiques dont l'examen ne relève pas de la LCÉE.

9.1 Processus d'examen environnemental préalable

La réalisation du projet exige la délivrance d'un certificat en vertu de l'article 52 de la Loi sur l'ONÉ et d'une ordonnance suivant l'article 58 de cette même loi, ce qui rend nécessaire la conduite d'une ÉE sous le régime de la LCÉE. Comme l'aménagement du projet ne requiert pas plus de 75 km de nouvelle emprise, au sens du *Règlement sur la liste d'étude approfondie* pris en vertu de la LCÉE, un examen préalable est le niveau d'ÉE requis en application de la LCÉE. La portée de l'ÉE englobe les diverses autres activités qui, en soi, ne nécessiteraient pas une ÉE en vertu de la LCÉE (par exemple, la désactivation du tronçon de la canalisation EX-02).

Conformément au *Règlement sur la coordination par les autorités fédérales des procédures et des exigences en matière d'évaluation environnementale*, pris en vertu de la LCEE, l'Office a coordonné la participation des autorités responsables et autorités fédérales à l'ÉE effectuée en application de la LCÉE dans le cadre de son processus d'audience.

À la suite du volet oral de l'audience, l'Office, le 1^{er} novembre 2011, a publié une ébauche du REEP et fixé une période de deux semaines pour la collecte des commentaires du public à son sujet. Il a reçu des commentaires de la part d'Environnement Canada, de Transports Canada, du CCT4, du ministère de l'Infrastructure et des Transports du Manitoba, ainsi que du ministère de la Gestion des ressources hydriques du Manitoba. Enbridge Bakken a présenté une réplique à ces commentaires.

Le REEP définitif reflète les observations des parties et l'évaluation faite par l'Office des effets biophysiques et socioéconomiques du projet ainsi que des mesures d'atténuation proposées, compte tenu de la description du projet, des éléments à examiner et de la portée de ces éléments. Le REEP renferme aussi les conditions dont il est recommandé d'assortir toute approbation réglementaire de l'Office.

Opinion de l'Office

En ce qui a trait à sa décision réglementaire en vertu de la Loi sur l'ONÉ, l'Office a pris en considération le REEP établi en vertu de la LCÉE et les conditions d'approbation qui y sont proposées.

L'Office a déterminé dans le REEP que, pourvu que soient mises en œuvre les mesures d'atténuation et les procédures de protection environnementale qu'Enbridge Bakken a proposées, ainsi que les conditions proposées de l'Office, et qu'il y ait conformité aux exigences de réglementation, le projet n'est pas susceptible d'entraîner des effets environnementaux négatifs importants. L'Office adopte comme conditions d'approbation du projet celles qui sont recommandées dans le REEP.

Pour tous détails concernant l'évaluation par l'Office des effets environnementaux et socioéconomiques du projet suivant la LCÉE, le lecteur est invité à consulter le REEP ci-joint (annexe IV).

9.2 Aspects socioéconomiques

L'Office s'attend à ce que les demandeurs déterminent et prennent en compte l'incidence qu'un projet pourrait avoir sur les conditions socioéconomiques, y compris les mesures permettant d'atténuer les effets négatifs du projet et d'améliorer ses retombées.

Ainsi que nous l'avons mentionné, les effets socioéconomiques potentiels visés par la LCÉE sont décrits dans le REEP. La LCÉE tient compte des effets socioéconomiques indirects causés par un changement survenu à l'environnement qui découle du projet. Les effets socioéconomiques causés par le projet proprement dit sont évalués en vertu de la Loi sur l'ONÉ. Nous les examinons ci-après.

9.2.1 Emploi et économie

Opinion d'Enbridge Bakken

Enbridge Bakken a déclaré que le projet aurait des retombées favorables sur le plan de l'emploi et de l'économie en offrant la perspective de contrats de construction aux entreprises locales compétentes et des possibilités d'emploi aux travailleurs locaux, dans la mesure du possible. Elle s'attend, de plus, à ce qu'il crée indirectement des occasions d'emploi et d'affaires dans les commerces, les services d'hébergement et les restaurants situés à proximité.

Enbridge Bakken a indiqué que le projet entraînerait au Canada des dépenses de l'ordre de 151 millions de dollars en biens et services, et générerait des recettes fiscales annuelles de 12 millions de dollars pour le gouvernement fédéral et de 10 millions pour les administrations provinciales. En outre, pendant l'exploitation, il procurerait à la Saskatchewan et au Manitoba des impôts fonciers de 335 000 \$ et 50 000 \$ par année, respectivement.

9.2.2 Infrastructure et services

Opinion d'Enbridge Bakken

Enbridge Bakken admet que l'augmentation locale du nombre de travailleurs accroîtrait la circulation et intensifierait la concurrence pour les services commerciaux et récréatifs. Diverses mesures sont envisagées pour atténuer ces préoccupations, notamment la possibilité de loger les ouvriers de la construction dans des baraquements, le transport des déchets dans des décharges appropriées et, éventuellement, le navettage des travailleurs par autocar entre leur logement et le chantier. Enbridge Bakken s'est engagée à présenter à l'Office sa stratégie de gestion de la circulation résultant de la construction, avant le début de la construction, dans le cadre de son programme de protection de l'environnement. Elle a indiqué que les collectivités susceptibles d'être touchées ne lui ont pas fait part de commentaires ou de préoccupations concernant ces effets éventuels.

9.2.3 Hébergement et services d'urgence

Opinion d'Enbridge Bakken

Enbridge Bakken prévoit que l'effectif total requis pour construire le projet sera de 325 à 540 personnes. Elle a indiqué que les possibilités locales d'hébergement ne suffiraient pas à répondre aux besoins, mais elle prévoyait que les hôtels, motels, parcs pour caravanes et campings de localités voisines, comme Estevan, Redvers, Oxbow et Virden, pourraient accueillir la main-d'œuvre requise. Elle s'est engagée à présenter à l'Office son plan d'hébergement des travailleurs, au moins 30 jours avant le début de la construction. Enbridge Bakken a consulté les Services d'urgence des diverses MR et ceux-ci n'ont soulevé aucune préoccupation.

Opinions des parties

Les MR d'Antler, de Browning, de Coalfields et de Pipestone ont indiqué que le projet procurerait des avantages directs à leurs collectivités en contribuant à réduire les effets de la circulation de camions-citernes sur les ponts et les chemins, à améliorer la sécurité routière dans toute la région, à prolonger la durée de vie des chaussées et à réduire les frais associés à l'entretien du réseau routier.

Opinion de l'Office

L'Office est convaincu que le projet aurait des retombées favorables sur le plan de l'emploi et de l'économie en offrant des perspectives de contrats de construction aux entreprises locales compétentes ainsi que des débouchés aux travailleurs locaux, dans la mesure du possible. De plus, le projet pourrait avoir des retombées indirectes sur l'emploi et les affaires, notamment dans les commerces, les services d'hébergement et les restaurants.

L'Office constate qu'Enbridge Bakken a réservé pour le projet un budget de plus de 26 000 \$ à allouer pour des initiatives communautaires, et

qu'elle s'est engagée à soutenir les initiatives d'investissement communautaire en faveur des Autochtones ainsi qu'à faire appel à des entreprises autochtones intéressées pour qu'elles participent à la construction du projet.

L'Office remarque également qu'Enbridge Bakken s'est engagée à déposer un plan d'hébergement des travailleurs et sa stratégie de gestion de la circulation attribuable à la construction dans le cadre de son plan de protection de l'environnement, lequel serait soumis à l'approbation de l'Office avant le début de la construction (voir la condition 5 de l'ordonnance XO-E256-007-2011, à l'annexe II, et la condition 5 du certificat, à l'annexe III).

De plus, l'Office souligne que le projet offrirait une solution de rechange efficace pour le transport de pétrole brut et réduirait le trafic global de camions-citernes sur les routes municipales et provinciales. Il constate, enfin, que le projet a l'appui de plusieurs municipalités locales et qu'il leur procurerait des avantages sous diverses formes, dont la réduction des effets de la circulation de camions-citernes sur l'infrastructure locale, l'amélioration de la sécurité routière, la diminution des frais d'entretien du réseau routier et de meilleures perspectives d'emploi éventuelles.

Chapitre 10

Demande concernant les installations visées par l'article 58

Dans le cadre de sa demande, Enbridge Bakken a prié l'Office de rendre une ordonnance d'exemption, en vertu de l'article 58 de la Loi sur l'ONÉ, pour autoriser la construction et l'exploitation de la station de pompage Bakken et des installations proposées dans l'enceinte du terminal Cromer existant de PEI (désignées collectivement les installations visées par l'article 58). En particulier, Enbridge Bakken a demandé que les installations en question soient soustraites à l'application des dispositions des alinéas 30(1)b), 31c) et 31d), et des articles 33 et 47 de la Loi sur l'ONÉ.

Opinion d'Enbridge Bakken

Enbridge Bakken a soutenu que les emplacements de la station de pompage Bakken et des installations de Cromer ont été choisis expressément en raison de leur proximité du terminal Steelman existant d'Enbridge Westspur et du terminal Cromer de PEI. Elle a souligné que les éléments d'infrastructure faisant partie des installations visées par l'article 58 seraient construits sur des terrains qui appartiennent à Enbridge Bakken et à PEI. Pendant le volet oral de l'audience, Enbridge Bakken a confirmé qu'il n'y avait pas de sujets de préoccupation non résolus pour ce qui concerne les propriétaires fonciers vivant dans le voisinage immédiat des installations faisant l'objet de la demande.

Opinion de l'Office

Comme l'exige la LCÉE, l'Office a mené un examen environnemental préalable à l'égard du projet, y compris les installations visées par l'article 58, et en a conclu que, pourvu que soient mises en œuvre les mesures d'atténuation et les procédures de protection environnementale proposées par Enbridge Bakken, ainsi que les conditions proposées de l'ONÉ, la construction et l'exploitation des installations visées par l'article 58 ne sont pas susceptibles d'entraîner des effets environnementaux négatifs importants.

L'Office constate qu'Enbridge Bakken a fait valoir que les installations visées par l'article 58 seraient situées entièrement sur des terrains privés qu'elle-même et PEI détiennent, et qu'il n'y avait aucune préoccupation non résolue chez des personnes dont les terres pourraient être affectées par la présence des installations en question.

L'Office est d'avis qu'il serait conforme à l'intérêt public d'accéder à la demande d'Enbridge Bakken en vue d'obtenir une ordonnance d'exemption à l'égard des installations visées par l'article 58, pourvu

qu'un certificat soit délivré pour le projet. L'Office soustrait Enbridge Bakken à l'application des dispositions des alinéas 31*c*) et 31*d*), et de l'article 33 de la Loi sur l'ONÉ, sous réserve des conditions énoncées dans l'ordonnance XO-E256-007-2011 (présentée à l'annexe II). Ainsi, Enbridge Bakken n'est pas tenue de déposer des plan, profil et livre de renvoi à l'égard des installations visées par l'article 58.

L'Office ne soustrait pas Enbridge Bakken aux exigences de l'alinéa 30(1)*b*) et de l'article 47 de la Loi sur l'ONÉ en ce qui a trait aux installations visées par l'article 58 et l'informe qu'elle devra demander une autorisation de mise en service avant de les mettre en service.

Chapitre 11

Demande concernant le transfert de la canalisation EX-02

Dans le cadre du projet, Enbridge Bakken et Enbridge Westspur ont demandé conjointement à l'Office, suivant les alinéas 74(1)a) et 74(1)b) de la Loi sur l'ONÉ, d'autoriser Enbridge Westspur à vendre la canalisation EX-02 existante, et Enbridge Bakken, à l'acheter. L'Office a autorisé la construction et l'exploitation de la canalisation EX-02 le 11 janvier 1996, aux termes de l'ordonnance XO-W2-2-96.

Dans la demande relative au projet, Enbridge Bakken a aussi sollicité, en vertu de l'article 21 de la Loi sur l'ONÉ, la délivrance d'une ordonnance visant à modifier l'ordonnance XO-W2-2-96 pour refléter le transfert de la canalisation EX-02.

Opinion d'Enbridge Bakken

Enbridge Bakken a indiqué qu'Enbridge Westspur a accepté de lui vendre la canalisation EX-02 et les actifs connexes aux termes d'une convention de transfert que les parties allaient finaliser avant la mise en service du projet. Les actifs associés à la canalisation EX-02 comprennent ce qui suit :

- la canalisation EX-02 proprement dite;
- les installations pipelinières connexes au terminal Steelman, dont un compteur de transfert de propriété, de la tuyauterie d'interconnexion et des raccords;
- une vanne de retenue et deux vannes de sectionnement automatisées le long de la rivière Souris;
- les droits fonciers associés à l'emprise de la canalisation EX-02 et aux emplacements des vannes.

Enbridge Bakken a indiqué que la date de clôture prévue de l'opération ne serait pas ultérieure à la date de la mise en service du projet.

Enbridge Bakken a indiqué que les parties prenantes ont été avisées du transfert de propriété proposé, dans le cadre des programmes de consultation publique et de participation des autochtones qu'elle a menés pour le projet, et qu'aucune préoccupation particulière n'a été soulevée à ce propos.

Opinions des parties

Conseil des chefs du Traité n° 4

Le CCT4 a soutenu qu'on n'a pas examiné l'incidence que les approbations sollicitées suivant l'article 74 pourraient avoir sur l'usage des ressources à des fins traditionnelles.

Opinion de l'Office

Ayant examiné la preuve produite par Enbridge Bakken, l'Office trouve raisonnable la justification que celle-ci a fournie au sujet de l'acquisition de la canalisation EX-02. L'Office fait remarquer que le CCT4 a soulevé une préoccupation d'ordre général à propos du transfert, mais n'a pas fourni de preuve ni d'explication quant à l'incidence précise que l'acquisition de la canalisation EX-02 par Enbridge Bakken pourrait avoir sur la collectivité autochtone.

Par conséquent, l'Office estime qu'il est conforme à l'intérêt public d'autoriser la vente de la canalisation EX-02 par Enbridge Westspur et son achat par Enbridge Bakken, en vertu des alinéas 74(1)a) et 74(1)b) de la Loi sur l'ONÉ. L'Office autorise ces deux parties à exécuter l'opération et a rendu l'ordonnance MO-26-2011 à cette fin (voir l'annexe II).

En ce qui touche la requête qu'Enbridge Bakken a présentée en vertu de l'article 21 de la Loi sur l'ONÉ afin d'obtenir une ordonnance de modification de l'ordonnance XO-W2-2-96 pour refléter le transfert de propriété, l'Office demande qu'Enbridge Bakken l'informe dès que l'opération aura été exécutée. À ce moment-là, il prendra les mesures utiles pour modifier l'ordonnance XO-W2-2-96.

Chapitre 12

Demande de désactivation d'un tronçon de la canalisation EX-02

Dans le cadre de la demande relative au projet, Enbridge Bakken a sollicité l'autorisation, aux termes de l'article 44 du RPT-99, de désactiver un tronçon de 354,6 m de la canalisation EX-02 existante de 33,7 km de long, dont Enbridge Westspur est actuellement propriétaire.

Le transfert (vente et achat) de la canalisation EX-02 intégrale d'Enbridge Westspur à Enbridge Bakken est examiné au chapitre 11 des présents Motifs de décision.

Enbridge Westspur a reçu l'autorisation de construire et d'exploiter la canalisation EX-02 en 1996. Le 7 avril 2006, l'Office a approuvé la désactivation de la canalisation au moyen de l'ordonnance MO-01-2006. Par la suite, le 29 novembre 2010, il a rendu l'ordonnance XO-E103-06-2010 pour autoriser Enbridge Westspur à réactiver la canalisation EX-02 et à en inverser le sens de l'écoulement.

Opinion d'Enbridge Bakken

Grâce à sa proposition en vertu de l'article 52 de la Loi sur l'ONÉ, Enbridge Bakken projette de prolonger la canalisation EX-02 en construisant le pipeline Bakken, qui partirait de la station de pompage Bakken proposée pour se rendre jusqu'au terminal Cromer existant de PEI, situé près de Cromer (Manitoba). Il s'ensuit qu'après la mise en service du projet, le tronçon de la canalisation EX-02 compris entre la station de pompage Bakken et le terminal Steelman ne servirait à aucun usage immédiat.

Enbridge Bakken propose de conserver le tronçon en état de désactivation, car il pourrait se révéler utile à un moment futur.

Enbridge Bakken s'est engagée à respecter les exigences réglementaires les plus récentes de l'Office dans la conception de l'ensemble du projet. Elle a soutenu que le principal règlement applicable en l'espèce est le RPT-99, qui incorpore par renvoi la norme CSA Z662.

Opinion de l'Office

L'Office estime qu'en raison de la configuration proposée du projet, alliant une infrastructure et des installations tant nouvelles qu'existantes, le tronçon de la canalisation EX-02 compris entre le terminal Steelman et la station de pompage Bakken ne serait pas requis dans le cadre du projet.

L'Office prend acte de l'engagement qu'Enbridge Bakken a pris de respecter les exigences réglementaires pertinentes et d'observer les normes en vigueur. Il constate aussi qu'elle s'est engagée à mener les activités

relatives au projet en se conformant aux manuels de l'entreprise (notamment les Directives environnementales de PEI en matière de construction, datées de décembre 2003).

La désactivation proposée faisait partie de la portée du REEP produit en application de la LCÉE, lequel concluait que le projet, dans son ensemble, n'est pas susceptible d'entraîner des effets environnementaux négatifs importants.

L'Office constate qu'aucune préoccupation particulière n'a été soulevée à propos des activités de désactivation.

Compte tenu de ce qui précède, l'Office est satisfait des renseignements déposés et estime qu'il est conforme à l'intérêt public d'accorder l'autorisation sollicitée en vertu de l'article 44 du RPT-99 (voir l'ordonnance MO-25-2011 de l'Office à l'annexe II). L'Office signale, comme il le mentionne dans l'ordonnance, que l'exécution des activités de désactivation dépend de ce que le transfert de la canalisation EX-02 d'Enbridge Westspur à Enbridge Bakken ait lieu.

L'Office constate que le tronçon désactivé de la canalisation EX-02 pourrait être réactivé ultérieurement et, pour cette raison, il exige qu'Enbridge Bakken continue de le protéger afin de préserver l'intégrité de la canalisation et du milieu naturel le long de la partie en cause de l'emprise. S'il était envisagé de réactiver le tronçon dans l'avenir, il faudrait en faire la demande à l'Office en vertu de l'article 45 du RPT-99.

Chapitre 13

Conclusion concernant l'intérêt public et le caractère d'utilité publique du projet

L'Office a examiné la preuve et les arguments que les participants à l'instance OH-01-2011 lui ont présentés et il a formulé dans les chapitres précédents son opinion et ses conclusions sur les questions particulières qui ressortissent aux diverses autorisations sollicitées.

À la lumière de la preuve produite, l'Office est convaincu que le projet est d'utilité publique, tant pour le présent que pour le futur, et estime, par conséquent, que son approbation est conforme à l'intérêt public.

Annexe I

Liste des questions

L'Office a relevé les questions suivantes afin qu'elles soient examinées au cours de l'audience OH-01-2011 (la liste n'est pas exhaustive) :

1. Nécessité des installations proposées.
2. Faisabilité économique des installations proposées.
3. Incidence potentielle du projet sur le plan commercial.
4. Éventuels effets environnementaux et répercussions socioéconomiques des installations proposées, notamment ceux qui sont décrits dans la *Loi canadienne sur l'évaluation environnementale* (dont la portée est énoncée à l'annexe V de l'ordonnance d'audience).
5. Incidence possible du projet sur les intérêts des Autochtones, y compris les droits ancestraux et les droits issus de traités.
6. Consultation du public et des groupes autochtones sur le projet.
7. Incidence possible du projet sur les propriétaires fonciers et l'utilisation des terres.
8. Caractère approprié du tracé général et des besoins en terrains pour le pipeline.
9. Caractère approprié de la conception des installations proposées.
10. Méthode de réglementation des droits et tarifs.
11. Conditions dont devrait s'assortir toute approbation accordée par l'Office.

Annexe II

Ordonnances de l'ONÉ, y compris l'annexe A

Installations visées par l'article 58

ORDONNANCE XO-E256-007-2011

RELATIVEMENT À la *Loi sur l'Office national de l'énergie* (Loi sur l'ONÉ) et à ses règlements d'application;

RELATIVEMENT À une demande en date du 17 janvier 2011 qu'Enbridge Bakken Pipeline Company Inc. (Enbridge Bakken), au nom d'Enbridge Bakken Pipeline Limited Partnership, a présentée sous le régime de l'article 58 de la Loi sur l'ONÉ afin d'être soustraite à l'application des dispositions des alinéas 30(1)b), 31c) et 31d), et des articles 33 et 47 de la Loi sur l'ONÉ relativement à la station de pompage Bakken proposée et aux installations proposées au terminal Cromer existant de Pipelines Enbridge Inc. (PEI) (installations visées par l'article 58); demande déposée auprès de l'Office national de l'énergie (l'Office ou l'ONÉ) sous le dossier OF-Fac-Oil-E256-2010-01 02.

DEVANT l'Office, le 5 décembre 2011.

ATTENDU QU'Enbridge Bakken, dans le cadre de sa demande en date du 17 janvier 2011 concernant le projet de pipeline Bakken Canada (le projet), a sollicité une ordonnance, sous le régime de l'article 58 de la Loi sur l'ONÉ, qui soustrait les installations visées par l'article 58 à l'application des dispositions des alinéas 30(1)b), 31c) et 31d), et des articles 33 et 47 de la Loi sur l'ONÉ;

ATTENDU QUE les installations visées par l'article 58, décrites en détail dans l'annexe A, comprennent la station de pompage Bakken à construire près de Steelman (Saskatchewan) et les installations proposées dans l'enceinte du terminal Cromer existant de PEI, près de Cromer (Manitoba);

ATTENDU QUE l'Office a tenu une audience publique concernant le projet, conformément à l'ordonnance d'audience OH-01-2011;

ATTENDU QUE l'Office, conformément à la *Loi canadienne sur l'évaluation environnementale*, a mené un examen environnemental préalable à l'égard du projet, y compris les installations visées par l'article 58, et a conclu, pourvu que soient mises en œuvre les mesures d'atténuation et les procédures de protection environnementale proposées par Enbridge Bakken, ainsi que les conditions proposées par l'ONÉ, et qu'il y ait conformité aux exigences de réglementation, que le projet n'est pas susceptible d'entraîner des effets environnementaux négatifs importants;

ATTENDU QUE l'Office, après avoir examiné la demande et les présentations connexes, estime qu'il est conforme à l'intérêt public de rendre une ordonnance autorisant la construction et l'exploitation des installations visées par l'article 58;

IL EST ORDONNÉ QUE, conformément à l'article 58 de la Loi sur l'ONÉ, les installations visées par l'article 58 soient soustraites à l'application des dispositions des paragraphes 31c) et 31d), et de l'article 33 de la Loi sur l'ONÉ, sous réserve des conditions énoncées dans la présente ordonnance.

IL EST EN OUTRE ORDONNÉ QUE, conformément au paragraphe 19(1) de la Loi sur l'ONÉ, la présente ordonnance entre en vigueur au moment de la délivrance par l'Office, sous réserve de l'agrément du gouverneur en conseil, d'un certificat d'utilité publique visant le projet.

Aux fins des présentes conditions, l'expression « début de la construction » englobe le déboisement, les travaux d'excavation et les autres activités associées à la préparation de l'emprise qui peuvent avoir un effet sur l'environnement, mais ne comprend pas les travaux habituels d'arpentage.

Si une condition exige d'effectuer un dépôt auprès de l'Office « aux fins d'approbation », Enbridge Bakken ne peut entreprendre l'activité en question avant d'avoir obtenu l'approbation requise.

Généralités

Conformité aux conditions

1. Sauf avis contraire de la part de l'Office, Enbridge Bakken doit se conformer à toutes les conditions énoncées dans la présente ordonnance.

Conception, situation, construction, mise en place et exploitation des installations

2. Enbridge Bakken doit veiller à ce que les installations visées par l'article 58, une fois approuvées, soient conçues, situées, construites, mises en place et exploitées conformément aux devis, aux normes, aux engagements pris et aux autres renseignements qui sont mentionnés dans sa demande, ou dont elle a autrement convenu dans ses réponses aux questions posées au cours de l'instance ou ses présentations connexes.

Mise en œuvre de la protection environnementale

3. Enbridge Bakken doit appliquer ou faire appliquer l'ensemble des politiques, méthodes, programmes, mesures d'atténuation, recommandations et procédures concernant la protection de l'environnement, ainsi que tous les engagements qu'elle a pris à cet égard, qui sont compris ou mentionnés dans sa demande, ou dont elle a autrement convenu dans ses réponses aux questions posées au cours de l'instance ou ses présentations connexes.

Avant le début de la construction

Tableau de suivi des engagements

4. Enbridge Bakken doit :

- a) déposer auprès de l'Office, au moins 14 jours avant le début de la construction, une mise à jour du tableau de suivi des engagements;
- b) présenter chaque mois une mise à jour concernant l'exécution des engagements visés en a), jusqu'à l'achèvement des installations visées par l'article 58;
- c) conserver dans son ou ses bureaux de chantier :
 - i) la partie environnementale pertinente du tableau de suivi des engagements qui répertorie tous les engagements réglementaires, y compris, mais sans s'y limiter, ceux qui découlent de la demande d'Enbridge Bakken et ses dépôts ultérieurs, ainsi que des conditions fixées dans les permis, autorisations et approbations accordés;
 - ii) des doubles de tous les permis, approbations ou autorisations se rapportant aux installations visées par l'article 58, délivrés par les autorités fédérales ou provinciales ou d'autres organismes d'octroi de permis, qui font état de conditions relatives à l'environnement ou de mesures d'atténuation ou de surveillance propres à chaque site;
 - iii) toute modification subséquente des permis, approbations ou autorisations mentionnés en ii).

Plan de protection de l'environnement

5. Enbridge Bakken doit soumettre à l'approbation de l'Office, au moins 45 jours avant le début de la construction, un plan de protection de l'environnement (PPE) à jour, y compris un plan cadastral, établi pour les installations visées par l'article 58. Le PPE consistera en une compilation exhaustive des méthodes de protection de l'environnement, des mesures d'atténuation et des engagements en matière de surveillance dont Enbridge Bakken a fait état dans sa demande relative au projet, ses dépôts ultérieurs ou la preuve produite à l'audience, ou dont elle a autrement convenu dans ses réponses aux questions posées ou dans ses présentations connexes au cours de l'instance OH-01-2011. Le PPE devra être mis à jour par la suite pour tenir compte de toute nouvelle mesure découlant d'études pré-construction sur le terrain qui n'avaient pas été achevées. La construction du projet ne pourra débuter qu'une fois que l'Office a approuvé le PPE à jour définitif.

Le PPE doit comprendre ce qui suit, sans s'y limiter :

- a) les méthodes de protection de l'environnement, y compris les plans propres à chaque site, les critères régissant la mise en œuvre de ces méthodes, ainsi que les mesures

d'atténuation et de surveillance s'appliquant aux activités et aux installations visées par l'article 58;

- b) un plan de remise en état des terres humides comprenant une description de l'état dans lequel Enbridge Bakken entend rétablir et conserver les terres humides une fois la construction terminée;
- c) une preuve que les autorités fédérales et provinciales compétentes ont été consultées à propos du PPE, et leurs avis à son sujet.

Plan de gestion de la sûreté

- 6. Au moins 14 jours avant le début de la construction, Enbridge Bakken doit présenter à l'Office un plan de gestion de la sûreté visant les activités de construction, conformément au projet de modification réglementaire (PMR) 2010-01 de l'ONÉ, qui porte sur les programmes de gestion de la sûreté des pipelines.

Manuel de sécurité pendant la construction

- 7. Au moins 14 jours avant le début de la construction, Enbridge Bakken doit présenter à l'Office un manuel de sécurité pendant la construction.

Plan de compensation des terres humides

- 8. Au moins 30 jours avant le début de la construction, Enbridge Bakken doit présenter à l'Office le plan de compensation des terres humides, accompagné d'une preuve indiquant que les autorités fédérales et provinciales compétentes ont été consultées à son sujet, de même que leurs avis sur la méthodologie proposée et les résultats du plan.

Calendrier de construction

- 9. Au moins 14 jours avant le début de la construction, Enbridge Bakken doit présenter à l'Office un ou plusieurs calendriers de construction détaillés indiquant les principales activités de construction à effectuer; elle doit l'informer par la suite de toutes les modifications apportées aux calendriers, au fur et à mesure qu'elles surviennent.

Pendant les travaux de déboisement ou de construction

Relevés des oiseaux nicheurs

- 10. Si des travaux de déboisement ou de construction ont lieu pendant des périodes où ces activités sont limitées pour la protection des oiseaux non migrateurs visés par les lois fédérales et provinciales, et de tous les oiseaux migrateurs, Enbridge Bakken doit engager un biologiste aviaire qualifié chargé d'effectuer un relevé pré-construction pour repérer la présence d'oiseaux et de nids actifs dans les zones immédiatement voisines des chantiers du projet, et doit présenter les renseignements suivants à l'Office dans les 15 jours suivant le début de tels travaux de déboisement ou de construction :

- a) les résultats du relevé;
- b) la stratégie d'atténuation, dont la surveillance, mise au point de concert avec Environnement Canada, le Service canadien de la faune et les autorités provinciales compétentes afin de protéger les oiseaux migrants et non migrants recensés et leurs nids;
- c) la stratégie d'atténuation, dont la surveillance, mise au point de concert avec Environnement Canada et le Service canadien de la faune afin de protéger toute espèce d'oiseaux répertoriée dans la *Loi sur les espèces en péril* (LEP) qui a été recensée, et ses nids;
- d) une preuve confirmant que les autorités fédérales et provinciales compétentes ont été consultées au sujet de la méthode proposée pour l'exécution du relevé, des résultats du relevé et des plans d'atténuation et de surveillance qui seront appliqués, ainsi qu'un exposé des préoccupations soulevées qui n'ont pas été résolues.

Programmes d'assemblage et d'essais sous pression sur le chantier

- 11. Enbridge Bakken doit présenter les programmes suivants à l'Office, dans les délais indiqués :
 - a) programme d'assemblage sur le chantier – 14 jours avant les travaux d'assemblage;
 - b) programme d'essais sous pression sur le chantier – 14 jours avant l'essai sous pression.

Rapports d'étape sur les travaux de construction

- 12. Enbridge Bakken doit présenter à l'Office, sous une forme qui convienne à ce dernier, des rapports d'étape mensuels sur l'avancement des travaux de construction. Ces rapports doivent exposer :
 - a) les activités exécutées au cours de la période visée, les enjeux survenus sur le plan de l'environnement, des aspects socioéconomiques, de la sûreté et de la sécurité, les cas de non-conformité, ainsi que les mesures prises pour résoudre chaque enjeu et non-conformité;
 - b) les consultations menées auprès des parties prenantes et des groupes autochtones pendant la construction relativement aux installations visées par l'article 58, y compris un sommaire des enjeux ou des sujets de préoccupation soulevés et de la suite qui y a été donnée.

Après l'achèvement des installations visées par l'article 58

Confirmation de la conformité aux conditions par un dirigeant de la société

13. Enbridge Bakken doit déposer auprès de l'Office, dans les 30 jours suivant l'achèvement des installations visées par l'article 58, telles qu'elles ont été approuvées, un avis, de la part d'un dirigeant de la société, confirmant que les installations en question ont été réalisées et construites conformément à toutes les conditions pertinentes de la présente ordonnance. Si la conformité avec l'une ou l'autre de ces conditions ne peut pas être confirmée, la société doit en présenter les raisons par écrit à l'Office. Le document déposé en application de la présente condition doit inclure une déclaration confirmant que le signataire du document est un dirigeant de la société.

Expiration de l'ordonnance

Disposition de temporisation

14. Sauf avis contraire de la part de l'Office, fourni avant le 22 décembre 2012, la présente ordonnance expire le 22 décembre 2012, à moins que la construction des installations visées par l'article 58 n'ait commencé à cette date.

OFFICE NATIONAL DE L'ÉNERGIE

La secrétaire de l'Office par intérim,

L. George

ANNEXE A
Ordonnance X0-E256-007-2011

**Enbridge Bakken Pipeline Company Inc. (Enbridge Bakken),
au nom d'Enbridge Bakken Pipeline Limited Partnership**
Demande en date du 17 janvier 2011
examinée sous le régime de l'article 58 de la *Loi sur l'Office national de l'énergie*

Projet de pipeline Bakken Canada – Installations visées par l'article 58
Dossier OF-Fac-Oil-E256-2010-01 02

Type de projet	Construction nouvelle
Emplacement (Saskatchewan)	NE 8-4-5 W2M
Nom de l'installation	Station de pompage Bakken
Description	2 motopompes de 3 500 kW (5 000 HP)
Produit	Pétrole brut

Désactivation d'un tronçon de la canalisation EX-02

ORDONNANCE MO-25-2011

RELATIVEMENT À la *Loi sur l'Office national de l'énergie* (Loi sur l'ONÉ) et à ses règlements d'application;

REIATIVEMENT À une demande en date du 17 janvier 2011 qu'Enbridge Bakken Pipeline Company Inc. (Enbridge Bakken), au nom d'Enbridge Bakken Pipeline Limited Partnership, a présentée en vertu de l'article 44 du *Règlement de 1999 sur les pipelines terrestres* (RPT-99) concernant la désactivation d'un tronçon de la canalisation EX-02 existante (activités de désactivation); demande déposée auprès de l'Office national de l'énergie (l'Office ou l'ONÉ) sous le dossier OF-Fac-Oil-E256-2010-01 02.

DEVANT l'Office, le 5 décembre 2011.

ATTENDU QU'Enbridge Bakken, dans le cadre de sa demande en date du 17 janvier 2011 concernant le projet de pipeline Bakken Canada (le projet), a sollicité l'autorisation d'exécuter les activités de désactivation, en vertu de l'article 44 du RPT-99;

ATTENDU QUE l'Office, au moyen de l'ordonnance MO-26-2011, a autorisé le transfert de la canalisation EX-02 d'Enbridge Pipelines (Westspur) Inc. (Enbridge Westspur) à Enbridge Bakken;

ATTENDU QUE le tronçon à désactiver de la canalisation EX-02 est décrit en détail dans l'annexe A ci-jointe;

ATTENDU QUE l'Office a tenu une audience publique concernant le projet, conformément à l'ordonnance d'audience OH-01-2011;

ATTENDU QUE les activités de désactivation ne nécessitent pas, en soi, la conduite d'une évaluation environnementale en vertu de la *Loi canadienne sur l'évaluation environnementale* (LCÉE);

ATTENDU QUE l'Office, conformément à la LCÉE, a mené un examen environnemental préalable à l'égard du projet, y compris les activités de désactivation, et a conclu, pourvu que soient mises en œuvre les mesures d'atténuation et les procédures de protection environnementale proposées par Enbridge Bakken, ainsi que les conditions proposées par l'ONÉ, et qu'il y ait conformité aux exigences de réglementation, que le projet n'est pas susceptible d'entraîner des effets environnementaux négatifs importants;

ATTENDU QUE l'Office, après avoir examiné la demande et les présentations connexes, estime qu'il est conforme à l'intérêt public d'accorder l'autorisation sollicitée;

IL EST ORDONNÉ QUE les activités de désactivation soient approuvées, conformément à l'article 44 du RPT-99, sous réserve de l'exécution du transfert de la canalisation EX-02 d'Enbridge Westspur à Enbridge Bakken (MO-26-2011) et des conditions suivantes :

1. Enbridge Bakken doit se conformer à toutes les conditions énoncées dans la présente ordonnance, sauf avis contraire de la part de l'Office.
2. Enbridge Bakken doit veiller à ce que la canalisation EX-02 soit désactivée et entretenue conformément aux devis, aux normes, aux engagements pris et aux autres renseignements qui sont mentionnés dans sa demande et dans ses présentations connexes.
3. Enbridge Bakken doit appliquer ou faire appliquer l'ensemble des politiques, méthodes, programmes, mesures d'atténuation, recommandations et procédures concernant la protection de l'environnement, ainsi que tous les engagements qu'elle a pris à cet égard, qui sont compris ou mentionnés dans sa demande ou dans ses présentations connexes.
4. Enbridge Bakken doit déposer auprès de l'Office, dans les 30 jours suivant l'achèvement des activités de désactivation approuvées, un avis, de la part d'un dirigeant de la société, confirmant que les activités en question ont été réalisées conformément à toutes les conditions pertinentes de la présente ordonnance. Si la conformité avec l'une ou l'autre de ces conditions ne peut pas être confirmée, la société doit en présenter les raisons par écrit à l'Office. Le document déposé en application de la présente condition doit inclure une déclaration confirmant que le signataire du document est un dirigeant de la société.

OFFICE NATIONAL DE L'ÉNERGIE

La secrétaire de l'Office par intérim,

L. George

ANNEXE A
Ordonnance M0-25-2011

**Enbridge Bakken Pipeline Company Inc. (Enbridge Bakken),
au nom d'Enbridge Bakken Pipeline Limited Partnership**
Demande en date du 17 janvier 2011
examinée conformément à l'article 44 du *Règlement de 1999 sur les pipelines terrestres*

Projet de pipeline Bakken Canada – Activités de désactivation
Dossier OF-Fac-Oil-E256-2010-01 02

Type de projet	Désactivation (tronçon)
Pipeline	Canalisation EX-02
Emplacement (Saskatchewan)	Entre le terminal Steelman existant d'Enbridge Pipelines (Westspur) Inc. et la station de comptage Bakken à construire par Enbridge Bakken
Longueur approximative	354,6 m
Diamètre extérieur	323,9 mm (NPS 12)
Épaisseur minimale de la paroi	7,14 mm
Nuance d'acier	359 mégapascals
Produit transporté	Aucun

Transfert de la canalisation EX-02

ORDONNANCE MO-26-2011

RELATIVEMENT À la *Loi sur l'Office national de l'énergie* (Loi sur l'ONÉ) et à ses règlements d'application;

RELATIVEMENT À une demande en date du 17 janvier 2011 qu'Enbridge Bakken Pipeline Company Inc. (Enbridge Bakken), au nom d'Enbridge Bakken Pipeline Limited Partnership, et Enbridge Pipelines (Westspur) Inc. (Enbridge Westspur) ont présenté conjointement, suivant les alinéas 74(1)a) et 74(1)b) de la Loi sur l'ONÉ, en vue de la vente et de l'achat de la canalisation EX-02; demande déposée auprès de l'Office national de l'énergie (l'Office ou l'ONÉ) sous le dossier OF-Fac-Oil-E256-2010-01 02.

DEVANT l'Office, le 5 décembre 2011.

ATTENDU QUE l'Office a autorisé Enbridge Westspur à construire la canalisation EX-02, au moyen de l'ordonnance XO-W2-2-96 datée du 11 janvier 1996;

ATTENDU QUE, dans le cadre de la demande du 17 janvier 2011 d'Enbridge Bakken concernant le projet de pipeline Bakken Canada (le projet), une requête conjointe a été faite à l'Office pour qu'il autorise la vente par Enbridge Westspur et l'achat par Enbridge Bakken de la canalisation EX-02;

ATTENDU QUE la canalisation EX-02 est décrite en détail dans l'annexe A ci-jointe;

ATTENDU QUE l'Office a tenu une audience publique concernant le projet, conformément à l'ordonnance d'audience OH-01-2011;

ATTENDU QUE la vente et l'achat de la canalisation EX-02 ne nécessitent pas la conduite d'une évaluation environnementale en vertu de la *Loi canadienne sur l'évaluation environnementale*;

ATTENDU QUE l'Office, après avoir examiné la demande et les présentations connexes, estime qu'il est conforme à l'intérêt public d'accorder l'autorisation sollicitée;

IL EST ORDONNÉ QUE, conformément aux alinéas 74(1)a) et 74(1)b) de la Loi sur l'ONÉ, Enbridge Westspur soit autorisée à vendre la canalisation EX-02, et Enbridge Bakken, à l'acheter;

IL EST EN OUTRE ORDONNÉ QUE, sauf avis contraire de la part de l'Office, la présente ordonnance expire le 22 décembre 2012 à moins que l'Office ne soit informé avant cette date que l'opération a été exécutée.

OFFICE NATIONAL DE L'ÉNERGIE

La secrétaire de l'Office par intérim,

L. George

ANNEXE A
Ordonnance MO-26-2011

**Enbridge Bakken Pipeline Company Inc. (Enbridge Bakken),
au nom d'Enbridge Bakken Pipeline Limited Partnership,
et Enbridge Pipelines (Westspur) Inc. (Enbridge Westspur)**
Demande en date du 17 janvier 2011

examinée suivant les alinéas 74(1)a) et 74(1)b) de la *Loi sur l'Office national de l'énergie*

Projet de pipeline Bakken Canada – Vente et achat de la canalisation EX-02
Dossier OF-Fac-Oil-E256-2010-01 02

Type de projet	Vente (Enbridge Westspur) et achat (Enbridge Bakken)
Installation/Infrastructure	Canalisation EX-02
Longueur approximative	33,7 km
Emplacement (Saskatchewan)	S'étend d'un point sur la frontière canado-américaine (SE 3-1-5 W2M) jusqu'au terminal Steelman d'Enbridge Westspur (NE 8-4-5 W2M).
Produit transporté	Pétrole brut
Diamètre extérieur	323,9 mm (NPS 12)
Épaisseur minimale de la paroi	7,14 mm
Nuance d'acier	359 mégapascals
Pression maximale d'exploitation	9 930 kPa (1 440 lb/po ²)

Annexe III

Conditions dont le certificat est assorti

Aux fins des présentes conditions, l'expression « début de la construction » englobe le déboisement, les travaux d'excavation et les autres activités associées à la préparation de l'emprise qui peuvent avoir un effet sur l'environnement, mais ne comprend pas les travaux habituels d'arpentage.

Si une condition exige d'effectuer un dépôt auprès de l'Office « aux fins d'approbation », Enbridge Bakken ne peut entreprendre l'activité en question avant d'avoir obtenu l'approbation requise.

Pour les besoins des présentes conditions, on retiendra les définitions suivantes :

Projet

Désigne le projet de pipeline Bakken Canada dans son ensemble, y compris les activités suivantes, sans s'y limiter :

- la construction et l'exploitation d'un pipeline de transport de pétrole brut (pipeline Bakken) et des emplacements de vannes de sectionnement en surface qui y sont associés, entre Steelman (Saskatchewan) et Cromer (Manitoba);
- la construction et l'exploitation des installations et de l'équipement connexes, y compris une station de pompage (station de pompage Bakken) près de Steelman (Saskatchewan) et des installations au terminal Cromer existant de Pipelines Enbridge Inc. (PEI), près de Cromer (Manitoba);
- l'exploitation de la canalisation EX-02 existante;
- la désactivation d'un tronçon de la canalisation EX-02.

Installations visées par l'article 52

Le pipeline Bakken proposé et les emplacements de vannes de sectionnement en surface qui y sont associés, entre la station de pompage Bakken proposée, près de Steelman (Saskatchewan), et le terminal Cromer existant de PEI, près de Cromer (Manitoba), ainsi que l'exploitation de la canalisation EX-02.

Certificat

Le certificat d'utilité publique, délivré suivant l'article 52 de la Loi sur l'ONÉ, qui autorise la construction et l'exploitation des activités visées par l'article 52.

Généralités

Conformité aux conditions

1. Sauf avis contraire de la part de l'Office, Enbridge Bakken doit se conformer à toutes les conditions énoncées dans le présent certificat.

Conception, situation, construction, mise en place et exploitation des installations

2. Enbridge Bakken doit veiller à ce que les installations visées par l'article 52, une fois approuvées, soit conçues, situées, construites, mises en place et exploitées conformément aux devis, aux normes, aux engagements pris et aux autres renseignements qui sont mentionnés dans sa demande, ou dont elle a autrement convenu dans ses réponses aux questions posées au cours de l'instance ou ses présentations connexes.

Mise en œuvre de la protection environnementale

3. Enbridge Bakken doit appliquer ou faire appliquer l'ensemble des politiques, méthodes, programmes, mesures d'atténuation, recommandations et procédures concernant la protection de l'environnement, ainsi que tous les engagements qu'elle a pris à cet égard, qui sont compris ou mentionnés dans sa demande, ou dont elle a autrement convenu dans ses réponses aux questions posées au cours de l'instance ou ses présentations connexes.

Avant le début de la construction

Tableau de suivi des engagements

4. Enbridge Bakken doit :
 - a) déposer auprès de l'Office, au moins 14 jours avant le début de la construction, une mise à jour du tableau de suivi des engagements;
 - b) présenter chaque mois une mise à jour concernant l'exécution des engagements visés en a), jusqu'à l'achèvement des installations visées par l'article 52;
 - c) conserver dans son ou ses bureaux de chantier :
 - i) la partie environnementale pertinente du tableau de suivi des engagements qui répertorie tous les engagements réglementaires, y compris, mais sans s'y limiter, ceux qui découlent de la demande d'Enbridge Bakken et ses dépôts ultérieurs, ainsi que des conditions fixées dans les permis, autorisations et approbations accordés;
 - ii) des doubles de tous les permis, approbations ou autorisations se rapportant aux installations visées par l'article 52, délivrés par les autorités fédérales ou provinciales ou d'autres organismes d'octroi de permis, qui font état de conditions relatives à l'environnement ou de mesures d'atténuation ou de surveillance propres à chaque site;

- iii) toute modification subséquente des permis, approbations ou autorisations mentionnés en ii).

Plan de protection de l'environnement

5. Enbridge Bakken doit soumettre à l'approbation de l'Office, au moins 45 jours avant le début de la construction, un plan de protection de l'environnement (PPE) à jour, y compris les cartes-tracés environnementales, établi pour les installations visées par l'article 52. Le PPE consistera en une compilation exhaustive des méthodes de protection de l'environnement, des mesures d'atténuation et des engagements en matière de surveillance dont Enbridge Bakken a fait état dans sa demande relative au projet, ses dépôts ultérieurs ou la preuve produite à l'audience, ou dont elle a autrement convenu dans ses réponses aux questions posées ou dans ses présentations connexes au cours de l'instance OH-01-2011. Le PPE et les cartes-tracés environnementales devront être mis à jour par la suite pour tenir compte de toute nouvelle mesure découlant d'études pré-construction sur le terrain qui n'avaient pas été achevées. La construction du projet ne pourra débuter qu'une fois que l'Office a approuvé le PPE à jour définitif.

Le PPE doit comprendre ce qui suit, sans s'y limiter :

- a) les méthodes de protection de l'environnement, y compris les plans propres à chaque site, les critères régissant la mise en œuvre de ces méthodes, ainsi que les mesures d'atténuation et de surveillance s'appliquant aux activités et aux installations visées par l'article 52;
- b) un plan de remise en état comprenant une description de l'état dans lequel Enbridge Bakken entend rétablir et conserver l'emprise une fois la construction terminée, ainsi que des objectifs mesurables de remise en état;
- c) un plan d'atténuation visant les terres humides, qui expose et justifie les critères ayant présidé au choix des méthodes de franchissement et des mesures d'atténuation à employer;
- d) une preuve indiquant que les autorités fédérales et provinciales compétentes ont été consultées à propos du PPE, de même que leurs avis sur le PPE et les renseignements fournis en c).

Tous les renseignements déposés en application de la présente condition doivent également être présentés aux autorités fédérales et provinciales compétentes (dont le ministère de la Gestion des ressources hydriques du Manitoba [MGRHM]), à moins qu'elles n'aient indiqué expressément ne pas vouloir recevoir cette information.

Plan de gestion de la sûreté

6. Au moins 14 jours avant le début de la construction, Enbridge Bakken doit présenter à l'Office un plan de gestion de la sûreté visant les activités de construction, conformément au projet de modification réglementaire (PMR) 2010-01 de l'ONÉ, qui porte sur les programmes de gestion de la sûreté des pipelines.

Manuel de sécurité pendant la construction

7. Au moins 14 jours avant le début de la construction, Enbridge Bakken doit présenter à l'Office un manuel de sécurité pendant la construction.

Franchissements de cours d'eau

8. Enbridge Bakken doit présenter à l'Office, selon le cas :
 - a) soit la confirmation qu'elle a réalisé avec succès, par la méthode du forage directionnel à l'horizontale (FDH), les franchissements du réservoir Alameda Ouest, du réservoir Alameda Est et du ruisseau Pipestone, une fois ces franchissements terminés;
 - b) soit les renseignements suivants, au moins 10 jours avant d'exécuter les travaux de franchissement, en cas de tout changement à la méthode de franchissement par FDH proposée pour le réservoir Alameda Ouest, le réservoir Alameda Est et le ruisseau Pipestone :
 - i) la notification, par écrit, de tout changement effectué et les motifs le justifiant;
 - ii) la preuve que les autorités fédérales et provinciales compétentes ont été consultées et un double de la correspondance pertinente échangée avec elles, y compris les autorisations des méthodes de franchissement modifiées;
 - iii) un exposé des mesures modifiées de remise en état et de revégétalisation, et des activités de surveillance du poisson et de l'habitat du poisson aux franchissements de cours d'eau touchés.

Méthodes d'exécution des relevés visant les espèces fauniques répertoriées dans la Loi sur les espèces en péril (LEP)

9. Enbridge Bakken doit présenter les renseignements suivants à l'Office, au moins 30 jours avant d'entreprendre chaque relevé pré-construction pour repérer des espèces fauniques répertoriées dans la LEP :
 - a) la ou les méthodes qui seront employées pour exécuter les relevés de confirmation de la présence d'espèces fauniques répertoriées dans la LEP (notamment la grenouille léopard et le pipit de Sprague);
 - b) un résumé des consultations menées auprès des autorités fédérales et provinciales compétentes concernant la ou les méthodes d'exécution des relevés, ainsi que des doubles de la correspondance échangée avec elles à ce propos.

Relevés d'espèces fauniques répertoriées dans la LEP

10. Enbridge Bakken doit présenter ce qui suit à l'Office, au moins 15 jours avant le début de la construction :

- a) les résultats des relevés de confirmation visant les espèces fauniques répertoriées dans la LEP, notamment la grenouille léopard et le pipit de Sprague;
- b) un plan d'atténuation détaillé pour chacune des espèces fauniques répertoriées dans la LEP qui sera touchée par les travaux de construction et d'exploitation;
- c) la preuve que les autorités fédérales et provinciales compétentes ont été consultées et un double de la correspondance pertinente échangée avec elles qui indique leurs avis au sujet des mesures d'atténuation proposées;
- d) une preuve confirmant que le PPE et les cartes-tracés environnementales ont été mises à jour, en consultation avec les autorités gouvernementales, pour y incorporer les mesures d'atténuation élaborées ou recommandées à la suite des résultats des relevés.

Terres humides

- 11. Au moins 15 jours avant le début de la construction, Enbridge Bakken doit présenter à l'Office et au MGRHM la méthode d'exécution du relevé des terres humides, les résultats du relevé et une preuve indiquant que les autorités fédérales et provinciales compétentes ont été consultées, de même que leurs avis au sujet de la méthode employée et des résultats du relevé.

Plan de gestion des mauvaises herbes

- 12. Au moins 30 jours avant le début de la construction, Enbridge Bakken doit soumettre à l'approbation de l'Office un plan détaillé de gestion des mauvaises herbes. Le plan doit exposer les mesures immédiates et à long terme de surveillance et de lutte contre les mauvaises herbes qu'Enbridge Bakken prévoit appliquer, les critères employés pour décider du traitement à appliquer, de même que les responsabilités concernant la mise en œuvre du plan à l'étape de la construction et de l'exploitation des installations visées par l'article 52, et pendant la période de remise en état qui suit immédiatement la fin de la construction. De plus, le plan déposé doit fournir la preuve qu'il a été conçu de concert avec les propriétaires fonciers touchés, ainsi qu'avec les autorités fédérales et provinciales.

Ressources patrimoniales

- 13. Au moins 30 jours avant le début de la construction, Enbridge Bakken doit présenter à l'Office :
 - a) un double de la lettre d'autorisation reçue du ministère de Tourisme, Parcs, Culture et Sport Saskatchewan – Direction de la conservation du patrimoine, et du ministère de la Culture, du Patrimoine et du Tourisme du Manitoba;
 - b) une déclaration indiquant de quelle manière Enbridge Bakken prévoit donner suite aux recommandations ou aux commentaires contenus dans l'autorisation mentionnée en a).

Accords de croisement avec les tierces parties

14. Au moins 14 jours avant le début de la construction, Enbridge Bakken doit présenter à l'Office la confirmation que des accords de croisement ont été conclus avec toutes les tierces parties.

Calendrier de construction

15. Au moins 14 jours avant le début de la construction, Enbridge Bakken doit présenter à l'Office un ou plusieurs calendriers de construction détaillés indiquant les principales activités de construction à effectuer; elle doit l'informer par la suite de toutes les modifications apportées aux calendriers, au fur et à mesure qu'elles surviennent.

Pendant les travaux de déboisement ou de construction

Relevés des oiseaux nicheurs

16. Si des travaux de déboisement ou de construction ont lieu pendant des périodes où ces activités sont limitées pour la protection de tous les oiseaux migrateurs et des oiseaux non migrateurs visés par les lois provinciales, Enbridge Bakken doit engager un biologiste aviaire qualifié chargé d'effectuer un relevé pré-construction pour repérer la présence d'oiseaux et de nids actifs dans les zones immédiatement voisines des chantiers du projet, et doit présenter les renseignements suivants à l'Office dans les 15 jours suivant le début de tels travaux de déboisement ou de construction :
 - a) les résultats du relevé;
 - b) la stratégie d'atténuation, dont la surveillance, mise au point de concert avec Environnement Canada, le Service canadien de la faune et les autorités provinciales compétentes afin de protéger les oiseaux migrateurs et non migrateurs recensés et leurs nids;
 - c) la stratégie d'atténuation, dont la surveillance, mise au point de concert avec Environnement Canada et le Service canadien de la faune afin de protéger toute espèce d'oiseaux répertoriée dans la LEP qui a été recensée, et ses nids;
 - d) une preuve confirmant que les autorités fédérales et provinciales compétentes ont été consultées au sujet de la méthode proposée pour l'exécution du relevé, des résultats du relevé et des plans d'atténuation et de surveillance qui seront appliqués, ainsi qu'un exposé des préoccupations soulevées qui n'ont pas été résolues.

Programmes d'assemblage et d'essais sous pression sur le chantier

17. Enbridge Bakken doit présenter les programmes suivants à l'Office, dans les délais indiqués :
- a) programme d'assemblage sur le chantier – 14 jours avant les travaux d'assemblage;
 - b) programme d'essais sous pression sur le chantier – 14 jours avant l'essai sous pression.

Rapports d'étape sur les travaux de construction

18. Enbridge Bakken doit présenter à l'Office, sous une forme qui convienne à ce dernier, des rapports d'étape mensuels sur l'avancement des travaux de construction. Ces rapports doivent exposer :
- a) les activités exécutées au cours de la période visée, les enjeux survenus sur le plan de l'environnement, des aspects socioéconomiques, de la sûreté et de la sécurité, les cas de non-conformité, ainsi que les mesures prises pour résoudre chaque enjeu et non-conformité;
 - b) les consultations menées auprès des parties prenantes et des groupes autochtones pendant la construction relativement aux installations visées par l'article 52, y compris un sommaire des enjeux ou des sujets de préoccupation soulevés et de la suite qui y a été donnée.

Après la construction et pendant l'exploitation

Manuel de protection civile et d'intervention d'urgence

19. Enbridge Bakken doit présenter à l'Office, au moins 14 jours avant de solliciter une autorisation de mise en service, trois exemplaires de son manuel à jour de protection civile et d'intervention d'urgence.

Rapport de surveillance environnementale post-construction

20. Au plus tard le 31 janvier après les première, troisième et cinquième saisons de croissance complètes suivant l'achèvement des travaux de remise en état et de nettoyage final de l'emprise, Enbridge Bakken doit présenter à l'Office et aux autorités fédérales et provinciales compétentes un rapport de surveillance environnementale post-construction qui :
- a) expose la méthode de surveillance utilisée, les critères établis pour évaluer le succès des mesures prises et les résultats constatés;
 - b) examine l'efficacité des mesures d'atténuation appliquées pendant la construction au regard des critères de réussite;

- c) détaille les divergences, s'il y en a, par rapport aux plans, et les mesures d'atténuation de rechange appliquées;
- d) indique (au moyen d'une carte, d'un schéma ou d'un tableau, par exemple) les endroits où des enjeux environnementaux ont surgi pendant la construction et où des mesures correctives ont été prises;
- e) indique l'état actuel des enjeux cernés (résolus ou non résolus);
- f) fournit des précisions sur les consultations engagées auprès des autorités fédérales et provinciales compétentes;
- g) expose les mesures qu'Enbridge Bakken se propose de prendre pour régler tout sujet de préoccupation ou enjeu non résolu, et le calendrier établi à cette fin.

Restauration des terres humides

- 21. Dans l'année suivant la fin du programme quinquennal de surveillance post-construction, Enbridge Bakken doit présenter à l'Office et aux autorités fédérales et provinciales compétentes, dont le MGRHM, un plan de restauration/compensation des terres humides visant le projet pour toutes les terres dont la fonction de milieu humide n'a pas été entièrement rétablie au terme du programme. Le plan doit contenir la preuve qu'il a été établi en consultation avec les autorités fédérales et provinciales compétentes, ainsi que la description des solutions de rechange proposées eu égard aux recommandations des autorités précitées (le cas échéant), et leur justification.

Après la mise en service du projet

Confirmation de la conformité aux conditions par un dirigeant de la société

- 22. Enbridge Bakken doit déposer auprès de l'Office, dans les 30 jours suivant la mise en service du projet approuvé, un avis, de la part d'un dirigeant de la société, confirmant que le projet approuvé a été réalisé conformément à toutes les conditions pertinentes du présent certificat. Si la conformité avec l'une ou l'autre de ces conditions ne peut pas être confirmée, la société doit en présenter les raisons par écrit à l'Office. Le document déposé en application de la présente condition doit inclure une déclaration confirmant que le signataire du document est un dirigeant de la société.

Expiration du certificat

Disposition de temporisation

- 23. Sauf avis contraire de la part de l'Office, fourni avant le 22 décembre 2012, le présent certificat expire le 22 décembre 2012, à moins que la construction des installations visées par l'article 52 n'ait commencé à cette date.

REEP produit en application de la LCÉE

Office national
de l'énergie



National Energy
Board

RAPPORT D'EXAMEN ENVIRONNEMENTAL PRÉALABLE

produit en vertu de la *Loi canadienne sur l'évaluation environnementale* (LCÉE)

Projet de pipeline Bakken Canada

Nom du demandeur :	Enbridge Bakken Pipeline Company Inc., au nom d'Enbridge Bakken Pipeline Limited Partnership		
Date de la demande :	17 janvier 2011 (Description du projet : 19 octobre 2010)	Date de l'inscription faite en vertu de la LCÉE :	26 octobre 2010
Numéro du dossier de l'Office national de l'énergie :	OF-Fac-Oil-E256-2010-01 0101 / OF-Fac-Oil-E256- 2010-01 02	Numéro de référence du Registre de la LCÉE :	10-01-58441
Déclencheur du Règlement sur les dispositions législatives et réglementaires désignées (RDLRD) de la LCÉE :	Articles 52 et 58 de la <i>Loi sur l'Office national de l'énergie</i>	Date de la détermination faite en vertu de la LCÉE :	5 décembre 2011



Canada

RÉSUMÉ

Ce Rapport d'examen environnemental préalable (REEP), produit en vertu de la *Loi canadienne sur l'évaluation environnementale* (LCÉE), concerne le projet de pipeline Bakken Canada (le projet) que propose Enbridge Bakken Pipeline Company Inc. (Enbridge Bakken), au nom d'Enbridge Bakken Pipeline Limited Partnership. Le 17 janvier 2011, Enbridge Bakken a demandé à l'Office national de l'énergie (l'Office ou l'ONÉ) l'autorisation de construire et exploiter le projet de Steelman (Saskatchewan) au terminal Cromer de Pipelines Enbridge Inc. (PEI) situé près de Cromer (Manitoba). Une fois achevé, le projet pourrait transporter 23 180 mètres cubes de pétrole brut par jour.

Le projet nécessiterait la construction et l'exploitation d'un nouvel oléoduc de 406,4 millimètres (16 pouces) de diamètre extérieur et d'environ 123,4 kilomètres de long, et des installations connexes, dont une nouvelle station de pompage attenante au terminal Steelman d'Enbridge Pipelines (Westspur) Inc. (Enbridge Westspur), cinq emplacements de vannes de sectionnement en surface le long de l'emprise du pipeline et un nouveau sas d'arrivée des racleurs au terminal Cromer de PEI. Quelque 105 km de pipeline seraient situés en Saskatchewan et 18,4 km au Manitoba; 77,3 km de l'emprise du pipeline seraient contigus aux perturbations linéaires existantes et 46,1 km constitueraient une nouvelle emprise non contiguë. La construction nécessiterait une infrastructure temporaire – les aires d'assemblage par exemple – et la station de pompage une nouvelle route d'accès permanente. Le pipeline proposé franchirait plusieurs cours d'eau, des ouvrages de drainage, des plans d'eau et des terres humides. Le pipeline servirait de prolongement à la canalisation EX-02 existante de 33,7 km de long, qu'Enbridge Bakken se propose d'acquérir (d'Enbridge Westspur) et exploiter dans le cadre du projet. Enbridge Bakken désactiverait le tronçon de 354,6 m de long de ce pipeline entre sa station de pompage proposée et le terminal Steelman. La construction de la station de pompage et des installations proposées au terminal Cromer de PEI devrait normalement débiter au deuxième trimestre de 2012. La construction du pipeline, quant à elle, devrait débiter au troisième trimestre de 2012. Le calendrier proposé pour la mise en service de l'ensemble du projet est le premier trimestre de 2013.

L'ONÉ est le coordonnateur fédéral de l'évaluation environnementale pour ce projet. À ce titre, il coordonne la participation des ministères fédéraux intéressés au projet. Transports Canada s'est déclaré une autorité responsable (AR), alors que l'Office des transports du Canada, Environnement Canada, Pêches et Océans Canada, Santé Canada et Ressources naturelles Canada se sont déclarés des autorités fédérales (AF) pourvues d'informations ou de connaissances spécialisées.

Le présent REEP a été établi dans le cadre des responsabilités qui incombent à l'ONÉ en vertu de la LCÉE; elle renferme de l'information fournie par Enbridge Bakken, les AF, les propriétaires fonciers, les groupes autochtones, d'autres parties intéressées et le public. L'analyse présentée dans ce REEP repose sur la preuve versée au dossier de l'audience publique tenue à l'égard du projet, laquelle peut être consultée intégralement à l'adresse Internet suivante : <https://www.neb-one.gc.ca/ll-eng/livelink.exe?func=ll&objId=661686&objAction=browse&sort=-name>

Les commentaires reçus à la suite de la publication de ce REEP ont été pris en compte par l'Office dans la préparation de son REEP définitif. Transports Canada se servira du REEP pour faire sa propre détermination afférente à l'évaluation environnementale pendant le déroulement du projet.

Tel qu'indiqué dans ce REEP, plusieurs effets environnementaux négatifs éventuels ont été relevés, notamment les effets sur les oiseaux migrateurs, les espèces répertoriées dans la liste de la *Loi sur les espèces en péril*, les terres humides et l'usage des terres à des fins traditionnelles. L'ONÉ estime que, pourvu que soient mises en œuvre les mesures d'atténuation et les procédures de protection environnementale proposées par Enbridge Bakken, ainsi que les exigences de réglementation et les conditions proposées de l'ONÉ, le projet proposé n'est pas susceptible d'entraîner des effets environnementaux négatifs importants.

TABLE DES MATIÈRES

1.0	INTRODUCTION.....	83
1.1	Aperçu du projet	83
1.2	Raison d'être du projet.....	83
1.3	Données de base et sources.....	84
2.0	PROCESSUS D'ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE (ÉE)	84
2.1	Participation du gouvernement au processus de coordination de l'ÉE.....	84
2.2	Possibilités offertes au public de participer à l'ÉE	85
2.2.1	Documents présentés à l'Office	85
2.2.2	Ébauche de la portée de l'ÉE	85
2.2.3	Audience de l'ONÉ.....	86
2.2.4	Ébauche de REEP	86
3.0	PORTÉE DE L'ÉE	86
4.0	DESCRIPTION DU PROJET	86
5.0	DESCRIPTION DE L'ENVIRONNEMENT.....	87
6.0	COMMENTAIRES DU PUBLIC.....	92
6.1	Enjeux/commentaires liés au projet qui ont été soulevés lors des consultations menées par Enbridge Bakken.....	92
6.1.1	Commentaires des groupes autochtones	93
6.1.2	Commentaires des propriétaires fonciers.....	93
6.2	Enjeux liés au projet qui ont été soulevés dans les commentaires reçus par l'ONÉ	93
6.3	Commentaires reçus par l'ONÉ concernant la documentation de son ÉE.....	95
6.3.1	Commentaires sur l'ébauche de la portée de l'ÉE.....	95
6.3.2	Commentaires sur l'ébauche de REEP	95
7.0	MÉTHODE D'ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE DE L'ONÉ	95
8.0	ANALYSE DES EFFETS ENVIRONNEMENTAUX	97
8.1	Tracé du pipeline Bakken	97
8.2	Interactions entre le projet et l'environnement	98
8.3	Analyse des effets environnementaux négatifs éventuels.....	101
8.3.1	Analyse des effets environnementaux négatifs éventuels à atténuer à l'aide de mesures courantes.....	102

8.3.2	Analyse détaillée des effets environnementaux négatifs éventuels	103
8.3.2.1	Sol et productivité du sol	103
8.3.2.2	Végétation	104
8.3.2.3	Qualité et quantité d'eau	106
8.3.2.4	Terres humides.....	107
8.3.2.5	Espèces fauniques en péril (répertoriées dans l'annexe 1 de la LEP).....	109
8.3.2.6	Espèces à statut particulier.....	110
8.3.2.7	Usage des terres et des ressources à des fins traditionnelles par les Autochtones	111
8.4	Évaluation des effets cumulatifs	113
8.5	Programme de suivi	114
8.6	Conditions proposées.....	114

9.0	CONCLUSION DE L'ONÉ	121
-----	---------------------------	-----

10.0	PERSONNE-RESSOURCE À L'ONÉ	121
------	----------------------------------	-----

ANNEXE 1 : PORTÉE DE L'ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE.....	122
---	-----

ANNEXE 2 : COMMENTAIRES SUR L'ÉBAUCHE DE REEP REÇUS PAR L'ONÉ..	125
---	-----

LISTE DES TABLEAUX

Tableau 1 : Rôle du gouvernement fédéral dans le processus mené en vertu de la LCÉE	85
Tableau 2 : Description détaillée du projet.....	86
Tableau 3 : Documents présentés à l'ONÉ	94
Tableau 4 : Définition des critères d'importance.....	96
Tableau 5 : Interactions entre le projet et l'environnement	98

LISTE DES SIGLES ET DES ABRÉVIATIONS

AF	autorité fédérale
AR	autorité responsable
Bakken LP	Enbridge Bakken Pipeline Limited Partnership
BK	borne kilométrique
CCT4	Conseil des chefs du Traité n° 4
CDC	Centre de données sur la conservation
COSEPAC	Comité sur la situation des espèces en péril au Canada
EC	Environnement Canada
ÉE	évaluation environnementale
ÉES	évaluation environnementale et socioéconomique
Enbridge Bakken	Enbridge Bakken Pipeline Company Inc.
Enbridge Westspur	Enbridge Pipelines (Westspur) Inc.
ÉRRH	évaluation des répercussions sur les richesses historiques
FDH	forage directionnel à l'horizontale
FSIN	Federation of Saskatchewan Indian Nations
ha	hectare
installations visées par l'article 52	le pipeline proposé et les emplacements de vannes de sectionnement en surface qui y sont associés entre la station de pompage proposée près de Steelman (Saskatchewan) et le terminal Cromer de Pipelines Enbridge Inc. près de Cromer (Manitoba), de même que l'exploitation proposée de la canalisation EX-02 existante
installations visées par l'article 58	la station de pompage proposée près de Steelman (Saskatchewan) et les installations proposées au terminal Cromer de Pipelines Enbridge Inc. près de Cromer (Manitoba)
ITM	Infrastructure et Transports Manitoba
LCÉE	<i>Loi canadienne sur l'évaluation environnementale</i>

LEP	<i>Loi sur les espèces en péril</i>
Loi sur l'ONÉ	<i>Loi sur l'Office national de l'énergie</i>
m	mètre
MGRHM	ministère de la Gestion des ressources hydriques du Manitoba
mm	millimètre
Motifs	Motifs de décision OH-01-2011 de l'Office national de l'énergie
MPO	Pêches et Océans Canada
MR	municipalité rurale
MTPCSS	Ministère du Tourisme, des Parcs, de la Culture et des Sports de la Saskatchewan – Direction de la conservation du patrimoine
Office ou ONÉ	Office national de l'énergie
PAR	période d'activités restreintes
PEI	Pipelines Enbridge Inc.
pipeline Bakken	le pipeline proposé dans le cadre du projet de pipeline Bakken Canada
PNCTK	Première nation Carry the Kettle
PNOM	Première nation Ocean Man
PNPRN	Première nation Pheasant Rump Nakota
PNRP	Première nation de Red Pheasant
PNS	Première nation Sakimay
PNWB	Première nation White Bear
portée	portée de l'évaluation environnementale
PPE	plan de protection de l'environnement
projet	le projet de pipeline proposé de Bakken Canada
REEP	rapport d'examen environnemental préalable
SCADA	système d'acquisition et de contrôle des données (<i>supervisory control and data acquisition</i>)

SPC	surveillance postérieure à la construction
station de pompage Bakken	la station de pompage proposée dans le cadre du projet de pipeline Bakken Canada
TC	Transports Canada
UTFT	usage des terres à des fins traditionnelles
ZÉL	zone d'étude locale
ZÉR	zone d'étude régionale
ZP	zone du projet

1.0 INTRODUCTION

1.1 Aperçu du projet

Le 17 janvier 2011, Enbridge Bakken, au nom d'Enbridge Bakken Pipeline Limited Partnership (Bakken LP), a demandé à l'Office national de l'énergie (l'ONÉ ou l'Office) l'autorisation de construire et exploiter le projet de pipeline Bakken Canada (le projet). Le projet consiste à : acquérir et exploiter la canalisation EX-02 existante de 33,7 km de long, propriété d'Enbridge Pipelines (Westspur) Inc. (Enbridge Westspur); construire et exploiter un nouvel oléoduc de 123,4 km de long – y compris une nouvelle station de pompage et d'autres installations – entre Steelman (Saskatchewan) et Cromer (Manitoba), qui serait en prolongement de la canalisation EX-02. Enbridge Bakken se propose également de désactiver le petit tronçon de la canalisation EX-02 menant au terminal Steelman d'Enbridge Westspur.

Le pipeline proposé (le pipeline Bakken) nécessiterait l'aménagement sur environ 46,1 km d'une nouvelle emprise qui n'est pas contiguë aux perturbations linéaires existantes. Tout le long du pipeline, il faudrait aménager une emprise permanente de 30 mètres (m) de large, ainsi qu'une aire de travail temporaire de 10 m, au besoin. D'autres aires de travail temporaires seraient nécessaires aux franchissements de routes, de chemins, de voies ferrées, de pipelines et de cours d'eau selon les besoins propres à ces sites, ainsi qu'en d'autres endroits pour permettre les travaux de construction du pipeline. Une infrastructure temporaire – les aires d'assemblage par exemple – serait nécessaire pour la construction et une nouvelle route d'accès permanente serait nécessaire pour la station de pompage Bakken proposée qui serait aménagée près de Steelman.

Sous réserve de l'obtention des approbations réglementaires requises, la construction de la station de pompage Bakken et des installations connexes au terminal actuellement exploité par Pipelines Enbridge Inc. (PEI) à Cromer devrait débuter au deuxième trimestre de 2012. Quant à la construction du pipeline, elle débiterait au troisième trimestre de 2012. Enbridge Bakken s'attend à ce que l'ensemble du projet soit mis en service au premier trimestre de 2013.

La section 4.0 présente une description détaillée des travaux liés au projet.

1.2 Raison d'être du projet

Le projet doit raccorder la production de pétrole brut provenant de la formation de Bakken, dans le Dakota du Nord, à la canalisation principale de PEI. Les producteurs de pétrole brut de la zone de Bakken, dans le Dakota du Nord et l'est du Montana, disposent de réserves établies ou potentielles actuellement sans accès au marché. Le pétrole brut issu du Dakota du Nord serait transporté vers les installations projetées par le biais d'un oléoduc existant, la canalisation EX-02, qui relie Berthold (Dakota du Nord) à Steelman (Saskatchewan). Le projet permettrait aux producteurs du Dakota du Nord et du Montana de raccorder leurs réserves pétrolières à la canalisation principale de PEI, accédant ainsi à des marchés du Canada comme des États-Unis.

1.3 Données de base et sources

Le présent REEP repose sur des renseignements tirés des sources suivantes :

- la demande visant le projet (Volume I – Demandes adressées à l'ONÉ, Volume II – Évaluation environnementale et socioéconomique [ÉES], Volume IIA – Annexes à l'ÉES);
- les dépôts complémentaires d'Enbridge Bakken concernant la demande visant le projet;
- les réponses aux demandes de renseignements émanant d'Enbridge Bakken et des intervenants;
- divers manuels dont fait état la demande visant le projet (p. ex., le document intitulé *Environmental Guidelines for Construction* de PEI, 2003);
- les documents déposés par le public et les parties intéressées, y compris les lettres de commentaires et les commentaires reçus à propos de l'ébauche de REEP;
- la preuve présentée lors de la partie orale de l'audience publique.

Les renseignements déposés se rapportant à la demande sont accessibles sous la rubrique « Documents de réglementation » du site Web de l'ONÉ à l'adresse www.neb-one.gc.ca. Pour se renseigner sur la façon d'obtenir ces documents, prière de communiquer avec la secrétaire de l'Office, dont les coordonnées figurent à la section 10.0 du présent rapport.

2.0 PROCESSUS D'ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE (ÉE)

Le 19 octobre 2010, Enbridge Bakken a déposé auprès de l'Office une description de projet concernant le projet proposé, mettant ainsi en branle le processus d'ÉE en vertu de la *Loi canadienne sur l'évaluation environnementale* (LCÉE). Le 17 janvier 2011, Enbridge Bakken a déposé sa demande en vertu de divers articles ou paragraphes de la *Loi sur l'Office national de l'énergie* (Loi sur l'ONÉ). Sa demande, présentée en vertu des articles 52 et 58, a pour effet de déclencher l'application du *Règlement sur les dispositions législatives et réglementaires désignées* de la LCÉE, rendant ainsi nécessaire la préparation du présent REEP.

2.1 Participation du gouvernement au processus de coordination de l'ÉE

L'ONÉ est le coordonnateur fédéral de l'évaluation environnementale pour le projet. Le 28 octobre 2010, conformément à l'article 5 du *Règlement sur la coordination par les autorités fédérales des procédures et des exigences en matière d'évaluation environnementale* pris en vertu de la LCÉE, l'Office a adressé un avis de coordination fédérale aux ministères fédéraux susceptibles d'être intéressés par le processus d'évaluation environnementale. Leurs réponses sont résumées ci-après :

Tableau 1 : Rôle du gouvernement fédéral dans le processus mené en vertu de la LCÉE

Autorités responsables (AR) [avec les éléments ayant déclenché l'application de la LCÉE]	Autorités fédérales (AF) pourvues d'informations ou de connaissances spécialisées
<p>ONÉ : articles 52 et 58 de la Loi sur l'ONÉ</p> <p>Transports Canada (TC) : paragraphe 108(4) de la Loi sur l'ONÉ (tout franchissement de cours d'eau [franchissements de pipeline et ponts] et de voie navigable)</p>	<p>Pêches et Océans Canada (MPO)</p> <p>Environnement Canada (EC)</p> <p>Ressources naturelles Canada</p> <p>Office des transports du Canada</p> <p>Santé Canada</p>

L'avis de coordination fédérale a aussi été adressé aux autorités provinciales de la Saskatchewan et du Manitoba. Le ministère de l'Environnement de la Saskatchewan et le ministère de la Gestion des ressources hydriques du Manitoba (MGRHM) ont exprimé leur intérêt à surveiller le processus d'ÉE.

La sous-section 6.2 énonce les questions soulevées ou les commentaires exprimés par les divers ministères intéressés ou en cause.

2.2 Possibilités offertes au public de participer à l'ÉE

Le 16 mars 2011, l'ONÉ a publié l'ordonnance d'audience OH-01-2011, qui expliquait le déroulement et les exigences de l'audience publique orale devant porter sur le projet. Le processus d'ÉE établi par l'ONÉ permettait au public – ainsi qu'aux autorités gouvernementales et aux groupes autochtones – de participer à l'ÉE de diverses façons, notamment en déposant des commentaires sur la portée de l'évaluation environnementale et sur la liste des questions, en déposant une lettre de commentaires, en présentant un exposé oral à l'audience ou en demandant d'obtenir le statut d'intervenant. Le rôle de participant du gouvernement a été offert aux autorités gouvernementales fédérales et provinciales pour leur permettre de participer plus activement à l'audience sans avoir à obtenir le statut d'intervenant.

2.2.1 Documents présentés à l'Office

Tout au long de l'ÉE, l'Office a reçu plusieurs documents concernant les questions liées à l'ÉE. Les principales questions soulevées sont énoncées à la sous-section 6.2.

2.2.2 Ébauche de la portée de l'ÉE

Le 14 décembre 2010, l'ONÉ sollicitait auprès des AR, des AF et des autorités provinciales intéressées leurs commentaires sur une première ébauche de la portée de l'ÉE pour le projet. Le document a également été publié ce jour-là sur le site du Registre canadien d'évaluation environnementale.

L'ébauche de la portée de l'ÉE a ensuite été jointe à l'ordonnance d'audience, formant l'annexe V, et l'ONÉ a encore une fois invité les AR, les AF, les organismes provinciaux et le grand public à lui faire part de leurs commentaires sur cette ébauche. Les parties ont été invitées à suggérer des modifications ou ajouts à l'ébauche de la portée en les déposant avant le 29 avril 2011. Les réactions reçues au sujet du document sont décrites à la sous-section 6.3.1.

2.2.3 Audience de l'ONÉ

La partie orale de l'audience publique pour le projet s'est déroulée à Regina (Saskatchewan) les 4 et 5 octobre 2011, conformément à l'ordonnance d'audience OH-01-2011.

2.2.4 Ébauche de REEP

Le 1^{er} novembre 2011, l'ONÉ a écrit aux parties intéressées pour les inviter à commenter l'ébauche de REEP. De plus, un appel aux commentaires du public sur l'ébauche a été affiché dans le site Web du Registre canadien d'évaluation environnementale. L'information relative aux commentaires reçus est présentée à la section 6.3.2.

3.0 PORTÉE DE L'ÉE

La portée de l'ÉE du projet comprend trois parties :

1. l'énoncé de la portée du projet;
2. la liste des éléments à examiner;
3. l'énoncé de la portée des éléments à examiner.

L'énoncé de la portée, déterminé par les AR de concert avec les AF et le public, constitue l'annexe 1 de ce REEP et il fournit des renseignements détaillés sur chacune de ces trois parties.

La section 4.0 qui suit explique en détail l'« énoncé de la portée du projet ».

4.0 DESCRIPTION DU PROJET

Le tableau 2 donne une description détaillée de chacune des composantes des trois étapes du projet : construction, exploitation et cessation d'exploitation.

Tableau 2 : Description détaillée du projet

Ouvrages et (ou) activités concrètes
<i>Étape de la construction – Calendrier : Sous réserve de l'obtention des approbations réglementaires requises, la construction de la station de pompage et des installations de Bakken au terminal Cromer débutera au deuxième trimestre de 2012; la construction du pipeline Bakken débutera au troisième trimestre de 2012.</i>
<ul style="list-style-type: none">▪ Construction du pipeline Bakken : nouveau pipeline de pétrole brut d'environ 123,4 km de long (105 km en Saskatchewan et 18,4 km au Manitoba) et de 406,4 mm (16 pouces) de diamètre extérieur entre la station de pompage Bakken proposée à Steelman (Saskatchewan) (subdivision NE-8-4-5 W2M) et le terminal Cromer existant de PEI à Cromer (Manitoba) (subdivision NE-17-9-28 W1M).▪ Aménagement de cinq emplacements de vannes de sectionnement en surface le long du pipeline Bakken (subdivisions NE-13-7-31 W2M, NE-20-4-2 W2M, NE-27-4-2 W2M, NW-18-4-2 W2M et SW-17-9-28 W1M) dotés d'un système de communication radio.▪ 77,3 km de l'emprise proposée sont contigus aux perturbations linéaires existantes et 46,1 km ne le sont pas.▪ L'emprise aurait généralement 40 m de largeur, dont 30 m environ formeraient l'emprise permanente et environ 10 m serviraient d'espace de travail temporaire. D'autres aires de travail temporaires seraient nécessaires aux franchissements de routes, de chemins, de voies ferrées, de pipelines et de cours d'eau, ainsi qu'en d'autres endroits préétablis.

Ouvrages et (ou) activités concrètes

- Aménagement de treize (13) franchissements de cours d'eau, dont le réservoir Alameda Ouest, le réservoir Alameda Est, la rivière Antler et les ruisseaux Auburnton, Lightning, Gainsborough, Graham, Jackson, Stony et Pipestone. Enbridge Bakken se propose de recourir au forage directionnel à l'horizontale (FDH) pour franchir le réservoir Alameda Ouest, le réservoir Alameda Est et le ruisseau Pipestone. Pour tous les autres franchissements, Enbridge Bakken se propose d'utiliser la méthode d'isolation ou la méthode à ciel ouvert.
- Construction de la station de pompage Bakken et des installations connexes (sur environ 2,7 ha) à Steelman (Saskatchewan) et d'un sas d'arrivée des racleurs au terminal Cromer de PEI.
- Une nouvelle route d'accès permanente serait nécessaire pour la station de pompage Bakken. Les chemins d'accès existants ou temporaires seraient empruntés durant la construction du pipeline Bakken.
- Désactivation de la canalisation EX-02 sur une longueur de 354,6 m entre le terminal existant d'Enbridge Westspur à Steelman et la station de pompage Bakken proposée.
- La construction comprendrait les activités suivantes : déboisement, décapage, mise en tas, terrassement, ouverture de tranchées, pose de conduites, installation d'équipement, remblayage, essais hydrostatiques (au besoin) et remise en état définitive.

Étape de l'exploitation – Calendrier : durée de vie utile du projet (date de mise en service estimative : premier trimestre de 2013)

- Transport régulier de pétrole par le pipeline Bakken et par la canalisation EX-02 sur 33,7 km
- Conduite occasionnelle de véhicules
- Fonctionnement régulier des pompes électriques à la station de pompage Bakken
- Entretien des chemins d'accès
- Lutte contre les espèces végétales nuisibles et les plantes non indigènes
- Patrouilles aériennes pour inspecter visuellement l'environnement et l'intégrité des installations
- Utilisation périodique d'outils d'inspection interne pour vérifier l'intérieur du pipeline Bakken
- Des travaux d'excavation à des fins d'entretien seraient exécutés dans l'éventualité d'un problème avéré ou soupçonné lié à l'intégrité du pipeline, à la suite de quoi le site serait réensemencé et remis en état.

Étape de la cessation d'exploitation – Calendrier : à la fin de la vie utile du projet

- Il faudrait présenter une demande aux termes de la Loi sur l'ONÉ pour cesser d'exploiter les installations; à ce moment-là, l'ONÉ évaluerait les effets environnementaux.

Aucune activité concrète n'est nécessaire le long de l'emprise de la canalisation EX-02. La canalisation EX-02 est un pipeline de pétrole brut de 33,7 km de long et de 323,9 mm (12 po) de diamètre qui part de la frontière canado-américaine (à la subdivision SE 3-1-5-W2M) et se rend jusqu'au terminal Steelman d'Enbridge Westspur. Elle représente le tronçon en terre canadienne d'un pipeline de pétrole brut long de 137,4 km qui prend son origine à Berthold, au Dakota du Nord.

5.0 DESCRIPTION DE L'ENVIRONNEMENT

La présente section décrit le contexte environnemental et socioéconomique du projet le long du pipeline Bakken, d'environ 123,4 km de longueur, et dans les environs de la station de pompage Bakken. Les points de repère connus le long du tronçon sont les bornes kilométriques (BK), qui sont utilisées pour localiser les composantes se trouvant le long de l'emprise aux fins de construction, d'exploitation et d'entretien. La BK 0,0 se trouve à la station de pompage Bakken proposée (subdivision NE-8-4-5 W2M) en Saskatchewan alors que la BK 123,4 se trouve au terminal Cromer de PEI (subdivision NE-17-9-28 W1M) au Manitoba. Les activités liées au projet au terminal Cromer seraient réalisées à l'intérieur du site industriel existant.

Géographie, occupation humaine et utilisation des terres

- Le projet ne traverse pas de terres du gouvernement fédéral ou administrées par lui, mais plutôt des terres privées à 93,7 % et des terres publiques à 6,3 % en Saskatchewan, et des terres privées à 100 % au Manitoba (soit au total des terres privées à 98,5 % et des terres publiques à 1,5 %).
- L'agriculture et l'extraction pétrolière et gazière sont les principales activités exercées le long du tracé proposé et dans l'ensemble de la région. On relève des activités de chasse aux ongulés et au gibier à plumes, mais les possibilités de piégeage et de service de pourvoirie sont limitées en raison du grand nombre de terres privées.
- Le projet se trouve dans les municipalités rurales (MR) d'Antler n° 61, Browning n° 34, Coalfields n° 4, Enniskillen n° 3, Reciprocity n° 32, Storthoaks n° 31, Moose Creek n° 33 en Saskatchewan, et dans la MR de Pipestone n° 162 au Manitoba.
- Le parc le plus proche est le parc provincial de Moose Mountain, à environ 50 km au nord du projet en Saskatchewan.
- La localité la plus proche de la station de pompage Bakken est Steelman (Saskatchewan), située à environ 3,5 km à l'est. La résidence permanente la plus proche de cette station se trouve à 525 m à l'est.

Les groupes autochtones et l'usage des terres et des ressources à des fins traditionnelles

- Enbridge Bakken, l'Office, les AR et le Bureau de gestion des grands projets ont relevé au total 28 groupes autochtones en Saskatchewan et au Manitoba susceptibles d'être touchés par le projet et qui ont été contactés par Enbridge Bakken.
- Le projet traverse la partie sud-ouest des secteurs visés par le Traité n° 2 en Saskatchewan et au Manitoba.
- Le projet traverse des territoires traditionnels revendiqués par la Première nation Carry the Kettle (PNCTK), la Première nation de Red Pheasant (PNRP), la Première nation Pheasant Rump Nakota (PNPRN), la Première nation Ocean Man (PNOM), la Première nation Sakimay (PNS) et la Première nation White Bear (PNWB). La Federation of Saskatchewan Indian Nations (FSIN) et le Conseil des chefs du Traité n° 4 (CCT4) ont également soutenu que le projet pourrait avoir des répercussions sur les territoires traditionnels de leurs premières nations membres.
- La PNCTK et la PNWB ont indiqué qu'elles continuent de pratiquer les activités liées à l'usage des terres à des fins traditionnelles (UTFT) à proximité du tracé proposé, dont la chasse, la pêche et la cueillette de végétaux pour usage traditionnel et médicinal. La PNCTK a également dit que ses membres piègent dans la zone visée par le projet.

Terrain et sols

- Le projet se situe dans les écorégions de prairie mixte humide et de tremblaie-parc de l'écozone des Prairies.
- Le projet traverse un terrain vallonné et ondulé constitué de till glaciaire, des zones planes de dépôts lacustres et des vallées de drainage associées aux franchissements de cours d'eau.

- La couche arable a généralement une profondeur moyenne de 10 à 30 centimètres. Les sols associés à l'écorégion de prairie mixte humide sont des tchernoziomes brun foncé, alors que les sols de l'écorégion de tremblaie-parc sont des tchernoziomes noirs. Des sols d'assise salins sont présents sur environ 16,6 % du tracé proposé. Les sols contenant du gravier ou à forte teneur de fragments grossiers sont présents sur environ 3,4 % du tracé proposé.
- Le projet ne rencontre pas de sites répertoriés dans l'Inventaire des sites contaminés fédéraux 2010; toutefois, environ 150 sites de déversement de produits à moins de 1 km du tronçon du tracé qui se trouve en Saskatchewan ont été répertoriés entre 1991 et 2009. Parmi les substances déversées : eau salée, pétrole, émulsions et gaz naturel.

Végétation

- Les écorégions de prairie mixte humide et de tremblaie-parc sont fortement influencées par les cultures et la production agricole. Les terres le long du tracé proposé sont des terres cultivables pour environ 59 %, des terres humides pour 13 %, des champs de foin pour 9 %, des prairies artificielles pour 8 %, des prairies modifiées pour 8 %, des terres hautes boisées pour 2 % et des prairies indigènes pour 1 %, avec de légères inclusions d'eau, de zones riveraines et de buissons.
- Des études de bureau ont établi que 113 espèces végétales, sous-espèces ou variétés pourraient se trouver dans la zone du projet. D'après les dossiers consultés, 28 de ces espèces ont déjà été relevées à moins de 10 km du projet.
- Lors des relevés des plantes réalisées pour le projet, trois espèces végétales rares (répertoriées au Centre de données sur la conservation [CDC] de la Saskatchewan) ont été observées en Saskatchewan. Aucune espèce répertoriée dans l'annexe I de la *Loi sur les espèces en péril* (LEP) par le Comité sur la situation des espèces en péril au Canada (COSEPAC) ou désignée en vertu du CDC du Manitoba n'a été observée.
- Parmi les 49 espèces de mauvaises herbes observées lors des études sur le terrain en Saskatchewan et au Manitoba, 48 sont désignées nuisibles au Manitoba et 36 en Saskatchewan.

Cours d'eau et aquifères

- Le projet est situé dans le bassin hydrographique de la rivière Souris; le pipeline Bakken franchirait 13 cours d'eau : le réservoir Alameda Ouest, le réservoir Alameda Est, la rivière Antler, les ruisseaux Auburnton, Lightning, Gainsborough, Graham, Jackson, Stony et Pipestone, et trois tributaires des ruisseaux Lightning, Gainsborough et Pipestone.
- La station de pompage Bakken ne serait pas située à moins de 30 m d'un cours d'eau.
- Tous les cours d'eau qui seraient franchis sont des tributaires de la rivière Souris. Trois des cours d'eau ont été jugés navigables par le Programme de protection des eaux navigables de Transports Canada : le réservoir Alameda Ouest, le réservoir Alameda Est et le ruisseau Pipestone.

- Le tracé proposé traverse plusieurs aquifères, constitués de sable, de gravier et de schiste, avec des concentrations d'ions sulfate et d'ions chlorure de sodium à des élévations variables, de même que des matières dissoutes totales.
- On a relevé un total de 69 puits d'eau dans la zone du projet, dont 61 puits à usage domestique et un puits à usage municipal.

Poisson et habitat du poisson

- Sur les 13 cours d'eau qui seraient franchis, 11 sont réputés être peuplés de poissons. On estime que sept de ces cours d'eau sont peuplés d'espèces de poisson propices à la pêche sportive.
- On estime que trois espèces de poisson propices à la pêche sportive (le grand brochet, le doré jaune et la perchaude) et sept espèces de poisson qui ne le sont pas (p. ex. le meunier noir et l'épinoche à cinq épines) pourraient être présentes dans les cours d'eau qui seraient franchis.
- Lors des relevés sur le terrain, on n'a relevé aucune espèce de poisson répertoriée dans l'annexe I de la LEP fédérale ou répertoriée par le COSEPAC, ni aucune espèce jugée préoccupante par les provinces.

Terres humides

- Le pipeline Bakken traverserait un habitat de terres humides d'environ 46,8 ha (372 sites de terres humides), ce qui représente environ 12,6 % de la longueur totale de l'emprise. On a relevé cinq catégories de terres humides le long du tracé proposé : Catégorie I – étang éphémère; Catégorie II – étangs temporaires; Catégorie III – étangs ou lacs saisonniers; Catégorie IV – étangs ou lacs semi-permanents; Catégorie V – étangs ou lacs permanents.
- Les terres humides traversées par le pipeline Bakken ont déjà été altérées, pour une large part, par les cultures et l'élevage. À cause du degré d'altération par l'homme, on n'a évalué la santé des terres humides que dans les catégories III à V. Sur les terres humides évaluées, 6,1 % ont été jugées « saines », 39,8 % « saines avec réserves » et 54,1 % « non saines ».
- La station de pompage Bakken est située tout près de trois milieux humides qui font 0,24 ha au total. Ces terres humides appartiennent aux catégories III, IV et V. Enbridge Bakken se propose de construire une route d'accès permanente qui traverserait le milieu humide de catégorie V.

Faune et habitat faunique (Espèces en péril répertoriées par le COSEPAC et espèces répertoriées dans les listes provinciales)

- En Saskatchewan et au Manitoba, le projet traverserait essentiellement des terres agricoles entrecoupées de nombreux milieux humides et de rares zones de prairie indigène et de forêts-parcs.
- L'aire d'ensemble du projet procure un habitat à de nombreuses espèces d'oiseaux migrants et non migrants et traverse deux sous-régions d'habitats d'oiseaux migrants, ainsi que des habitats de reproduction des canards d'importance nationale et

régionale. Au moins 15 espèces d'oiseaux répertoriées par le COSEPAC ou par les provinces à divers statuts de conservation pourraient se trouver dans l'aire du projet. Deux de ces espèces ont été observées lors des relevés sur le terrain : le bruant de Baird et le goglu des prés.

- Parmi les amphibiens et les reptiles dotés d'un statut spécial dont la présence est confirmée ou potentiellement confirmée dans l'aire du projet, on relève le crapaud des plaines, la couleuvre à nez retroussé, la couleuvre verte et la couleuvre à ventre rouge.
- Parmi les mammifères dotés d'un statut spécial dont la présence est confirmée ou potentiellement confirmée dans l'aire du projet, on relève le cerf mulot et le blaireau d'Amérique (observés lors des relevés sur le terrain), le cougar, le lynx roux, la belette à longue queue, la souris sauterelle, la souris à abajoues des plaines, le lapin à queue blanche et la musaraigne des steppes.
- En Saskatchewan, le tracé du pipeline Bakken traverse une zone de protection de l'habitat faunique entre la BK 48 et la BK 50 environ. Cet habitat est constitué d'un mélange de prairie indigène, de buissons et de tremblaies, d'une zone riveraine et d'un cours d'eau. La faune observée lors des relevés de base à cet emplacement comprenait plusieurs espèces d'oiseau.

Espèces fauniques en péril (répertoriées dans l'annexe I de la LEP)

- Le projet pourrait toucher 15 espèces fauniques – ou leur habitat – répertoriées dans l'annexe I de la LEP : la chevêche des terriers et le pluvier siffleur (en voie de disparition); le martinet ramoneur, l'engoulevent d'Amérique, la buse rouilleuse, la pie-grièche migratrice, le pic à tête rouge, le pipit de Sprague et l'hespérie du Dakota (espèces menacées); le courlis à long bec, le râle jaune, le crapaud des steppes, la grenouille léopard, la tortue hargneuse et le monarque (espèces préoccupantes).
- Lors des relevés des oiseaux, 30 pipits de Sprague ont été observés dans les zones de prairie indigène situées dans la moitié ouest de l'aire du projet. Cet habitat de prédilection pour cette espèce est constitué notamment de prairies naturelles inutilisées ou modérément utilisées qui fournissent un couvert végétal modéré, alors que les terres cultivées, les prairies artificielles et les zones arbustives denses sont généralement évitées.
- On a relevé des grenouilles léopards en 16 endroits lors des relevés des amphibiens le long du tracé proposé. Cette espèce, pour se reproduire, a besoin de petits étangs et lacs dépourvus de poissons. On n'a pas observé la présence d'activités de reproduction de la grenouille léopard lors des études sur le terrain, mais plusieurs terres humides croisées par le tracé proposé ou avoisinant ce dernier ont un potentiel d'habitat favorable à la reproduction ou à l'hivernage.
- Un courlis à long bec a été observé près de l'emprise proposée lors des études sur le terrain réalisées tôt en saison. Cette espèce préfère l'habitat des prairies naturelles et les spécimens observés dans le sud-est de la Saskatchewan sont généralement de passage le printemps plutôt que des reproducteurs. Comme le courlis à long bec n'a pas été observé lors du relevé des oiseaux chanteurs nicheurs, Enbridge Bakken a conclu qu'il est probablement une espèce de passage dans la région visée par le projet.

- Un engoulevent d'Amérique a été observé au cours des études sur le terrain. Comme cette espèce niche souvent dans les paysages perturbés, toute la zone de projet constituerait un habitat convenable.

Qualité de l'air et environnement acoustique

- La qualité de l'air dans la zone du projet est caractéristique de celle d'une région rurale qui n'est pas influencée directement par les émissions industrielles. Toutefois, la qualité de l'air y est indirectement influencée par l'activité de la centrale de production d'électricité au charbon d'Estevan, des installations pétrolières et des usines à gaz. Le tracé proposé traverserait dans sa totalité des terres agricoles et les installations pétrolières et gazières existantes. Le tracé traverse également des chemins où la qualité de l'air est fonction des émissions et de la poussière provoquées par la circulation des véhicules et les activités agricoles.
- Le bruit ambiant dans l'ensemble de la région est essentiellement causé par les activités agricoles, les installations pétrolières et gazières et le trafic ferroviaire et des véhicules.

Ressources patrimoniales, archéologiques et paléontologiques

- Une évaluation des répercussions sur les richesses historiques (ÉRRH) a été faite tout le long du tracé proposé. En Saskatchewan, huit sites archéologiques déjà répertoriés ont été relevés à moins de 1 km du projet et un nouveau site de ressources historiques – le site DhMn-79 – a été mis au jour. L'emplacement et le détail de ce site ont été consignés sur un registre des ressources archéologiques de la Saskatchewan et ils ont été soumis aux autorités de la province. Au Manitoba, aucun site archéologique déjà répertorié n'a été relevé à moins de 1 km du projet, le site le plus proche étant situé à plus de 5 km du tracé proposé. On n'a mis au jour aucun nouveau site de ressources historiques au Manitoba.

6.0 COMMENTAIRES DU PUBLIC

6.1 Enjeux/commentaires liés au projet qui ont été soulevés lors des consultations menées par Enbridge Bakken

Enbridge Bakken a consulté et contacté diverses parties intéressées et potentiellement touchées, dont des groupes autochtones, des autorités fédérales et provinciales, des municipalités régionales et le public. Ces consultations et contacts ont été réalisés à la faveur d'envois postaux, d'appels téléphoniques et de rencontres en personne. Les enjeux soulevés par le public et ces groupes ont contribué à cerner les effets négatifs éventuels du projet sur l'environnement. Les renseignements obtenus et les préoccupations soulevées par le biais de cette consultation ont été pris en compte dans l'analyse par l'Office des effets environnementaux (section 8.0).

Les MR de Antler, Browning, Coalfields et Pipestone ont envoyé des lettres d'appui au projet, qui faisaient ressortir les avantages du projet, notamment la réduction des effets du trafic de camions-citernes sur l'infrastructure locale – comme les routes et les ponts –, l'amélioration de la sécurité sur les routes, la prolongation de la durée de vie des chaussées et la réduction des coûts d'entretien des routes.

6.1.1 Commentaires des groupes autochtones

Enbridge Bakken a contacté plusieurs groupes autochtones à propos du projet, notamment la PNCTK, la PNRP, la PNPRN, la PNOM, la PNS, la PNWB, la FSIN et le CCT4. Ces groupes ont indiqué que, comme ils sont des utilisateurs des ressources à des fins traditionnelles, le projet aurait une incidence sur leur capacité à chasser, à piéger, à pêcher et à cueillir des plantes médicinales et traditionnelles. Ils se sont également montrés préoccupés par les mesures d'atténuation qui seraient mises en œuvre dans l'éventualité où des artefacts non découverts seraient mis au jour, par la dégradation des artefacts identifiés, par la préservation des plantes et de la faune, et par les répercussions du projet sur l'environnement local.

Dans une lettre envoyée le 20 septembre 2011, la PNRP demandait à l'Office de lui retirer le statut d'intervenant étant donné qu'elle n'a plus d'intérêt à l'égard du projet.

La PNOM et la PNS ont envoyé à l'Office, les 27 septembre et 4 octobre 2011 respectivement, des lettres annonçant qu'elles avaient résolu tous leurs sujets de préoccupation à l'égard du projet et qu'elles appuyaient la demande.

Au cours de l'audience, Enbridge Bakken a affirmé qu'elle s'engageait à maintenir le dialogue avec les communautés autochtones situées à proximité du projet. Cela veut dire notamment travailler de concert avec les groupes autochtones pour atténuer les effets éventuels du projet en tant que tel sur l'usage des terres et des ressources à des fins traditionnelles. L'enjeu des effets éventuels du projet sur l'usage des terres et des ressources à des fins traditionnelles par les Autochtones est traité de manière plus détaillée à la section 8.3.2.7.

6.1.2 Commentaires des propriétaires fonciers

Les propriétaires fonciers qui ont été contactés ont exprimé des préoccupations concernant les mesures de gestion des mauvaises herbes énoncées dans les plans de remise en état, les problèmes de drainage attribuables à la profondeur du couvert dans certains secteurs, l'introduction d'équipement contaminé dans les exploitations agricoles biologiques et les répercussions générales du tracé choisi sur les exploitations agricoles actuelles.

En réponse à ces commentaires, Enbridge Bakken s'est engagée vis-à-vis du propriétaire préoccupé à résoudre les questions sur la gestion des mauvaises herbes. Elle a également convenu d'augmenter la profondeur du couvert aux ouvrages de drainage propres aux sites, de modifier le tracé du pipeline pour réduire les effets éventuels du projet sur les exploitations agricoles et enfin de nettoyer l'équipement avant d'entrer dans les exploitations biologiques à partir de l'emprise.

6.2 Enjeux liés au projet qui ont été soulevés dans les commentaires reçus par l'ONÉ

Le public a saisi l'Office de plusieurs enjeux associés au projet, lesquels figurent au tableau 3. Pour consulter les documents, on vous invite à vous rendre au dossier du projet à la section « Documents de réglementation » du site Web de l'ONÉ www.neb-one.gc.ca, ou à cliquer sur les numéros d'identification du dépôt fournis. Si vous n'avez pas accès à un ordinateur, vous pouvez

obtenir des exemplaires des documents en vous adressant à la secrétaire de l'Office, dont les coordonnées figurent à la section 10.0.

Tableau 3 : Documents présentés à l'ONÉ

Nom	Sujet(s) d'intérêt	Date de remise	N° d'identification du dépôt
EC	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Oiseaux migrateurs ▪ Espèces en péril ▪ Terres humides ▪ Espèces envahissantes ▪ Remise en état ▪ Prévention, protection civile et planification de l'intervention 	17 juin 2011	A1Z8Y4
MPO	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Poisson et habitat du poisson 	30 juin 2011	A2A1V2
MGRHM	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Qualité de l'eau ▪ Compensation de l'habitat ▪ Poisson et habitat du poisson ▪ Surveillance postérieure à la construction ▪ Franchissement des cours d'eau ▪ Terres humides ▪ Espèces envahissantes ▪ Plans d'intervention en cas d'urgence 	11 juillet 2011	A2A3Y9
David Slade	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Dégradation de l'environnement 	7 juin 2011	A1Z6G3
PNCTK	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Répercussions sur les activités traditionnelles des utilisateurs des ressources (chasse, pêche, piégeage, cueillette de plantes) 	30 juin 2011	A2A1F1
FSIN	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Répercussions sur les activités traditionnelles des utilisateurs des ressources 	14 avril 2011	A1Y7S1
PNPRN	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Répercussions sur l'environnement 	29 avril 2011	A1Y9E3
CCT4	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Répercussions sur les activités traditionnelles des utilisateurs des ressources 	29 avril 2011	A1Y9E1
PNWB	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Répercussions sur les droits et intérêts des Premières nations et sur les activités traditionnelles des utilisateurs des ressources (chasse, pêche, piégeage, cueillette de plantes) 	4 octobre 2011	A2E2A8
MR d'Antler	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Réduction du trafic des camions-citernes ▪ Diminution des coûts d'entretien des routes 	28 juin 2011	A2A0Q4
MR de Browning	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Réduction du trafic des camions-citernes ▪ Augmentation de la sécurité sur les routes ▪ Diminution des coûts d'entretien des routes 	28 juin 2011	A2A0G9
MR de Coalfields	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Réduction du trafic des camions-citernes ▪ Diminution des coûts d'entretien des routes 	28 juin 2011	A2A0L8
MR de Pipestone	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Réduction du trafic des camions-citernes ▪ Augmentation de l'emploi local et des taxes municipales ▪ Diminution des coûts d'entretien des routes 	21 juin 2011	A1Z8X6

6.3 Commentaires reçus par l'ONÉ concernant la documentation de son ÉE

6.3.1 Commentaires sur l'ébauche de la portée de l'ÉE

Les seuls commentaires reçus concernant l'ébauche de la portée de l'ÉE émanent de la PNOM et de la PNS. Ces deux Premières nations ont fait part depuis de leur soutien de la demande visant le projet et elles ont demandé que leur preuve soit retirée du dossier de l'instance.

6.3.2 Commentaires sur l'ébauche de REEP

L'ONÉ a reçu des commentaires d'EC, de TC, du MGRHM, du CCT4, d'Infrastructure et Transports Manitoba (ITM) et d'Enbridge Bakken après la publication de l'ébauche de REEP. Le lecteur peut lire ces commentaires à l'adresse Internet suivante : <https://www.neb-one.gc.ca/fr/livelink.exe?func=ll&objId=539573&objAction=browse&sort=-name>.

L'annexe 2 présente un résumé des commentaires reçus, dont certains ont donné lieu à des modifications au REEP, et les raisons pour lesquelles les autres commentaires n'ont pas nécessité de changements.

En plus des modifications apportées à la suite des commentaires reçus, l'Office a apporté divers changements mineurs au texte du rapport afin d'en améliorer la clarté.

7.0 MÉTHODE D'ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE DE L'ONÉ

Pour évaluer les effets environnementaux du projet, l'ONÉ a utilisé une approche axée sur les enjeux. Dans sa description à la sous-section 8.2, l'ONÉ a relevé les interactions susceptibles de survenir entre les activités du projet proposé et les composantes environnementales avoisinantes. L'Office a également examiné les accidents et défaillances qui pourraient survenir dans le cadre du projet ainsi que tout changement que l'environnement pourrait exiger d'apporter au projet. Si aucune interaction n'était à prévoir entre le projet et une composante environnementale donnée, il n'a pas jugé nécessaire de poursuivre l'examen de cette composante. De même, il n'a pas jugé bon d'analyser plus en détail les interactions qui entraîneraient des effets positifs ou celles qui auraient des effets nuls. Dans les cas où les effets éventuels du projet étaient incertains, ils ont été inclus dans la catégorie des effets environnementaux négatifs éventuels.

La sous-section 8.3.1 donne un résumé des normes de conception et des pratiques courantes qu'Enbridge Bakken mettrait en œuvre pour atténuer l'essentiel des effets négatifs éventuels du projet sur l'environnement.

La sous-section 8.3.2 présente une analyse plus détaillée des divers effets négatifs éventuels sur l'environnement sélectionnés en fonction : des préoccupations qu'ils soulèvent dans le public; de la nécessité de recourir à des normes de conception ou des mesures d'atténuation spéciales; de l'importance relative des composantes en question dans le contexte de la demande d'Enbridge Bakken; ou des conditions proposées par l'Office pour contrer certains effets particuliers sur l'environnement. Chaque analyse de cette sous-section précise les mesures d'atténuation, les critères utilisés pour évaluer l'importance des effets (tel que défini au tableau 4 ci-dessous), les engagements pris pour surveiller les effets et l'opinion correspondante de l'Office, y compris les conditions proposées propres à des enjeux précis.

La sous-section 8.4 porte sur les effets cumulatifs et la sous-section 8.5 sur les programmes de suivi, alors que la sous-section 8.6 énumère les conditions dont l'Office propose d'assortir toute approbation réglementaire du projet, le cas échéant.

Tableau 4 : Définition des critères d'importance

Définition des critères d'importance		
Critère	Cote	Définition
Tous les critères	Incertain	Descripteur utilisé lorsqu'aucune autre cote ne s'applique en raison d'un manque d'information ou de l'incapacité à prédire l'effet.
Fréquence	Cas isolé	Se produit une seule fois durant une étape du cycle de vie du projet.
	Plusieurs fois	Se produit plusieurs fois durant une étape du cycle de vie du projet.
	Continu	Se produit tout au long d'une étape du cycle de vie du projet.
Durée	Court terme	Effet environnemental négatif dont la durée est de l'ordre de plusieurs mois et/ou est limitée à la période de construction proposée.
	Moyen terme	Effet environnemental négatif dont la durée est de l'ordre de quelques années.
	Long terme	Effet environnemental négatif qui serait évident tout au long de l'exploitation prévue du pipeline ou même après.
Réversibilité	Réversible	Effet environnemental négatif qui devrait se résorber (retour aux conditions de base) avant la fin de la vie utile du projet.
	Possible	Effet environnemental négatif qui peut ou non se résorber (retour aux conditions de base) avant la fin de la vie utile du projet.
	Irréversible	Effet environnemental négatif qui serait permanent ou ne serait réversible qu'après la fin de la vie utile du projet.
Étendue géographique	Zone du projet (ZP)	Empreinte de la construction de l'emprise permanente de 30 m et de l'espace de travail temporaire associée à la construction du pipeline Bakken, des chemins d'accès et des installations connexes (comme la station de pompage Bakken et les emplacements de vannes de sectionnement en surface).
	Zone d'étude locale (ZÉL)	Inclut la zone du projet et une zone tampon de 1 km de part et d'autre de l'emprise, ainsi qu'une zone tampon de 1,5 km autour de la station de pompage Bakken.
	Zone d'étude régionale (ZÉR)	Les quatre plus grandes localités de la région (Estevan, Oxbow, Redvers, Virden) et les sites des projets et activités régionaux passés, présents et futurs qui sont susceptibles d'interagir de façon cumulative avec le projet. En ce qui concerne l'analyse des effets liés aux gaz à effet de serre, la zone d'étude s'étend aux limites de la Saskatchewan et du Manitoba.
Ampleur	Faible	Un effet environnemental négatif aurait une incidence négligeable sur les composantes physiques (p. ex., les sols et le terrain), biophysiques (p. ex., la végétation, la faune, la pêche, la qualité de l'air) ou sociales (p. ex., la santé humaine, l'UTFT, les ressources patrimoniales, les niveaux de bruit ambiant). L'effet aurait des répercussions sur la qualité de vie de certaines personnes, mais les gens s'adaptent généralement ou s'habituent, et l'effet est largement accepté par la société.
	Modérée	L'effet environnemental négatif aurait une incidence locale sur des composantes physiques, biophysiques ou sociales. L'effet aurait des répercussions sur la qualité de vie des gens mais il est généralement accepté par la société.

Définition des critères d'importance		
Critère	Cote	Définition
	Élevée	L'effet environnemental négatif aurait une incidence régionale sur des composantes physiques, biophysiques ou sociales. L'effet aurait une incidence sur la qualité de vie des gens, causerait un stress durable et n'est généralement pas accepté par la société sauf en cas de circonstances atténuantes.
Évaluation de l'importance	Susceptible d'être important	Effets de fréquence continue, de nature irréversible, à long terme, d'étendue régionale et d'ampleur élevée.
	Pas susceptible d'être important	Tout effet négatif ne répondant pas aux critères d'un effet susceptible d'être important.

8.0 ANALYSE DES EFFETS ENVIRONNEMENTAUX

8.1 Tracé du pipeline Bakken

Enbridge Bakken affirme que le projet a été conçu de manière à réduire au minimum l'empreinte écologique en construisant l'essentiel du pipeline Bakken de manière qu'elle soit attenante à une emprise d'Enbridge Westspur, des corridors de services publics et d'autres installations existants. Les terres longeant le tracé proposé sont des terres privées à 98,5 % et des terres publiques à 1,5 %. En déterminant la portée du projet, Enbridge Bakken a examiné deux tracés de rechange.

Le premier prévoit une nouvelle canalisation de 323,9 mm (12 po) de diamètre sur une distance de 224 km, dont environ 97 km seraient en territoire canadien. Elle suivrait en parallèle le réseau de PEI au Dakota du Nord de Berthold à Minot et de Minot à Sherwood mais nécessiterait une emprise non contiguë entièrement nouvelle de Sherwood (Dakota du Nord) à Cromer (Manitoba). Quatre nouvelles stations de pompage de surcompression seraient également nécessaires ainsi qu'une nouvelle infrastructure de stockage en réservoir à Berthold et un poste de comptage pour le transfert de propriété à Cromer.

Le deuxième, qui se trouverait entièrement en territoire américain, prévoit une nouvelle canalisation de 323,9 mm (12 po) de diamètre sur une distance d'environ 497 km qui suivrait en parallèle le réseau de PEI de Berthold au Dakota du Nord à Clearbrook (Minnesota). Le pipeline serait raccordé à la canalisation principale de PEI à Clearbrook. Sept stations de surcompression seraient également nécessaires ainsi qu'une nouvelle infrastructure de stockage en réservoir à Berthold et un poste de comptage pour le transfert de propriété à Clearbrook.

Enbridge Bakken a réuni une équipe multidisciplinaire qui a examiné les options de tracé préliminaires. L'équipe a retenu les critères suivants pour établir le tracé : emprise contiguë, impact environnemental, infrastructure existante, calendrier de construction, agrandissement futur du réseau, coûts et participation des parties prenantes externes et internes.

Dans les deux cas, l'équipe a privilégié le tracé du pipeline Bakken proposé par Enbridge Bakken. Le premier tracé de rechange a été rejeté par Enbridge Bakken car il prévoyait une emprise non contiguë longue de 97 km au Manitoba et des coûts plus élevés, en plus de

nécessiter l'obtention d'un permis présidentiel qui retarderait la mise en service du pipeline d'au moins 12 mois. Enbridge Bakken a également rejeté le deuxième tracé de rechange en raison des coûts en capital plus considérables qu'il entraînerait.

Si le projet était approuvé, toute proposition de changement ou de déviation supplémentaire nécessiterait le dépôt d'une demande à l'ONÉ.

8.2 Interactions entre le projet et l'environnement

Tableau 5 : Interactions entre le projet et l'environnement

	Composante environnementale	Interaction? O/N/I	Description de l'interaction (comment, quand, où)	Type d'effet éventuel Pos./Peu prob./Nég.	Effet environnemental négatif éventuel	Atténuation précisée la sous-section :
Biophysique	Environnement physique (stabilité du terrain)	O	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Déboisement, terrassement, creusement et remblayage aux franchissements de cours d'eau 	Nég.	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Instabilité du terrain 	8.3.1
	Sol et productivité du sol	O	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Déboisement, décapage, terrassement, creusement et remblayage le long de l'emprise ▪ Construction par conditions humides ▪ Exposition des tas de terre aux intempéries ▪ Utilisation d'engins et de véhicules de construction ▪ Découverte de contamination antérieure 	Nég.	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Dissémination de la contamination antérieure ▪ Baisse de productivité du sol sur les terres agricoles attribuable aux facteurs suivants : <ul style="list-style-type: none"> ▪ mélange de couche végétale et de sous-sol (de façon générale, mais avec un sous-sol à teneur saline ou à haute teneur en gravier) ▪ compaction et orniérage ▪ érosion due à l'eau et au vent ▪ subsidence de la tranchée 	8.3.2.1
	Végétation	O	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Déboisement, décapage, construction et exploitation le long de l'emprise ▪ Utilisation d'engins et de véhicules de construction, à l'intérieur comme à l'extérieur de l'emprise ▪ Entretien de l'emprise durant l'exploitation 	Nég.	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Altération d'une végétation importante pour la faune ▪ Perte de l'habitat riverain 	8.3.1
	Qualité et quantité d'eau	O	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Déboisement, décapage, terrassement, creusement et remblayage le long de l'emprise ▪ Utilisation d'engins et de véhicules de construction dans les cours d'eau et à proximité ▪ Construction d'ouvrages de franchissement de cours d'eau en tranchées ▪ Retraits d'eau et rejets d'eau lors des essais hydrostatiques 	Nég.	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Modification du régime naturel de l'eau de surface ▪ Perturbation du débit ▪ Perturbation des sources ▪ Sédimentation des cours d'eau 	8.3.1
					<ul style="list-style-type: none"> ▪ Diminution de la qualité des eaux souterraines ▪ Diminution de la qualité des eaux de ruissellement 	8.3.2.3

Composante environnementale	Interaction? O/N/I	Description de l'interaction (comment, quand, où)	Type d'effet éventuel Pos./Peu prob./Nég.	Effet environnemental négatif éventuel	Atténuation précisée à la sous- section :
Poisson et habitat du poisson	O	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Déboisement, décapage, terrassement, creusement et remblayage le long de l'emprise ▪ Utilisation d'engins et de véhicules de construction dans les cours d'eau et à proximité ▪ Retraits d'eau et rejets d'eau lors des essais hydrostatiques ▪ Déversement accidentel de boues de forage lors des franchissements sans tranchée 	Nég.	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Altération, perturbation ou destruction de l'habitat du poisson (y compris des zones riveraines) ▪ Effets sur la santé des poissons en raison des concentrations plus élevées de sédiments en suspension (pouvant aller jusqu'à la mort) ▪ Blocage des mouvements des poissons 	8.3.1
Terres humides	O	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Déboisement, terrassement, creusement et remblayage sur les terres humides et dans les alentours ▪ Utilisation d'engins et de véhicules de construction ▪ Établissement permanent de la station de pompage Bakken et de la route d'accès 	Nég.	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Altération des terres humides (fonctions hydrologiques et qualité de l'eau) ▪ Perte de plantes rares et d'habitat faunique dans les terres humides 	8.3.2.4
Faune et habitat faunique	O	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Déboisement, terrassement, creusement et remblayage le long de l'emprise ▪ Exploitation permanente de la station de pompage Bakken ▪ Utilisation d'engins et de véhicules de construction 	Nég.	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Perte ou altération de l'habitat ▪ Perturbation sensorielle durant la construction ▪ Déplacement à long terme de la faune aux alentours de la station de pompage Bakken ▪ Mortalité de la faune ▪ Obstacles aux mouvements de la faune durant la construction 	8.3.1
Espèces fauniques en péril selon l'annexe I de la LEP fédérale	O	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Déboisement, décapage, terrassement, creusement et remblayage le long de l'emprise ▪ Utilisation d'engins et de véhicules de construction 	Nég.	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Mortalité ou perturbation sensorielle des espèces en péril durant la construction ▪ Altération de l'habitat des espèces en péril 	8.3.2.5
Espèces à statut particulier	O	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Déboisement, décapage, terrassement, creusement et remblayage le long de l'emprise ▪ Utilisation d'engins et de véhicules de construction 	Nég.	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Mortalité des oiseaux migrateurs et perturbation sensorielle durant la construction ▪ Altération de l'habitat des oiseaux migrateurs 	8.3.2.6
Qualité de l'air	O	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Utilisation d'engins et de véhicules de construction ▪ Combustion des rémanents ▪ Activités d'exploitation et d'entretien du pipeline 	Nég.	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Hausse des émissions de gaz à effet de serre et des émissions atmosphériques ▪ Augmentation de la poussière et de la fumée durant la construction 	8.3.1

	Composante environnementale	Interaction? O/N/I	Description de l'interaction (comment, quand, où)	Type d'effet éventuel Pos./Peu prob./Nég.	Effet environnemental négatif éventuel	Atténuation ou précisée à la sous- section :
Société congolaise	Occupation humaine / Exploitation des ressources	O	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Hausse de la circulation de véhicules (transport de personnel et de matériel) ▪ Déboisement, terrassement, creusement et remblayage le long de l'emprise ▪ Construction d'ouvrages de franchissement de cours d'eau en tranchée ▪ Construction de chemins et ponts temporaires et permanents ▪ Retraits d'eau et rejets d'eau lors des essais hydrostatiques 	Nég.	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Perturbation des puits d'eau ▪ Entrave à la navigation sur les voies d'eau et répercussions sur la sécurité de la navigation 	8.3.1
	Ressources patrimoniales	O	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Déboisement, terrassement et creusement le long de l'emprise 	Nég.	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Perturbation ou destruction de ressources patrimoniales, archéologiques et paléontologiques jusque-là inconnues ▪ Perturbation ou perte de ressources patrimoniales déjà répertoriées 	8.3.1
	Usage des terres et des ressources à des fins traditionnelles par les Autochtones	O	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Déboisement, terrassement, creusement et remblayage le long de l'emprise ▪ Enlèvement de la végétation indigène ▪ Construction de chemins temporaires et permanents ▪ Activités d'exploitation et d'entretien ▪ Construction d'ouvrages de franchissement de cours d'eau en tranchée 	Nég.	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Entrave à la navigation sur les voies d'eau et répercussions sur la sécurité de la navigation 	8.3.1
					<ul style="list-style-type: none"> ▪ Perte ou altération des sites d'UTFT par les Autochtones (sites d'habitation, sites de cueillette, sites sacrés) ▪ Perturbation des activités traditionnelles ou incapacité de mener ces activités 	8.3.2.7
	Bien-être social et culturel Infrastructure et services	O	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Utilisation de l'eau locale, des infrastructures de loisir et des ressources de gestion des déchets ▪ Hausse de la circulation de véhicules durant la construction ▪ Augmentation de la main-d'œuvre et des travailleurs de passage durant la construction ▪ Utilisation d'engins et de véhicules de construction 	Nég.	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Altération temporaire de la vie communautaire durant la construction ▪ Hausse temporaire et perturbation des mouvements de circulation sur les routes et les chemins ▪ Augmentation temporaire du débit des déchets vers les sites d'enfouissement régionaux durant la construction ▪ Perturbation de la disponibilité d'hébergement commercial durant la construction ▪ Modification temporaire de la capacité des services d'urgence et de protection civile en place 	8.3.1

Composante environnementale	Interaction? O/N/I	Description de l'interaction (comment, quand, où)	Type d'effet éventuel Pos./Peu prob./Nég.	Effet environnemental négatif éventuel	Atténuation précisée à la sous-section :
Santé humaine / Aspects esthétiques	O	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Bruit et émissions atmosphériques durant la construction ▪ Utilisation d'engins et de véhicules de construction ▪ Activités d'exploitation et d'entretien 	Nég.	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Effets sur la santé des résidents causés par une diminution de la qualité de l'air ▪ Incidence sur la santé des résidents liée aux effets sur les puits d'eau souterraine ▪ Effets sur la santé des résidents causés par les changements à l'environnement acoustique dus au fonctionnement de la station de pompage ▪ Modification des points de vue 	8.3.1
Accidents / Défaillances	O	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Rupture du pipeline ▪ Incendie ▪ Rejets de boues de forage durant les travaux de franchissement sans tranchée ▪ Dommages aux infrastructures appartenant à des tiers, y compris les ruptures ▪ Déversement de substances dangereuses durant la construction ▪ Accidents de transport 	Nég.	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Incendies de forêt ▪ Effets sur la santé des humains et de la faune (pouvant aller jusqu'à la mort) ▪ Contamination du sol, des eaux de ruissellement et/ou des eaux souterraines, et ses effets sur : <ul style="list-style-type: none"> ▪ la productivité du sol ▪ le poisson et l'habitat du poisson ▪ la fonction des terres humides ▪ les plantes et les communautés écologiques ▪ les activités agricoles et le bétail ▪ l'occupation humaine 	8.3.1
Effets de l'environnement sur le projet	O	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Inondations ▪ Érosion au-dessus du pipeline ▪ Soulèvement dû au gel et/ou déplacement de terrain ▪ Incendies de forêt ▪ Changement climatique 	Nég.	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Perte du couvert au-dessus du pipeline ▪ Perturbation des activités de construction ▪ Dommages à l'infrastructure, causant la contamination du sol, des eaux de ruissellement et/ou des eaux souterraines ▪ Effets sur le calendrier des activités d'entretien 	8.3.1

8.3 Analyse des effets environnementaux négatifs éventuels

Enbridge Bakken a proposé plusieurs mesures d'atténuation pour éviter ou réduire au minimum les effets éventuels du projet : éviter les effets par le choix du tracé; planifier le calendrier des activités de manière à éviter les périodes sensibles; élaborer des mesures d'atténuation pour régler des problèmes généraux et des problèmes propres aux sites; pratiquer le forage directionnel à l'horizontale (FDH) là où c'est possible; et suivre les *Énoncés opérationnels* du MPO pour le franchissement des cours d'eau.

Les mesures d'atténuation proposées par Enbridge Bakken ont procuré à l'Office une base suffisante pour évaluer les effets environnementaux négatifs éventuels du projet et pour déterminer si ces effets peuvent être atténués en toute efficacité.

Tel qu'il est indiqué à la section 7.0 du présent REEP, l'analyse des effets négatifs éventuels a été scindée en deux : la sous-section 8.3.1 – Analyse des effets environnementaux négatifs éventuels à atténuer à l'aide de mesures courantes, et la sous-section 8.3.2 – Analyse détaillée des effets environnementaux négatifs éventuels. À noter que l'opinion de l'Office est présentée pour

chacun des effets environnementaux relevés à la sous-section 8.3.2, alors que les opinions présentées à la sous-section 8.3.1 portent sur les autres effets environnementaux négatifs éventuels relevés à la sous-section 8.2. Les deux sous-sections énoncent des conditions proposées préalables aux autorisations dans l'éventualité où l'ONÉ accorderait son approbation réglementaire au projet.

Enbridge Bakken s'est engagée à procéder à la surveillance postérieure à la construction (SPC) pour évaluer la remise en état des aires perturbées, évaluer l'état d'avancement des problèmes non résolus, cerner d'éventuels nouveaux problèmes, recommander des mesures correctives et documenter les résultats de la SPC et les mesures correctives postérieures à la construction. Enbridge Bakken a proposé que la SPC ait lieu la première et la deuxième année suivant la construction en ce qui concerne les sols, la végétation et les franchissements de cours d'eau; la deuxième et la cinquième année suivant la construction en ce qui concerne les terres humides; et une année suivant la construction en ce qui concerne le bruit. En ce qui concerne le calendrier de deux ans proposé pour la SPC, l'Office n'est pas certain qu'il soit possible de déterminer le succès des travaux de remise en état dans ce délai en raison de la variabilité de l'environnement naturel. L'Office recommande une durée prolongée (de cinq ans) pour une SPC en bonne et due forme, qui est décrite plus en détail dans la condition proposée B.10 de la sous-section 8.6.

8.3.1 Analyse des effets environnementaux négatifs éventuels à atténuer à l'aide de mesures courantes

Une mesure d'atténuation courante est une spécification ou une pratique qui a été élaborée par l'industrie ou prescrite par un organisme gouvernemental, qui a été appliquée avec succès par le passé et qui répond aux attentes de l'ONÉ.

Enbridge Bakken a proposé plusieurs mesures d'atténuation courantes pour parer à la plupart des effets environnementaux négatifs éventuels et effets socioéconomiques du projet, tel que décrit au tableau 5 (voir la dernière colonne pour cerner les effets dont il est question dans la présente section). Ces mesures sont présentées dans l'ÉES et les plans de protection de l'environnement (PPE) d'Enbridge Bakken, ainsi que dans les documents qu'elle a présentés ultérieurement pour le projet.

L'Office recommande que, dans l'éventualité où il accorderait une autorisation, celle-ci soit assortie de conditions obligeant Enbridge Bakken à déposer des PPE à jour aux fins d'approbation – avant la construction – et à tenir à jour un tableau de suivi des engagements. Ces conditions visent à garantir que toutes les mesures d'atténuation proposées par Enbridge Bakken dans sa demande et ses dépôts ultérieurs, ainsi que les engagements pris par elle lors de l'audience publique orale, soient suivies, organisées, appropriées et mises à la disposition des employés sur le terrain responsables de la construction du projet. Pour une formulation plus détaillée de ces conditions, voir les conditions proposées A.1, A.2, B.1 et B.2 à la sous-section 8.6.

Enbridge Bakken a obtenu un permis de recherches archéologiques (permis 10-121) du ministère du Tourisme, des Parcs, de la Culture et des Sports, Direction de la conservation du patrimoine (MTPCSS) de la Saskatchewan et elle a effectuée une ÉRRH pour le projet du 9 au 14 juin 2010 (voir les détails à la section 5.0). Enbridge Bakken s'est engagée à présenter son ÉRRH au MTPCSS et à obtenir les lettres d'autorisation nécessaires pour le projet. Pour s'assurer qu'Enbridge Bakken obtienne tous les permis et toutes les autorisations nécessaires concernant

les ressources archéologiques et patrimoniales avant la construction, l'Office recommande que, lorsqu'une autorisation est accordée, une condition soit incluse obligeant la société à déposer auprès de lui les lettres d'autorisation reçues du MTPCSS et du ministère de la Culture, du Patrimoine et du Tourisme du Manitoba. Pour une formulation plus détaillée de cette condition, voir la Condition proposée B.8 à la sous-section 8.6.

L'ONÉ estime que si Enbridge Bakken suit les mesures de conception et les mesures d'atténuation courantes prévues dans ses dépôts, respecte les engagements qu'elle a pris lors de l'audience publique orale et fait siennes les conditions proposées énoncées à la sous-section 8.6, les effets environnementaux négatifs éventuels examinés dans la présente section ne sont pas susceptibles d'être importants.

8.3.2 Analyse détaillée des effets environnementaux négatifs éventuels

Tel qu'il est indiqué à la section 7.0, la présente sous-section présente une analyse plus détaillée de certains effets qui préoccupent le public, nécessitent des mesures de conception ou d'atténuation non courantes, ont incité l'Office à proposer des conditions propres à certains d'entre eux, ou pour lesquels l'Office a déterminé une importance relative dans le cadre de la présente demande. Pour les définitions des critères d'évaluation de l'importance des effets utilisés dans les tableaux ci-après, prière de se reporter au tableau 4, section 7.0.

8.3.2.1 Sol et productivité du sol

Effets éventuels	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Diminution de la productivité du sol sur les terres agricoles ▪ Dissémination de la contamination antérieure
Détails	<p>Le projet est susceptible d'influer sur le sol et la productivité du sol du fait du mélange de la couche végétale et du sous-sol (y compris le sous-sol à teneur saline et à haute teneur en gravier), ou de provoquer l'instabilité, la subsidence ou le bombement de la tranchée. L'Office constate également qu'entre 1991 et 2009, 150 sites de rejets de produits (comme l'eau salée, le pétrole, les émulsions et le gaz naturel) ont été répertoriés à moins de 1 km de la partie du tracé proposé qui se trouve en Saskatchewan. La présence d'un lieu contaminé durant la construction pourrait mener à la dissémination des contaminants.</p>
Mesures d'atténuation	<p>Là où les couches supérieures du sous-sol révèlent des concentrations élevées de sel, Enbridge Bakken s'est engagée à utiliser des techniques spéciales de manutention des sols, comme la récupération du sol en trois étapes, la récupération du sol en deux étapes modifiées, le décapage d'une couche de sol supplémentaire et la séparation du sous-sol salin de la couche arable. Enbridge Bakken s'est également engagée à utiliser les techniques spéciales de manutention des sols susmentionnées pour atténuer le mélange de sols dans les zones où le sous-sol renferme beaucoup de gravier.</p> <p>Enbridge Bakken a élaboré et s'est engagée à mettre en œuvre des plans d'urgence pour éviter le mélange des sols lors des opérations de récupération :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ plan d'urgence pour la manutention des sols ▪ plan d'urgence en cas d'érosion du sol ▪ plan d'urgence pour la pulvérisation de sol/gazon ▪ plan d'urgence en cas de sol détrempé/dégelé ▪ plan d'urgence en cas de sol gelé <p>Enbridge Bakken a également élaboré un plan d'identification et de stockage temporaire des sols contaminés qu'elle mettrait en œuvre dans l'éventualité où une contamination antérieure était mise au jour durant la construction.</p>

	En ce qui concerne le potentiel de subsidence du sol ou de la formation de bombements le long de la tranchée, Enbridge Bakken a estimé que 90 % des déblais peuvent être retournés dans la tranchée par l'effet de la compaction avec l'équipement lourd. Elle a proposé des mesures correctives particulières pour atténuer les parties de l'emprise révélant un affaissement de la tranchée.				
Surveillance	<p>Lors de la mise en œuvre du programme de SPC, la surveillance du sol serait réalisée aux sites longeant l'emprise qui présentent des problèmes et où des problèmes de remise en état ont été évoqués lors de la consultation des propriétaires fonciers, dans les rapports d'exploitation et d'entretien ou lors d'opérations de reconnaissance aérienne et terrestre. Parmi les critères de qualité du sol retenus, il y aurait l'observation visuelle de l'état du sol de surface et de la qualité/quantité de la végétation dans l'emprise par rapport aux terres intactes avoisinantes. Parmi les critères déterminant la capacité du paysage, mentionnons la facilité de déplacement du matériel agricole, le drainage du site, les cas de subsidence ou de fissures de tension et la teneur en pierre ou en roc de la surface.</p> <p>Si cette évaluation permettait de constater des problèmes, Enbridge Bakken a indiqué qu'elle mettrait toutes ses énergies pour mettre en œuvre les mesures d'atténuation dès que cela serait possible. Les problèmes qui ne peuvent pas être atténués dans l'immédiat seraient documentés en vue de la surveillance de l'atténuation et du suivi dès que les conditions le permettraient.</p>				
Opinion de l'Office	L'Office prend acte de l'engagement d'Enbridge Bakken de mettre en œuvre un plan d'identification et de stockage temporaire des sols contaminés, dans l'éventualité où une contamination antérieure était mise au jour durant la construction. L'Office prend acte en outre de son engagement de soulager les préoccupations à l'égard de la productivité du sol, comme en font foi les mesures décrites dans sa demande et les documents déposés ultérieurement, ses PPE et la surveillance du sol lors de la mise en œuvre du programme de SPC. Tel qu'il est mentionné à la sous-section 8.3, l'Office recommande qu'Enbridge Bakken prolonge son programme de SPC de deux à cinq ans suivant la construction et que les rapports de SPC soient déposés auprès de l'Office. L'Office compte que parmi les documents déposés, il y ait une évaluation des problèmes liés aux sols observés. Pour plus de détails, voir la condition proposée B.10 à la sous-section 8.6.				
Évaluation de l'importance	Fréquence	Durée	Réversibilité	Étendue géographique	Ampleur
	Plusieurs fois	De court terme à moyen terme	Réversible	ZP	Modérée
	Effets négatifs				
	N'est pas susceptible de causer des effets environnementaux négatifs importants.				

8.3.2.2 Végétation

Effets éventuels	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Perte ou altération de végétation indigène, de communautés écologiques rares et de plantes rares ▪ Introduction et propagation de mauvaises herbes non indigènes ou envahissantes
Détails	<p>La végétation indigène et les plantes rares peuvent subir des effets négatifs lors de la construction, de l'exploitation et de l'entretien du projet proposé. Les mauvaises herbes non indigènes et envahissantes sont susceptibles de s'installer et de faire concurrence à la végétation indigène et aux cultures agricoles, perturbant ainsi les efforts de revégétalisation.</p> <p>L'Office a demandé plus de renseignements sur les plans d'atténuation concernant la protection de trois espèces de plantes rares figurant sur la liste du CDC de la Saskatchewan et qui ont été relevées sur le tracé du pipeline Bakken. En ce qui regarde la méthode d'analyse des plantes rares, EC a exprimé des préoccupations à l'égard de l'aire dans laquelle Enbridge Bakken a mené ses analyses (35 m de part et d'autre de l'emprise). EC a recommandé une aire d'étude de 300 m par rapport aux aires perturbées, là où pourraient se trouver des plantes répertoriées dans</p>

	<p>la LEP ou par le COSEPAC. EC a indiqué que de l'herbe aux bisons (espèce répertoriée à l'annexe I de la LEP) pourrait se trouver dans la zone de projet et a recommandé qu'il n'y ait pas de construction ou qu'une marge de recul de 300 m soit respectée.</p> <p>Le MGRHM a exprimé des préoccupations à l'égard de la végétation en zone riveraine, et recommandé qu'Enbridge Bakken maintienne une zone de végétation indigène intacte de 30 m de large sur les terres qui jouxtent les cours d'eau.</p> <p>L'Office a pris acte des préoccupations exprimées concernant la gestion des mauvaises herbes en raison du nombre élevé de mauvaises herbes nuisibles observées durant les études sur le terrain le long de l'emprise proposée. Au cours de la partie orale de l'audience, l'Office a demandé des précisions à Enbridge Bakken concernant ses plans de gestion des mauvaises herbes durant et après la construction.</p>
Mesures d'atténuation	<p>Enbridge Bakken s'est engagée à :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ mettre en œuvre un plan d'urgence en cas de mise au jour d'une espèce végétale préoccupante; ▪ récupérer et transplanter les arbustes et les plantes rares sauf celles qui sont répertoriées à l'annexe I de la LEP, en suivant un plan de récupération et de transplantation de plantes vivantes; ▪ élaborer des plans d'atténuation propres aux sites pour les plantes rares découvertes lors des études sur le terrain; ▪ rétablir la végétation indigène le long des zones perturbées de l'emprise proposée en ensemençant au moyen d'espèces indigènes des aires non humides perturbées et en plantant des boutures de saules vivantes là où c'est nécessaire pour assurer la stabilité des rives; ▪ permettre que les terres humides et les zones riveraines se revégétalisent naturellement là où l'érosion ne risque pas de se produire; ▪ mettre en œuvre un plan de gestion de la végétation; ▪ mener une enquête sur les mauvaises herbes avant la construction et en incorporer les résultats dans un PPE du pipeline mis à jour et dans son plan de gestion de la végétation; ▪ nettoyer tout le matériel de construction avant son arrivée aux chantiers et limiter le nombre de passages dans les zones infestées de mauvaises herbes; ▪ nettoyer le matériel ayant servi au déboisement ou au décapage et à la manutention de la couche arable aux endroits infestés de mauvaises herbes nuisibles avant de passer à la prochaine parcelle de terre; ▪ surveiller les tas de terre végétale pour empêcher la croissance de mauvaises herbes et les traiter au besoin.
Surveillance	<p>Le programme de SPC d'Enbridge Bakken établirait l'état d'avancement des questions non résolues concernant la végétation, notamment le faible reverdissement et la croissance des mauvaises herbes. Parmi les critères de succès de la remise en état, mentionnons : la composition des espèces végétales, le pourcentage de rétablissement du couvert, la densité et la hauteur des plantes. Si la surveillance révèle des problèmes liés à la remise en état, les surveillants de l'environnement d'Enbridge Bakken avertiraient ses inspecteurs de l'environnement et travailleraient de concert avec eux pour mettre au point des mesures correctives.</p>
Opinion de l'ONÉ	<p>L'Office prend acte des mesures d'atténuation propres au projet proposées par Enbridge Bakken en ce qui concerne les mauvaises herbes et plantes rares dans sa demande, dans les documents déposés ultérieurement et dans les engagements cités plus haut. L'Office constate toutefois que son PPE pour la construction du pipeline ne comporte pas de plan de gestion des mauvaises herbes spécifique. L'Office constate également l'abondance de mauvaises herbes nuisibles le long de l'emprise, alors qu'une bonne partie des terres longeant le tracé sert à l'agriculture et qu'elle risque d'être infestée de mauvaises herbes encore davantage. En conséquence, l'Office estime nécessaire d'établir un plan destiné à réduire ces effets au minimum le long de l'emprise. Dans l'éventualité où le projet était approuvé, l'Office recommande qu'Enbridge Bakken soit tenue d'élaborer et de déposer un plan de gestion détaillé des mauvaises herbes (voir la condition proposée B.7 à la sous-section 8.6).</p>

	<p>L'Office prend acte des préoccupations exprimées par EC au sujet de la présence éventuelle d'herbe aux bisons dans la zone de projet. Il constate qu' Enbridge Bakken s'est engagée à mettre en œuvre les mesures d'atténuation appropriées énoncées dans le plan d'urgence en cas de découverte d'espèces végétales préoccupantes intégré à son ébauche de PPE relatif au pipeline. Si de l'herbe aux bisons, ou toute autre espèce de plante rare répertoriée dans l'annexe I de LEP, est observée à moins de 300 m de l'emprise au cours des études préalables à la construction, l'Office enjoint à Enbridge Bakken de consulter EC au sujet des mesures d'atténuation qui conviennent. Tel qu'il est indiqué à la sous-section 8.3, l'Office recommande aussi qu'Enbridge Bakken prolonge son programme de SPC de deux à cinq ans suivant la construction et que les rapports de SPC soient déposés auprès de lui. L'Office s'attend à ce que les documents déposés comprennent une évaluation des problèmes liés à la végétation. Pour plus de détails, voir la condition proposée B.10 à la sous-section 8.6.</p>				
Évaluation de l'importance	Fréquence	Durée	Réversibilité	Étendue géographique	Ampleur
	Cas isolé	De court terme à long terme	Réversible	ZP	De faible à modérée
	<p>Effets négatifs</p> <p>N'est pas susceptible de causer des effets environnementaux négatifs importants.</p>				

8.3.2.3 Qualité et quantité d'eau

Effets éventuels	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Diminution de la qualité des eaux de ruissellement ▪ Diminution de la qualité des eaux souterraines
Détails	<p>La qualité et la quantité d'eau pourraient diminuer en raison de l'exploitation du projet (rejets ou déversements), des activités de construction dans les terres humides et aux franchissements de cours d'eau, et des activités de retrait et d'évacuation d'eau pour les essais hydrostatiques. Dans sa lettre de commentaires, le MGRHM a exprimé ses préoccupations à l'égard de la qualité de l'eau associées à la construction du projet, et il a inclus une liste de recommandations et une liste des permis et autorisations du Manitoba qui sont nécessaires relativement à la protection des ressources hydriques. En ce qui concerne la qualité et la quantité d'eau, le MGRHM recommandait à Enbridge Bakken de s'engager à conclure une entente de compensation de l'habitat avec le MGRHM; d'élaborer un programme de SPC; de consulter le MGRHM avant de commencer les travaux de franchissement de cours d'eau; d'établir des aires de protection tampons des zones riveraines; et fournir au MGRHM des exemplaires de la version définitive du PPE, du plan de franchissement de cours d'eau et du programme de SPC.</p> <p>Plusieurs parties (EC, le MGRHM, la PNWB et le CCT4) ont exprimé leurs préoccupations concernant la protection des ressources d'eaux souterraines et les mesures d'urgence à instaurer dans l'éventualité d'un rejet ou d'un déversement de pétrole émanant du pipeline ou d'une installation. EC a recommandé que tous les plans d'urgence en cas de déversement et plans d'intervention d'urgence liés au projet soient conformes aux exigences de l'Association canadienne de normalisation (CSA) et qu'ils soient soumis à l'examen des organismes de réglementation. Le MGRHM ajoutait des recommandations à inclure dans le plan d'intervention d'urgence visant particulièrement la protection des aquifères et des cours d'eau et la notification des municipalités susceptibles d'être touchées.</p> <p>Enbridge Bakken a proposé de franchir le réservoir Alameda Ouest, le réservoir Alameda Est et le ruisseau Pipestone à l'aide des méthodes de FDH. Elle n'a toutefois pas proposé de méthodes de franchissement en cas d'urgence pour ces cours d'eau.</p>
Mesures d'atténuation	<p>Enbridge Bakken s'est engagée à mettre en œuvre les plans et mesures suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ plan d'urgence en cas de déversement ▪ plan en cas d'inondation et de débit exceptionnel ▪ plan d'urgence en cas d'érosion du sol

	<ul style="list-style-type: none">▪ plan en cas d'envasement d'un cours d'eau▪ méthodes de forage directionnel▪ plan d'urgence en cas de rejets de boues de forage dans un cours d'eau <p>Enbridge Bakken s'est engagée à mettre en place les mesures de prévention des déversements suivantes :</p> <ul style="list-style-type: none">▪ vannes de sectionnement commandées par un système d'acquisition et de contrôle des données (SCADA) installées en des endroits stratégiques le long du pipeline Bakken;▪ respect des devis techniques et utilisation de tubes à paroi épaisse aux franchissements des routes et des voies ferrées;▪ surveillance et entretien réguliers et proactifs du pipeline;▪ mise en œuvre des mesures et méthodes de prévention des déversements de PEI <p>Dans l'éventualité d'un déversement, Enbridge Bakken mettrait en œuvre la section du manuel d'exploitation et d'entretien de PEI (<i>Operations and Maintenance Procedures Manual</i>) intitulée <i>Book 7: Emergency Response</i>, ainsi qu'un plan d'intervention en cas de déversement propre au projet.</p>										
Surveillance	Le programme de SPC d'Enbridge Bakken évaluerait les franchissements de cours d'eau pour voir s'il y a lieu de remettre les berges en état (revégétalisation, stabilité) et vérifier le rendement des structures de limitation du ruissellement, s'il y en a. Si la surveillance révélait l'existence d'un problème de remise en état, les surveillants de l'environnement d'Enbridge Bakken avertiraient ses inspecteurs de l'environnement et travailleraient de concert avec eux pour mettre au point des mesures correctives.										
Opinion de l'ONÉ	L'Office prend acte de l'engagement d'Enbridge Bakken à l'égard des mesures de prévention des déversements et des mesures d'atténuation dont font état sa demande et son PPE, et il prend acte de l'élaboration d'un manuel de protection civile et d'intervention en cas d'urgence propre au projet. Pour s'assurer que les modifications à apporter éventuellement aux franchissements proposés à l'aide de la méthode de FDH feront l'objet de consultations appropriées et que les mesures d'atténuation seront mises à jour, l'Office recommande que, dans l'éventualité où le projet était approuvé, Enbridge Bakken soit tenue de déposer, avant d'entreprendre les travaux de franchissement, une description détaillée de ces modifications, une mise à jour des mesures d'atténuation et la preuve de l'existence de consultation des autorités fédérales et provinciales compétentes. Pour plus de détails, voir la condition proposée B.3 à la sous-section 8.6.										
Évaluation de l'importance	<table><tr><td>Fréquence</td><td>Durée</td><td>Réversibilité</td><td>Étendue géographique</td><td>Ampleur</td></tr><tr><td>Plusieurs fois</td><td>Moyen terme</td><td>Possible</td><td>ZÉL</td><td>Modérée</td></tr></table> <p>Effets négatifs</p> <p>N'est pas susceptible de causer des effets environnementaux négatifs importants.</p>	Fréquence	Durée	Réversibilité	Étendue géographique	Ampleur	Plusieurs fois	Moyen terme	Possible	ZÉL	Modérée
Fréquence	Durée	Réversibilité	Étendue géographique	Ampleur							
Plusieurs fois	Moyen terme	Possible	ZÉL	Modérée							

8.3.2.4 Terres humides

Effets éventuels	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Altération des terres humides (des fonctions hydrologiques et de la qualité de l'eau) ▪ Perte de plantes rares et d'habitat faunique dans les terres humides
Détails	<p>Les activités de construction, d'exploitation et d'entretien liées au projet proposé sont susceptibles d'avoir des effets négatifs sur les terres humides. Le projet risque de perturber leur fonction hydrologique et la qualité de l'eau ainsi que d'entraîner la perte de plantes rares et d'habitat faunique dans les terres humides.</p> <p>Le pipeline Bakken aurait une incidence sur 372 milieux humides, dont la plupart ont déjà été altérés ou perturbés par l'activité humaine. Ces milieux humides sont les principaux sites à abriter la végétation indigène qui reste le long de l'emprise et ils procurent un habitat faunique important dans ce paysage extrêmement fragmenté qui accueillerait le projet.</p>

	<p>Deux milieux humides jouxtant la station de pompage Bakken seraient touchés : ils seraient altérés de manière permanente par la construction de la route d'accès.</p> <p>EC et le MGRHM ont tous deux recommandé qu'Enbridge Bakken adopte le principe d'aucune perte nette pour l'atténuation des terres humides dans le respect de leur politique respective sur les terres humides, y compris restauration des terres humides dégradées et l'élaboration d'un programme de compensation prévoyant des ratios de restauration de l'habitat consentis mutuellement.</p>
Mesures d'atténuation	<p>Enbridge Bakken s'est engagée à :</p> <ul style="list-style-type: none"> ▪ mener, avant la construction, un relevé des terres humides par où passe le pipeline Bakken; ▪ planifier la construction de manière à éviter les niveaux des hautes eaux, à signaler les limites des terres humides et à réduire au minimum la perturbation des végétaux et des sols; ▪ utiliser des engins à voie large ou de l'équipement ordinaire fonctionnant sur des tapis biodégradables lors de l'exécution de travaux sur sols saturés en dehors de la période de gel, afin d'éviter la compaction; ▪ limiter l'accès aux terres humides dans la mesure du possible en aménageant une déviation autour des terres humides ou en construisant une rampe faite de matériau extrait du sous-sol, à condition qu'elle soit approuvée par les autorités de réglementation compétentes; ▪ enlever des endroits pourvus de sols minéraux tous les tapis et rampes utilisés pour travailler et circuler sur les terres humides et toutes les rampes d'accès aux bancs d'emprunt, afin de ne pas entraver la restauration des écoulements naturels; ▪ restreindre autant que possible le travaux de terrassement dans le voisinage immédiat des terres humides et éviter les travaux de terrassement à l'intérieur de la zone tampon de végétation intacte dans le voisinage immédiat des terres humides; ▪ si des travaux de terrassement à l'intérieur de la zone tampon des terres humides se révélaient nécessaires, installer des barrières temporaires contre les sédiments pour empêcher ceux-ci de s'infiltrer dans les terres humides; ▪ s'abstenir d'évacuer l'eau des terres humides (p. ex., pour l'installation de la route d'accès permanente à la station de pompage Bakken) à moins d'autorisation de la part de l'organisme de réglementation provincial; ▪ diriger la terre extraite des travaux de terrassement loin des terres humides; ▪ permettre la revégétalisation naturelle et pratiquer le tuteurage des saules autour du périmètre des terres humides; ▪ élaborer un plan de compensation des terres humides en collaboration avec un organisme de conservation partenaire (Canards Illimités par exemple) pour la restauration des terres humides visées par la construction de la station de pompage Bakken et des installations connexes; ▪ mettre en œuvre un plan de restauration et de compensation des terres humides prévoyant des ratios de compensation adéquats, en consultation avec les autorités fédérales et provinciales compétentes, pour toutes les terres humides longeant le pipeline Bakken et où la fonction des terres humides n'a pas été entièrement restaurée au terme du programme quinquennal de SPC.
Surveillance	<p>Enbridge Bakken a proposé de surveiller le rétablissement des terres humides pour une durée allant jusqu'à cinq ans après la construction. Si le programme de SPC d'Enbridge Bakken établit que la remise en état des terres humides n'a pas été réalisée de façon efficace et qu'il semble y avoir une perte de l'habitat ou de la fonction des terres humides, un programme de compensation des terres humides serait alors mis en œuvre en consultation avec EC et les autorités provinciales compétentes.</p>
Opinion de l'ONÉ	<p>L'Office prend acte de l'engagement d'Enbridge Bakken à mener, avant la construction, un relevé des terres humides longeant l'emprise. L'Office constate que le PPE ne fait pas mention des méthodes de franchissement ni des mesures d'atténuation applicables aux terres humides. C'est pourquoi l'Office recommande que, si le projet était approuvé, Enbridge Bakken soit tenue de déposer les résultats du relevé et de mettre en œuvre des mesures d'atténuation des terres humides appropriées durant la construction (voir les conditions proposées B.2 c) et B.6 à la sous-section 8.6).</p>

	<p>Eu égard à l'engagement pris par Enbridge Bakken à compenser la perte de terres humides à la station de pompage Bakken proposée, l'Office recommande également que, si le projet était approuvé, Enbridge Bakken soit tenue d'inclure un plan de remise en état des terres humides dans le PPE et de déposer un plan de compensation des terres humides en consultation avec les autorités fédérales et provinciales compétentes (voir les conditions proposées A.2 b) et A.3 à la sous-section 8.6).</p> <p>L'Office prend acte de l'engagement d'Enbridge Bakken à surveiller les terres humides durant l'application du programme de SPC. Si celui-ci établit que la remise en état des terres humides n'a pas été réalisée de façon efficace et qu'il semble y avoir une perte de l'habitat ou de la fonction des terres humides, Enbridge Bakken a affirmé qu'elle envisagerait une compensation en consultation avec les autorités fédérales et provinciales. Dans l'éventualité où la remise en état ne soit pas réalisée, l'Office recommande donc que, si le projet était approuvé, Enbridge Bakken soit tenue de soumettre un plan de restauration/compensation des terres humides en consultation avec les autorités fédérales et provinciales, y compris le MGRHM (voir la condition proposée B.11 à la sous-section 8.6).</p>				
Évaluation de l'importance	Fréquence	Durée	Réversibilité	Étendue géographique	Ampleur
	Plusieurs fois	De court terme à long terme	Possible	ZÉL	Modérée
	Effets négatifs				
	N'est pas susceptible de causer des effets environnementaux négatifs importants.				

8.3.2.5 Espèces fauniques en péril (répertoriées dans l'annexe 1 de la LEP)

Effets éventuels	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Mortalité et perturbation sensorielle des espèces en péril durant la construction ▪ Altération de l'habitat des espèces en péril
Détails	<p>On relève 15 espèces fauniques répertoriées dans l'annexe 1 de la LEP qui ont leur habitat dans l'ensemble de la ZÉL. Parmi ces espèces, on compte dix oiseaux, deux amphibiens, un reptile et deux arthropodes qui sont principalement tributaires des habitats des terres humides et des prairies. Deux de ces espèces, le pipit de Sprague (menacée) et la grenouille léopard (au statut préoccupant) ont été observées en plusieurs endroits le long du tracé du pipeline.</p> <p>Dans sa demande, Enbridge Bakken estime que, durant la construction et l'exploitation du pipeline Bakken, 10,7 % du tracé renfermant un habitat de faune terrestre adéquat et 12,6 % du tracé renfermant un habitat de terres humides seront altérés ou perdus. Le déboisement le long du tracé et aux aires de travail aurait pour effet de diminuer temporairement la disponibilité de fourrage et la possibilité de nidifier. L'altération temporaire des terres humides peut nuire aux possibilités de reproduction et d'hivernage de la faune amphibienne et aviaire.</p> <p>L'Office et EC ont demandé des précisions sur les plans d'Enbridge Bakken concernant la protection des espèces répertoriées dans la LEP. Dans les terres humides où la grenouille léopard hiverne ou se reproduit, EC a recommandé qu'une marge de recul de 400 m soit observée. Dans les terres humides où la grenouille léopard est présente, EC a recommandé que la construction du pipeline soit évitée. Là où il existe un habitat potentiel du pipit de Sprague, EC a recommandé qu'aucune activité de destruction de l'habitat ne soit pratiquée entre le 15 avril et le 31 août.</p> <p>EC a également exprimé des doutes quant aux effets éventuels du projet sur d'autres espèces, y compris les plantes, les arthropodes et les oiseaux répertoriés dans l'annexe 1 de la LEP, dont Enbridge Bakken n'a pas fait état dans son ÉES. EC a recommandé qu'Enbridge Bakken respecte les marges de recul nécessaires et élabore des mesures d'atténuation propres aux sites afin d'éviter ou d'amoindrir ces effets éventuels.</p>

Mesures d'atténuation	Enbridge Bakken s'est engagée à : <ul style="list-style-type: none">▪ mettre en œuvre un plan d'urgence en cas de découverte d'espèces fauniques préoccupantes;▪ mener, avant la construction, des relevés de la faune et mettre en place d'autres mesures d'atténuation pour les espèces en péril, dont la grenouille léopard et le pipit de Sprague, qu'elle inclurait dans un PPE mis à jour avant la construction;▪ mettre en œuvre des mesures d'atténuation pour la grenouille léopard, notamment en isolant la tranchée à l'aide de clôtures ou de rideaux anti-érosion, en déménageant les grenouilles piégées dans la tranchée vers les étangs avoisinants et en l'évitant carrément;▪ mener, avant la construction, des relevés et mettre en œuvre des mesures d'atténuation supplémentaires pour le pipit de Sprague et d'autres espèces dont la saison de nidification s'étend au-delà de la période d'activités restreintes (PAR) établie pour les oiseaux migrateurs, soit jusqu'au 31 août;▪ dans le cadre des activités de remise en état, restaurer les profils des terres humides avant la construction, de même que la végétation arbustive le long des terres humides et dans les zones riveraines;▪ surveiller avant la construction l'existence d'autres espèces en péril, notamment le monarque et l'hespérie du Dakota, dans leurs habitats de prédilection.				
Opinion de l'ONÉ	L'Office reconnaît que le projet pourrait perturber les espèces répertoriées dans la LEP. Il prend acte des mesures d'atténuation énoncées par Enbridge Bakken dans sa demande, dans les documents déposés ultérieurement et dans le PPE, et il prend acte aussi de son engagement à réaliser des relevés de la faune avant la construction. Compte tenu toutefois du statut du pipit de Sprague, de la grenouille léopard et d'autres espèces répertoriées dans la LEP éventuellement présentes, l'Office estime nécessaire que d'autres mesures d'atténuation soient élaborées en consultation avec les autorités fédérales et provinciales compétentes. En conséquence, l'Office recommande que, dans l'éventualité où le projet était approuvé, Enbridge Bakken soit tenue de déposer les méthodes employées pour les relevés à mener avant la construction ainsi que les résultats des relevés et les plans d'atténuation des effets sur les espèces fauniques répertoriées dans la LEP (voir les conditions proposées B.4 et B.5 à la sous-section 8.6).				
Évaluation de l'importance	Fréquence	Durée	Réversibilité	Étendue géographique	Ampleur
	Cas isolé	De court terme à moyen terme	Possible	De ZÉL à ZÉR	Modérée
	Effets négatifs				
	N'est pas susceptible de causer des effets environnementaux négatifs importants.				

8.3.2.6 Espèces à statut particulier

Effets éventuels	<ul style="list-style-type: none"> ▪ Mortalité d'oiseaux migrateurs et perturbation sensorielle durant la construction ▪ Altération de l'habitat des oiseaux migrateurs
Détails	<p>Le projet traverse deux sous-régions renfermant des habitats d'oiseaux migrateurs et d'importants habitats de reproduction des canards. On compte 15 espèces d'oiseaux répertoriées dans les listes des gouvernements fédéral et provinciaux dont l'habitat se trouve dans l'ensemble de la ZÉL. Deux de ces espèces, le bruant de Baird (espèce en péril selon le CDC du Manitoba) et le goglu des prés (espèce menacée selon le COSEPAC), ont été observées en plusieurs endroits le long du tracé du pipeline. Le bruant de Baird préfère nidifier dans les prairies légèrement pâturées ou non pâturées alors que le goglu des prés préfère les prairies de fauche. EC a fait remarquer que ces deux espèces ont un habitat potentiel le long du tracé du pipeline.</p> <p>Pour protéger l'habitat de nidification des oiseaux migrateurs, EC a recommandé qu'Enbridge Bakken évite toutes les activités de destruction de l'habitat (construction, fauchage, déboisement, creusement de tranchées et remise en état, par exemple) entre le 15 avril et le 31 juillet. Aux endroits où le goglu des prés ou d'autres espèces répertoriées par le COSEPAC pourraient nicher</p>

	<p>au mois d'août, EC a recommandé que la période susmentionnée soit prolongée jusqu'au 31 août. Dans les terres humides propices à la reproduction des oiseaux migrateurs, EC a recommandé d'éviter les activités susmentionnées entre le 1^{er} avril et le 31 août.</p> <p>Pour réduire au minimum la perturbation sensorielle, EC a recommandé que toutes les structures verticales en surface soient peintes d'une couleur qui se fonde dans le paysage durant la saison de reproduction. Dans sa réponse à cette recommandation, Enbridge Bakken a indiqué que les structures en surface seraient peintes de couleurs vives et bien visibles puisque les structures seraient situées dans des champs agricoles en activité.</p>				
Mesures d'atténuation	<p>Enbridge Bakken s'est engagée à :</p> <ul style="list-style-type: none">▪ éviter autant que possible les activités de déboisement et de construction durant la saison de nidification des oiseaux migrateurs;▪ dans l'éventualité où les activités de construction et/ou de déboisement surviendraient durant la PAR établie pour les oiseaux migrateurs (du 15 avril au 31 juillet), entreprendre un relevé des espèces aviaires avant la construction pour s'assurer qu'aucun nid ne soit détruit ou perturbé par les activités de construction;▪ dans le cas d'espèces en péril et d'espèces répertoriées par le COSEPAC dont la saison de nidification s'étend au-delà de la PAR, soit jusqu'au 31 août, mener des relevés sur les nids en faisant appel aux méthodes approuvées par EC, sept jours avant le début de la construction, dans les habitats et terres humides convenables;▪ éviter la construction à moins de 400 m d'un lek confirmé du tétras à queue fine durant la PAR, qui court du 15 mars au 15 mai en Saskatchewan.				
Opinion de l'ONÉ	<p>L'Office reconnaît que le projet est susceptible de perturber les oiseaux protégés par la <i>Loi sur la Convention concernant les oiseaux migrateurs</i> et les lois provinciales, ainsi que d'autres espèces fauniques à statut particulier.</p> <p>L'Office prend acte de l'engagement d'Enbridge Bakken à mener des relevés avant la construction dans l'éventualité où les activités de construction et/ou de déboisement surviendraient durant la PAR. Pour vérifier si l'habitat des espèces protégées est effectivement protégé et pour confirmer l'existence de consultations suffisantes avec EC et les autorités provinciales en ce concerne l'atténuation, l'Office recommande que, dans l'éventualité où le projet serait approuvé, Enbridge Bakken soit tenue de déposer les résultats des relevés préalables à la construction, les mesures d'atténuation qui en résulteraient et la preuve des consultations sur l'atténuation. Pour plus de détails, voir les conditions proposées A.4 et B.9 à la sous-section 8.6.</p>				
Évaluation de l'importance	Fréquence	Durée	Réversibilité	Étendue géographique	Ampleur
	Cas isolé	De court terme à long terme	Possible	De ZÉL à ZÉR	De faible à modérée
	Effets négatifs				
	N'est pas susceptible de causer des effets environnementaux négatifs importants.				

8.3.2.7 Usage des terres et des ressources à des fins traditionnelles par les Autochtones

Effet(s) éventuel(s)	<ul style="list-style-type: none"> Perte ou altération de sites d'UTFT par les Autochtones (sites d'habitation, sites de cueillette, sites sacrés) Perturbation d'activités traditionnelles ou incapacité de les exercer
Détails	<p>Divers groupes autochtones ont exprimé leurs préoccupations à l'égard des mesures d'atténuation en cas de mise au jour d'artéfacts non découverts auparavant, des dommages à des artéfacts répertoriés et de la préservation des plantes et de la faune, ainsi que des impacts locaux sur l'environnement.</p> <p>La PNCTK et la PNWB ont indiqué qu'elles continuaient l'UTFT aux alentours du projet de pipeline Bakken, en chassant, en pêchant et en cueillant des plantes à des fins traditionnelles et</p>

	<p>médicinales par exemple. La PNCTK a également dit qu'elle pratiquait le piégeage dans la zone visée par le projet.</p> <p>Le CCT4 s'est dit préoccupé par la manière dont le projet empiète sur leurs droits de chasse, de piégeage, de pêche et de cueillette de plantes médicinales et traditionnelles à des fins de subsistance et à des fins commerciales, sociales et cérémonielles. Le CCT4 se dit également préoccupé par les effets négatifs éventuels causés par un déversement, la construction et la circulation, par leurs effets sur les sites archéologiques et sacrés, par la fragmentation de l'habitat et par les effets cumulatifs sur l'environnement.</p> <p>Enbridge Bakken prévoit que les effets du projet sur l'UTFT, s'il y en a, seraient minimes compte tenu de la méthode de tenure et de l'usage des terres qui ont cours actuellement. Elle a fourni des éléments de preuve indiquant que les propriétaires fonciers n'ont pas connaissance d'activités qui auraient été pratiquées, autrefois ou actuellement, à des fins traditionnelles sur leurs terres privées ou sur les terres publiques traversées par le projet.</p>				
Mesures d'atténuation	<p>Enbridge Bakken est disposée à travailler de concert avec les groupes autochtones en maintenant le dialogue et en instaurant des consultations constantes à propos notamment de la suffisance des mesures d'atténuation pour réduire ou éliminer les effets éventuels du projet sur l'UTFT.</p> <p>Enbridge Bakken a également recensé les artefacts existants et elle s'engage à les éviter en marquant les sites et en ajustant les lignes de tranchée. Elle s'est aussi engagée à déposer un plan d'urgence en cas de mise au jour de ressources patrimoniales en vue d'atténuer les effets éventuels de la mise au jour, durant la construction, d'artefacts jusque là non découverts.</p> <p>Enbridge Bakken estime que les mesures d'atténuation courantes mentionnées dans son ÉES, son PPE et les directives environnementales de PEI pour la construction seraient efficaces pour contrer les effets négatifs éventuels du projet, le cas échéant, sur les ressources exploitées à des fins traditionnelles ou sur l'UTFT.</p>				
Opinion de l'ONÉ	<p>Bien qu'il y ait eu des revendications générales quant aux usages traditionnels dans le voisinage du projet, les groupes autochtones n'ont présenté aucune preuve particulière sur l'usage des terres et des ressources à des fins traditionnelles dans les limites de l'emprise du projet. Même s'il devait y avoir des incidences sur l'usage des terres et des ressources à des fins traditionnelles, l'Office estime qu'elles seraient minimes, parce que la période de construction du projet serait relativement brève et que la grande majorité des installations seraient enfouies. De plus, les effets potentiels sur l'usage à des fins traditionnelles, s'il y en a, peuvent être atténués de manière efficace grâce à la consultation continue par Enbridge Bakken des groupes autochtones touchés, à la mise en œuvre mise en œuvre de ses mesures d'atténuation courantes et aux conditions dont l'Office assortirait toute approbation.</p> <p>Pour ce qui est des préoccupations touchant les répercussions possibles du projet sur des sites à valeur historique, archéologique, culturelle et spirituelle n'ayant pas été découverts jusqu'ici, l'Office fait remarquer qu'Enbridge Bakken s'est engagée à cesser les travaux de construction et à communiquer avec le ministère compétent advenant la découverte de ressources patrimoniales. L'Office s'attend à ce qu'Enbridge Bakken mette en œuvre son plan d'urgence en cas de découverte de telles ressources.</p>				
Évaluation de l'importance	Fréquence	Durée	Réversibilité	Étendue géographique	Ampleur
	De cas isolé à plusieurs fois	De court terme à moyen terme	Réversible	De ZÉL à ZÉR	De faible à modérée
	Effets négatifs				
	N'est pas susceptible de causer des effets environnementaux négatifs importants.				

8.4 Évaluation des effets cumulatifs

L'évaluation des effets cumulatifs consiste à examiner les effets résiduels de la réalisation du projet, combinée à l'existence d'autres ouvrages ou à la réalisation d'autres projets ou activités, dans les limites temporelles et spatiales et un contexte écologique appropriés.

Enbridge Bakken a dressé une liste des activités de développement passées, en cours et futures, qu'elles soient connues ou proposées, pour pouvoir évaluer les effets résiduels du projet en conjugaison avec ceux d'autres projets ou activités existants ou susceptibles de se produire. Parmi les activités passées, mentionnons l'agriculture, le transport (implantation de routes et de voies ferrées, par exemple), l'exploitation pétrolière et gazière (construction de pipelines et d'installations, par exemple), la production et le transport d'électricité, les activités de services publics (comme les lignes électriques en milieu rural) et l'exploitation minière à l'intérieur de la ZÉR. D'autres projets pipeliniers ont récemment été approuvés et achevés dans le voisinage du projet actuel; c'est le cas du projet de réactivation et de renversement du sens d'écoulement de la canalisation EX-02 d'Enbridge Westspur, de la phase II du projet d'agrandissement d'Enbridge Pipelines (Saskatchewan) Inc., de la phase II du projet d'agrandissement d'Enbridge Westspur, du projet d'agrandissement Alberta Clipper de PEI, du projet Southern Lights d'Enbridge Southern Lights GP et du projet d'accroissement de la capacité d'Alida à Cromer d'Enbridge Westspur.

Parmi les activités en cours et à venir dans la portion de la ZÉR située en Saskatchewan, il y a la mise à niveau des infrastructures de transport, la construction d'installations municipales, la mise en valeur du pétrole et du gaz et l'agrandissement de la mine et de la centrale de Boundary Dam. On n'a relevé aucun projet ni aucune activité pertinente à venir au Manitoba. Les effets résiduels de ces activités pourraient également interagir avec ceux du projet.

Enbridge Bakken a relevé des effets résiduels cumulatifs susceptibles de se produire en lien avec les composantes suivantes :

- les composantes physiques, comme la productivité du sol, le terrain, la qualité de l'air et l'environnement acoustique;
- les composantes biologiques, comme le poisson et l'habitat du poisson, les terres humides, la végétation, la faune et l'habitat faunique, et les espèces en péril;
- les composantes socioéconomiques, comme l'occupation humaine et l'exploitation des ressources, le bien-être social et culturel, la santé humaine et l'infrastructure et les services;
- les accidents et défaillances.

Enbridge Bakken a affirmé que, sauf pour la qualité de l'air et l'environnement acoustique, le plan de protection de l'environnement et les mesures d'atténuation propres au projet qu'elle propose sont suffisants pour parer aux effets cumulatifs éventuels. La société a également indiqué que les effets environnementaux et socioéconomiques résiduels cumulatifs liés à la construction et à l'exploitation du projet ne sont pas différents de ceux qui se produisent communément lors de la construction de pipelines et d'installations pipelinaires dans des contextes comparables.

Enbridge Bakken a établi que parmi les effets résiduels éventuels du projet sur la qualité de l'air il y a l'augmentation des poussières nuisibles locales, le bruit et les émissions des véhicules durant la construction. Ces effets iraient se multipliant avec la circulation et les activités commerciales de tous les jours (agriculture, pétrole et gaz, par exemple) pratiquées dans la zone du projet dans son ensemble.

Pour réduire les émissions atmosphériques nuisibles, le bruit induit par la circulation et d'autres effets socioéconomiques liés à la circulation, Enbridge Bakken a proposé diverses mesures d'atténuation, comme le recours à des autobus pour transporter les travailleurs et l'optimisation des routes et des volumes de circulation durant la construction de concert avec les associations industrielles locales et les MR.

L'ONÉ a examiné le potentiel des effets environnementaux cumulatifs et il a déterminé que les effets environnementaux négatifs susceptibles d'être occasionnés par le projet en combinaison avec d'autres projets ou activités seraient mineurs. Il est donc peu probable que le projet entraîne des effets environnementaux cumulatifs importants.

8.5 Programme de suivi

Le projet et les activités y afférentes sont généralement de caractère courant et on s'attend à ce que les effets négatifs éventuels du projet sur l'environnement soient comparables à ceux de projets de nature semblable qui ont été réalisés par le passé dans un milieu similaire. Par conséquent, l'ONÉ juge qu'il n'y a pas lieu d'établir un programme de suivi pour le projet en vertu de la LCÉE.

L'Office est conscient que d'autres AR (TC est la seule autre AR à l'heure actuelle) peuvent s'appuyer sur le REEP de l'ONÉ pour produire leurs déterminations respectives en vertu de la LCÉE tout en joignant une nouvelle annexe au REEP, si nécessaire. D'autres AR voudront peut-être mener un programme de suivi pour s'assurer que les mesures d'atténuation visant leurs domaines de responsabilité sont bel et bien mises en œuvre et que les conditions rattachées à l'attribution des permis et approbations sont respectées.

8.6 Conditions proposées

L'Office propose que, dans l'éventualité où il accorderait une autorisation, celle-ci renferme une condition obligeant Enbridge Bakken à mettre en œuvre toutes les mesures d'atténuation et de protection de l'environnement dont elle a fait état dans sa demande et dans les dépôts ultérieurs.

L'Office propose également que les conditions ci-après fassent partie de toute approbation réglementaire qu'il pourrait accorder pour la construction et l'exploitation des installations visées par le projet. L'Office constate qu'Enbridge Bakken a demandé de construire et exploiter des installations visées par les articles 58 et 52 de la Loi sur l'ONÉ. En élaborant les conditions qu'il propose, l'ONÉ a tenu compte de l'écart des calendriers de construction proposés pour les installations demandées en fonction de chaque article. Pour les besoins desdites conditions proposées, on retiendra les définitions suivantes :

Installations visées par l'article 58 – s'entendent de la station de pompage Bakken proposée près de Steelman (Saskatchewan) et des installations proposées au terminal Cromer existant de PEI près de Cromer (Manitoba).

Installations visées par l'article 52 – s'entendent du pipeline Bakken proposé et des emplacements de vannes de sectionnement en surface qui y sont associés entre la station de pompage Bakken proposée près de Steelman (Saskatchewan) et le terminal Cromer existant de PEI près de Cromer (Manitoba), de même que l'exploitation proposée de la canalisation EX-02 existante.

Dans ce contexte, l'expression « début de la construction » s'entend des travaux de déboisement et de creusement et des autres formes de préparation de l'emprise qui peuvent avoir une incidence sur l'environnement, mais elle n'inclut pas les activités d'arpentage habituelles.

A. Conditions proposées pour obtenir une autorisation visant les installations visées par l'article 58

A.1 Enbridge Bakken doit :

- a) déposer auprès de l'Office, au moins 14 jours avant le début de la construction, une mise à jour de son tableau de suivi des engagements;
- b) présenter chaque mois une mise à jour concernant l'exécution des engagements visés en a), jusqu'à l'achèvement des installations visées par l'article 58;
- c) conserver dans son ou ses bureaux de chantier :
 - i) la partie environnementale pertinente du tableau de suivi des engagements qui répertorie tous les engagements réglementaires, y compris, mais sans s'y limiter, ceux qui découlent de la demande d'Enbridge Bakken et ses dépôts ultérieurs ainsi que des conditions fixées dans les permis, approbations et autorisations accordés;
 - ii) des doubles de tous les permis, approbations ou autorisations accordés à l'égard des installations visées par l'article 58, par les autorités fédérales ou provinciales ou d'autres organismes d'octroi de permis, qui font état de conditions relatives à l'environnement ou de mesures d'atténuation ou de surveillance propres à chaque site;
 - iii) toute modification subséquente des permis, approbations ou autorisations mentionnés en ii).

A.2 Enbridge Bakken doit soumettre à l'approbation de l'Office, au moins 45 jours avant le début de la construction, un plan de protection de l'environnement (PPE) à jour, y compris un plan cadastral, établi pour les installations visées par l'article 58. Le PPE

consistera en une compilation exhaustive des méthodes de protection de l'environnement, des mesures d'atténuation et des engagements en matière de surveillance dont Enbridge Bakken a fait état dans sa demande relative au projet, ses dépôts ultérieurs ou la preuve produite à l'audience, ou dont elle a autrement convenu dans ses réponses aux questions posées ou dans ses présentations connexes au cours de l'instance OH-01-2011. Le PPE devra être mis à jour par la suite pour tenir compte de toute nouvelle mesure découlant d'études pré-construction sur le terrain qui n'avaient pas été achevées. La construction du projet ne pourra débuter qu'une fois que l'Office a approuvé le PPE à jour définitif.

Le PPE doit renfermer ce qui suit, sans s'y limiter :

- a) les méthodes de protection de l'environnement, y compris les plans propres à chaque site, les critères régissant la mise en œuvre de ces méthodes, ainsi que les mesures d'atténuation et de surveillance s'appliquant aux activités et aux installations visées par l'article 58;
 - b) un plan de remise en état des terres humides comprenant une description de l'état dans lequel Enbridge Bakken entend rétablir et conserver les terres humides une fois la construction terminée;
 - c) une preuve que les autorités fédérales et provinciales compétentes ont été consultées à propos du PPE, et leurs avis à son sujet.
- A.3 Au moins 30 jours avant le début de la construction, Enbridge Bakken doit présenter à l'Office le plan de compensation des terres humides, accompagné d'une preuve indiquant que les autorités fédérales et provinciales compétentes ont été consultées à son sujet, de même que leurs avis sur la méthodologie proposée et les résultats du plan.
- A.4 Si des travaux de déboisement ou de construction ont lieu pendant des périodes où ces activités sont limitées pour la protection des oiseaux non migrateurs visés par les lois fédérales et provinciales, et de tous les oiseaux migrateurs, Enbridge Bakken doit engager un biologiste aviaire qualifié chargé d'effectuer un relevé pré-construction pour repérer la présence d'oiseaux et de nids actifs dans les zones immédiatement voisines des chantiers du projet, et doit présenter les renseignements suivants à l'Office dans les 15 jours suivant le début de tels travaux de déboisement ou de construction :
- a) les résultats du relevé;
 - b) la stratégie d'atténuation, dont la surveillance, mise au point de concert avec Environnement Canada, le Service canadien de la faune et les autorités provinciales compétentes afin de protéger les oiseaux migrateurs et non migrateurs recensés et leurs nids;
 - c) la stratégie d'atténuation, dont la surveillance, mise au point de concert avec Environnement Canada et le Service canadien de la faune afin de protéger toute espèce d'oiseaux répertoriée dans la *Loi sur les espèces en péril* (LEP) qui a été recensée, et ses nids;

- d) une preuve confirmant que les autorités fédérales et provinciales compétentes ont été consultées au sujet de la méthode proposée pour l'exécution du relevé, des résultats du relevé et des plans d'atténuation et de surveillance qui seront appliqués, ainsi qu'un exposé des préoccupations soulevées qui n'ont pas été résolues.

B. Conditions proposées pour obtenir une autorisation visant les installations visées par l'article 52

B.1 Enbridge Bakken doit :

- a) déposer auprès de l'Office, au moins 14 jours avant le début de la construction, une mise à jour du tableau de suivi des engagements;
- b) présenter chaque mois une mise à jour concernant l'exécution des engagements visés en a), jusqu'à l'achèvement des installations visées par l'article 52;
- c) conserver dans son ou ses bureaux de chantier :
 - i) la partie environnementale pertinente du tableau de suivi des engagements qui répertorie tous les engagements réglementaires, y compris, mais sans s'y limiter, ceux qui découlent de la demande d'Enbridge Bakken et ses dépôts ultérieurs ainsi que des conditions fixées dans les permis, approbations et autorisations accordés;
 - ii) des doubles de tous les permis, approbations ou autorisations se rapportant aux installations visées par l'article 52, délivrés par les autorités fédérales ou provinciales ou d'autres organismes d'octroi de permis, qui font état de conditions relatives à l'environnement ou de mesures d'atténuation ou de surveillance propres à chaque site;
 - iii) toute modification subséquente des permis, approbations ou autorisations mentionnés en ii).

B.2 Enbridge Bakken doit soumettre à l'approbation de l'Office, au moins 45 jours avant le début de la construction, un plan de protection de l'environnement (PPE) à jour, y compris des cartes-tracés environnementales, établi pour les installations visées par l'article 52. Le PPE consistera en une compilation exhaustive des méthodes de protection de l'environnement, des mesures d'atténuation et des engagements en matière de surveillance dont Enbridge Bakken a fait état dans sa demande relative au projet, ses dépôts ultérieurs ou la preuve produite à l'audience, ou dont elle a autrement convenu dans ses réponses aux questions posées ou dans ses présentations connexes au cours de l'instance OH-01-2011. Le PPE et les cartes-tracés environnementales devront être mis à jour par la suite pour tenir compte de toute nouvelle mesure découlant d'études pré-construction sur le terrain qui n'avaient pas été achevées. La construction du projet ne pourra débuter qu'une fois que l'Office a approuvé le PPE à jour définitif.

Le PPE doit comprendre ce qui suit, sans s'y limiter :

- a) les méthodes de protection de l'environnement, y compris les plans propres à chaque site, les critères régissant la mise en œuvre de ces méthodes, ainsi que les mesures d'atténuation et de surveillance s'appliquant aux activités et aux installations visées par l'article 52;
- b) un plan de remise en état comprenant une description de l'état dans lequel Enbridge Bakken entend rétablir et conserver l'emprise une fois la construction terminée, ainsi que des objectifs mesurables de remise en état;
- c) un plan d'atténuation visant les terres humides, qui expose et justifie les critères ayant présidé au choix des méthodes de franchissement et des mesures d'atténuation à employer;
- d) une preuve indiquant que les autorités fédérales et provinciales compétentes ont été consultées à propos du PPE, de même que leurs avis sur le PPE et les renseignements fournis en c).

Tous les renseignements déposés en application de la présente condition doivent également être présentés aux autorités fédérales et provinciales compétentes (dont le ministère de la Gestion des ressources hydriques du Manitoba [MGRHM]), à moins qu'elles n'aient indiqué expressément ne pas vouloir recevoir cette information.

B.3 Enbridge Bakken doit présenter à l'Office, selon le cas :

- a) soit la confirmation qu'elle a réalisé avec succès, par la méthode du forage directionnel à l'horizontale (FDH), les franchissements du réservoir Alameda Ouest, du réservoir Alameda Est et du ruisseau Pipestone, une fois ces franchissements terminés,
- b) soit les renseignements suivants, au moins 10 jours avant d'exécuter les travaux de franchissement, en cas de tout changement à la méthode de franchissement par FDH proposée pour le réservoir Alameda Ouest, le réservoir Alameda Est et le ruisseau Pipestone :
 - i) la notification, par écrit, de tout changement effectué et les motifs le justifiant;
 - ii) la preuve que les autorités fédérales et provinciales compétentes ont été consultées et un double de la correspondance pertinente échangée avec elles, y compris les autorisations des méthodes de franchissement modifiées;
 - iii) un exposé des mesures modifiées de remise en état et de revégétalisation, et des activités de surveillance du poisson et de l'habitat du poisson aux franchissements de cours d'eau touchés.

B.4 Enbridge Bakken doit présenter les renseignements suivants à l'Office, au moins 30 jours avant d'entreprendre chaque relevé pré-construction pour repérer des espèces fauniques répertoriées dans la LEP :

- a) la ou les méthodes qui seront employées pour exécuter les relevés de confirmation de la présence d'espèces fauniques répertoriées dans la LEP (notamment la grenouille léopard et le pipit de Sprague);
- b) un résumé des consultations menées auprès des autorités fédérales et provinciales compétentes concernant la ou les méthodes d'exécution des relevés, ainsi que des doubles de la correspondance échangée avec elles à ce propos.

B.5 Enbridge Bakken doit présenter ce qui suit à l'Office, au moins 15 jours avant le début de la construction :

- a) les résultats des relevés de confirmation visant les espèces fauniques répertoriées dans la LEP, notamment la grenouille léopard et le pipit de Sprague;
- b) un plan d'atténuation détaillé pour chacune des espèces fauniques répertoriées dans la LEP qui sera touchée par les travaux de construction et d'exploitation;
- c) la preuve que les autorités fédérales et provinciales compétentes ont été consultées et un double de la correspondance pertinente échangée avec elles qui indique leurs avis au sujet des mesures d'atténuation proposées;
- d) une preuve confirmant que le PPE et les cartes-tracés environnementales ont été mises à jour, en consultation avec les autorités gouvernementales, pour y incorporer les mesures d'atténuation élaborées ou recommandées à la suite des résultats des relevés.

B.6 Au moins 15 jours avant le début de la construction, Enbridge Bakken doit déposer auprès de l'Office et du MGRHM la méthode d'exécution du relevé des terres humides, les résultats du relevé et une preuve indiquant que les autorités fédérales et provinciales compétentes ont été consultées, de même que leurs avis au sujet de la méthode employée et des résultats du relevé.

B.7 Au moins 30 jours avant le début de la construction, Enbridge Bakken doit déposer auprès de l'Office un plan détaillé de gestion des mauvaises herbes. Le plan doit exposer les mesures immédiates et à long terme de surveillance et de lutte contre les mauvaises herbes qu'Enbridge Bakken prévoit appliquer, les critères employés pour décider du traitement à appliquer, de même que les responsabilités concernant la mise en œuvre du plan à l'étape de la construction et de l'exploitation des installations visées par l'article 52, et pendant la période de remise en état qui suit immédiatement la fin de la construction. De plus, le plan déposé doit fournir la preuve qu'il a été conçu de concert avec les propriétaires fonciers touchés, ainsi qu'avec les autorités fédérales et provinciales.

B.8 Au moins 30 jours avant le début de la construction, Enbridge Bakken doit déposer auprès de l'Office :

- a) un double de la lettre d'autorisation reçue de Tourisme, Parcs, Culture et Sport Saskatchewan – Direction de la conservation du patrimoine; et du ministère de la Culture, du Patrimoine et du Tourisme du Manitoba;
- b) une déclaration indiquant de quelle façon Enbridge Bakken prévoit donner suite aux recommandations ou aux commentaires contenus dans l'autorisation mentionnée en a).

B.9 Si des travaux de déboisement ou de construction ont lieu pendant des périodes où ces activités sont limitées pour la protection de tous les oiseaux migrateurs et des oiseaux non migrateurs visés par les lois provinciales, Enbridge Bakken doit engager un biologiste aviaire qualifié chargé d'effectuer un relevé pré-construction pour repérer la présence d'oiseaux et de nids actifs dans les zones immédiatement voisines des chantiers du projet, et doit présenter les renseignements suivants à l'Office dans les 15 jours suivant le début de tels travaux de déboisement ou de construction:

- a) les résultats du relevé;
- b) la stratégie d'atténuation, dont la surveillance, mise au point de concert avec Environnement Canada, le Service canadien de la faune et les autorités provinciales compétentes afin de protéger les oiseaux migrateurs et non migrateurs recensés et leurs nids;
- c) la stratégie d'atténuation, dont la surveillance, mise au point de concert avec Environnement Canada et le Service canadien de la faune afin de protéger toute espèce d'oiseaux répertoriée dans la LEP qui a été recensée, et ses nids;
- d) une preuve confirmant que les autorités fédérales et provinciales compétentes ont été consultées au sujet de la méthode proposée pour l'exécution du relevé, des résultats du relevé et des plans d'atténuation et de surveillance qui seront appliqués, ainsi qu'un exposé des préoccupations soulevées qui n'ont pas été résolues.

B.10 Au plus tard le 31 janvier après les première, troisième et cinquième saisons de croissance complètes suivant l'achèvement des travaux de remise en état et de nettoyage final de l'emprise, Enbridge Bakken doit présenter à l'Office et aux autorités fédérales et provinciales compétentes un rapport de surveillance environnementale post-construction qui :

- a) expose la méthode de surveillance utilisée, les critères établis pour évaluer le succès des mesures prises et les résultats constatés;
- b) examine l'efficacité des mesures d'atténuation appliquées pendant la construction au regard des critères de réussite;
- c) détaille les divergences, s'il y en a, par rapport aux plans, et les mesures d'atténuation de rechange appliquées;

- d) indique (au moyen d'une carte, d'un diagramme ou d'un tableau, par exemple) les endroits où des enjeux environnementaux ont surgi pendant la construction et où des mesures correctives ont été prises;
- e) indique l'état actuel des enjeux cernés (résolus ou non résolus);
- f) fournit des précisions sur les consultations engagées auprès des autorités provinciales et fédérales compétentes;
- g) expose les mesures qu'Enbridge Bakken se propose de prendre pour régler tout sujet de préoccupation non résolu et le calendrier établi à cette fin.

B.11 Dans l'année suivant la fin du programme quinquennal de surveillance post-construction, Enbridge Bakken doit présenter à l'Office et aux autorités fédérales et provinciales compétentes, dont le MGRHM, un plan de restauration/compensation des terres humides visant le projet pour toutes les terres dont la fonction de milieu humide n'a pas été entièrement rétablie au terme du programme. Le plan doit contenir la preuve qu'il a été établi en consultation avec les autorités fédérales et provinciales compétentes, ainsi que la description des solutions de rechange proposées eu égard aux recommandations des autorités précitées (le cas échéant), et leur justification.

9.0 CONCLUSION DE L'ONÉ

L'ONÉ a déterminé, conformément à la LCÉE, que si le projet est approuvé et pourvu que soient mis en œuvre le plan de protection de l'environnement et les mesures d'atténuation qu'Enbridge Bakken a proposés, et pourvu que soient respectées les exigences réglementaires de l'Office et les conditions proposées par lui jointes au présent REEP, le projet n'est pas susceptible d'entraîner des effets environnementaux négatifs importants.

Le présent rapport d'évaluation environnementale préalable a été approuvé par l'ONÉ à la date figurant sur sa page titre en regard de la Date de la détermination faite en vertu de la LCÉE.

10.0 PERSONNE-RESSOURCE À L'ONÉ

Secrétaire de l'Office
Office national de l'énergie
444, Septième Avenue S.-O.
Calgary (Alberta) T2P 0X8
Téléphone : 1-800-899-1265
Télécopieur : 1-877-288-8803

ANNEXE 1 : Portée de l'évaluation environnementale

Enbridge Bakken Pipeline Company Inc. (Enbridge Bakken) Projet de pipeline Bakken Canada (le projet) Portée de l'évaluation environnementale (ÉE) conformément à la *Loi canadienne sur l'évaluation environnementale* (LCÉE)

1.0 INTRODUCTION

Enbridge Bakken se propose de construire et exploiter le projet, ce qui nécessiterait un certificat d'utilité publique en vertu de l'article 52 de la *Loi sur l'Office national de l'énergie* (Loi sur l'ONÉ), ainsi qu'une ordonnance d'exemption en vertu de l'article 58 de la Loi sur l'ONÉ. En conséquence, le projet est assujéti à une évaluation environnementale en vertu de la LCÉE et l'examen préalable est le type d'évaluation requis.

Le 19 octobre 2010, Enbridge Bakken a déposé auprès de l'Office national de l'énergie (l'ONÉ) une description de projet concernant le projet proposé, mettant ainsi en branle le processus d'ÉE en vertu de la LCÉE.

Le 28 octobre 2010, conformément à l'article 5 du *Règlement sur la coordination par les autorités fédérales des procédures et des exigences en matière d'évaluation environnementale* (Règlement sur la coordination fédérale) pris en vertu de la LCÉE, l'Office a adressé un avis de coordination fédérale, suite à quoi les ministères suivants ont indiqué qu'ils étaient soit une autorité responsable (AR) susceptible d'exiger une ÉE en vertu de la LCÉE, soit une autorité fédérale (AF) pourvue des informations ou connaissances spécialisées en ce qui touche l'ÉE du projet :

- ONÉ – AR
- Transports Canada – AR
- Pêches et Océans Canada – AF
- Environnement Canada – AF
- Office des transports du Canada – AF
- Santé Canada – AF
- Ressources naturelles Canada – AF

Les provinces de Saskatchewan et du Manitoba ont été avisées, même si l'application des lois provinciales sur l'ÉE n'a pas été déclenchée.

La portée de l'ÉE a été établie par les AR après consultation des AF, en conformité avec la LCÉE et le Règlement sur la coordination fédérale.

2.0 PORTÉE DE L'ÉVALUATION

2.1 Portée du projet

La portée du projet, aux fins de l'ÉE, renferme les divers éléments du projet, tel qu'ils ont été énoncés par Enbridge Bakken dans sa demande présentée à l'ONÉ le 17 janvier 2011. Les activités concrètes comprennent la construction, l'exploitation, l'entretien, les changements prévisibles et la remise en état liés à l'ensemble du projet, y compris les ouvrages décrits plus en détail dans la demande.

Le projet proposé consiste à transporter du pétrole brut d'une nouvelle station de pompage – la station de pompage Bakken – près de Steelman (Saskatchewan) au terminal Cromer existant de Pipelines Enbridge Inc. (EPI) situé près de Cromer (Manitoba). Le projet nécessiterait la construction d'un oléoduc de 123,4 km de long et de 406,4 mm (16 po) de diamètre extérieur (le pipeline Bakken) et des installations connexes. Le corridor pipelinier proposé longerait et serait contigu à une emprise existante d'Enbridge Pipelines (Westspur) Inc. (Enbridge Westspur) et à divers autres corridors de services publics sur environ 77,3 km de sa longueur totale. Les 46,1 km restants nécessiteraient une nouvelle emprise non contiguë.

Au nombre des installations connexes, on compterait cinq emplacements de vannes de sectionnement en surface installées le long du pipeline Bakken, une nouvelle station de pompage Bakken – d'environ 150 m x 100 m – près du terminal Steelman existant d'Enbridge Westspur et un nouveau sas d'arrivée des racleurs au terminal Cromer existant de PEI. Une nouvelle route d'accès permanente serait également nécessaire pour se rendre à la station de pompage Bakken.

Le projet nécessiterait le franchissement de plusieurs cours d'eau, ouvrages de drainage, plans d'eau et terres humides. Enbridge Bakken se propose de commencer la construction au deuxième trimestre de 2012 et de mettre l'ensemble du projet en service au premier trimestre de 2013.

De plus, Enbridge Bakken achèterait et exploiterait la canalisation EX-02 de 33,7 km de long, laquelle appartient à Enbridge Westspur et s'étend de la frontière canado-américaine au terminal Steelman d'Enbridge Westspur. Le court tronçon de la canalisation EX-02 entre le terminal Steelman et la station de pompage Bakken proposée serait désactivé dans le cadre du projet.

Tous les ouvrages et activités associés à des modifications supplémentaires ou associés à l'étape de la désaffectation ou de la cessation d'exploitation du projet seraient assujettis à un examen en vertu de la Loi sur l'ONÉ et, par voie de conséquence, en vertu de la LCÉE s'il y a lieu. Pour l'heure donc, tout ouvrage ou activité associé à ces étapes du projet sera examiné dans un contexte plus large.

2.2 Éléments à examiner

L'ÉE portera notamment sur les éléments suivants, tel que prévu aux alinéas 16(1) a) à d) de la LCÉE :

- a) les effets environnementaux du projet, y compris ceux causés par les accidents ou défaillances pouvant en résulter, et les effets cumulatifs que sa réalisation,

combinée à l'existence d'autres ouvrages ou à la réalisation d'autres projets ou activités, est susceptible d'entraîner à l'environnement;

- b) l'importance des effets visés à l'alinéa a);
- c) les observations du public à cet égard, reçues conformément à la présente loi et aux règlements;
- d) les mesures d'atténuation réalisables, sur les plans technique et économique, des effets environnementaux importants du projet.

Pour plus de clarté, le paragraphe 2(1) de la LCÉE définit les « effets environnementaux » comme suit :

Que ce soit au Canada ou à l'étranger, les changements que la réalisation d'un projet risque de causer à l'environnement — notamment à une espèce sauvage inscrite, à son habitat essentiel ou à la résidence des individus de cette espèce, au sens du paragraphe 2(1) de la *Loi sur les espèces en péril* — les répercussions de ces changements soit en matière sanitaire et socioéconomique, soit sur l'usage courant de terres et de ressources à des fins traditionnelles par les autochtones, soit sur une construction, un emplacement ou une chose d'importance en matière historique, archéologique, paléontologique ou architecturale, ainsi que les changements susceptibles d'être apportés au projet du fait de l'environnement.

2.3 Portée des éléments à examiner

L'ÉE rendra compte des effets éventuels du projet proposé dans les limites spatiales et temporelles à l'intérieur desquelles le projet pourrait interagir avec des composantes de l'environnement, ou avoir des effets sur elles. Ces limites pourront varier selon les enjeux et les éléments examinés; elles comprendront notamment :

- la construction, l'exploitation et la remise en état des sites, ainsi que toute autre activité proposée par Enbridge Bakken ou susceptible d'être entreprise en relation avec les ouvrages proposés par Enbridge Bakken, y compris les mesures d'atténuation et de remplacement de l'habitat;
- les variations saisonnières ou autres variations naturelles d'une population ou d'une composante écologique;
- toute étape fragile du cycle de vie d'espèces – animales, végétales par exemple – en relation avec le calendrier des activités liées au projet;
- le temps nécessaire pour qu'un effet devienne évident;
- la zone dans laquelle évolue une population ou d'une composante écologique;
- la zone touchée par le projet.

Tel qu'indiqué plus haut, l'ÉE examinera les effets cumulatifs que la réalisation du projet, combinée à l'existence d'autres ouvrages ou à la réalisation d'autres projets ou activités, est susceptible d'entraîner à l'environnement.

ANNEXE 2 : Commentaires sur l'ébauche de REEP reçus par l'ONÉ

Autorités gouvernementales, groupes intéressés et Enbridge Bakken	Commentaires	Réponse d'Enbridge Bakken	Endroit dans le texte où le libellé a été modifié	Raison pour laquelle aucun changement n'a été apporté au REEP
TC	<p>A demandé si la Couronne ou Enbridge Bakken entreprendrait d'autres consultations.</p> <p>A demandé que le texte de la sous-section 8.3.2.7 soit modifié pour préciser le moment où la consultation aura lieu et le processus envisagé.</p>	s.o.	Sous-section 8.3.2.7	s.o.
	<p>A fait savoir que les conditions proposées par l'Office ne semblent pas prendre en compte certaines préoccupations exprimées par les groupes autochtones.</p> <p>A recommandé que les préoccupations soulevées par les groupes autochtones soient pris en compte dans les conditions proposées.</p>	<p>A répondu que bien qu'il y ait des préoccupations générales quant aux lieux et activités d'UTFT, à ce jour, aucun groupe autochtone n'a relevé de sites d'UTFT ou d'activités traditionnelles sur les terres d'implantation du projet, et les propriétaires fonciers ou occupants actuels ne sont au courant d'aucune activité d'UTFT qui ait été menée sur ces terres par le passé ou qui le soit à l'heure actuelle.</p> <p>A répondu en outre que si des groupes autochtones relevaient quelque incidence particulière sur l'usage courant des terres et des ressources à des fins traditionnelles sur un site quelconque, elle consulterait ces groupes pour élaborer les mesures d'atténuation qui conviennent. Si un site d'UTFT était découvert durant la construction, Enbridge Bakken s'est engagée à élaborer un plan d'atténuation approprié en consultation avec l'autorité compétente et les groupes autochtones locaux, si nécessaire.</p>	s.o.	<p>Plusieurs groupes autochtones ont fait part de leurs préoccupations au sujet des déversements et des incidences éventuelles du projet sur l'environnement, de la faune (y compris les espèces en péril et les oiseaux nicheurs), de la propagation de mauvaises herbes, des franchissements de cours d'eau et des terres humides. L'Office souligne que les conditions qu'il propose à la section 8.6 du REEP visent particulièrement les incidences éventuelles du projet sur l'environnement, tel qu'ils sont précisés ci-dessus.</p> <p>L'Office constate en outre que conformément à la condition 18 b) énoncée dans l'annexe II des Motifs de décision OH-1-2011 de l'Office (les Motifs), Enbridge Bakken est tenue d'informer l'Office sur les activités de consultation menée auprès des parties prenantes et des groupes autochtones au cours de la construction des installations visées par l'article 52, y compris un sommaire des enjeux ou préoccupations soulevés et une description des moyens pris pour les résoudre.</p> <p>Par ailleurs, selon l'Office, bien qu'il y ait eu des revendications générales quant aux usages traditionnels dans le voisinage du projet, les groupes autochtones n'ont présenté aucune preuve particulière sur l'usage des terres et des ressources à des fins traditionnelles dans les limites de l'emprise du projet. Même si les groupes autochtones cernaient des incidences éventuelles sur l'usage des terres et des ressources à des fins traditionnelles, elles peuvent être atténuées efficacement par voie des consultations permanentes entre Enbridge Bakken et les groupes autochtones, la mise en œuvre des mesures d'atténuation courantes de la société ainsi que les conditions d'approbation imposées</p>

Autorités gouvernementales, groupes intéressés et Enbridge Bakken	Commentaires	Réponse d'Enbridge Bakken	Endroit dans le texte où le libellé a été modifié	Raison pour laquelle aucun changement n'a été apporté au REEP
				par l'Office. L'Office estime enfin que de telles incidences seraient minimales, parce que la période de construction du projet serait relativement brève et que la grande majorité des installations seraient enfouies. Pour plus de détails, consulter le chapitre des Motifs.
ITM	Il se pourrait qu'une étude d'impacts de la circulation soit exigée afin de confirmer s'il est justifié d'améliorer certaines intersections où les chemins d'accès des véhicules de construction croisent une route provinciale.	A accusé réception de la lettre d'ITM, mais ne l'a pas commentée.	S.O.	L'Office constate qu'Enbridge Bakken s'est engagée à intégrer une stratégie de gestion de la circulation en cours de construction dans le PPE qu'elle doit lui soumettre pour approbation avant le début de la construction. Pour plus de détails, consulter le chapitre des Motifs.
EC	A recommandé d'ajouter « (372 sites de terres humides) » après « un habitat de terres humides d'environ 46,8 ha » à la section 5.0 – Terres humides.	S.O.	Section 5.0	S.O.
	A présenté un certain nombre de commentaires et suggéré des énoncés au sujet des espèces fauniques énumérées à l'annexe 1 de la LEP et répertoriées par le COSEPAC (section 5.0 et sous-section 8.3.2.5).	S.O.	Section 5.0, sous-sections 8.3.2.5 et 8.3.2.6	S.O.
	A recommandé la suppression des mentions du pluvier siffleur étant donné que cette espèce n'est pas répertoriée dans l'ÉES d'Enbridge Bakken.	S.O.	S.O.	L'Office constate que l'ÉES d'Enbridge Bakken mentionne le pluvier siffleur comme étant une espèce en péril qui pourrait se trouver dans la zone du projet.
	A recommandé que la section 5.0 soit modifiée pour ce qui concerne la présence d'un habitat de reproduction de la grenouille léopard le long du tracé de manière à refléter l'opinion exprimée dans sa lettre de commentaires du 17 juin 2011.	S.O.	Section 5.0	S.O.
	A exprimé ses préoccupations au sujet des mesures d'atténuation prévues par Enbridge Bakken eu égard aux espèces végétales en péril répertoriées à la sous-section 8.3.2.2. A indiqué que la transplantation et la récupération de la banque de semences ou le réensemencement ne sont pas	A indiqué qu'elle ne pourrait modifier le tracé du pipeline Bakken pour qu'il passe à 300 m des endroits où se trouverait de l'herbe aux bisons. Si la présence de cette espèce était constatée le long de l'emprise, Enbridge Bakken mettrait en vigueur les mesures d'atténuation décrites à l'annexe A4 de son ébauche de	Sous-section 8.3.2.2	S.O.

Autorités gouvernementales, groupes intéressés et Enbridge Bakken	Commentaires	Réponse d'Enbridge Bakken	Endroit dans le texte où le libellé a été modifié	Raison pour laquelle aucun changement n'a été apporté au REEP
	<p>appuyés par l'équipe chargée du rétablissement des espèces végétales en péril dans les Prairies.</p> <p>En ce qui concerne la présence possible d'herbe aux bisons, listée à l'annexe 1 de la LEP, a recommandé d'éviter ou d'établir une marge de recul de 300 m.</p>	<p>PPE, à l'exclusion de la transplantation et de la récupération de la banque de semences avec réensemencement.</p>		
	A demandé des éclaircissements au sujet des plans d'Enbridge Bakken pour l'évacuation de l'eau des terres humides inclus à la sous-section 8.3.2.4.	A réitéré son engagement de ne pas évacuer d'eau des terres humides à moins d'approbation de l'organisme de réglementation provincial pertinent (p. ex., pour l'installation de la route permanente à la station de pompage Bakken).	Sous-section 8.3.2.4	s.o.
	A demandé des modifications pour que soit reflétée l'opinion exprimée dans sa lettre de commentaires du 17 juin 2011 concernant les espèces à statut particulier (voir la sous-section 8.3.2.6).	s.o.	Sous-section 8.3.2.6	s.o.
	A exprimé ses préoccupations au sujet des mesures d'atténuation prévues par Enbridge Bakken pour les oiseaux migrateurs dans l'éventualité de travaux de construction ou de déboisement en périodes d'activités restreintes.	A indiqué que dans l'éventualité de travaux de construction ou de déboisement pendant une période d'activités restreintes, elle effectuerait des relevés sur les nids, sept jours avant la construction, pour les espèces en péril et les espèces répertoriées par le COSEPAC, dans les zones propices pour la nidification et sur les terres humides. Elle ferait appel aux méthodes de relevé des nids qui ont fait l'objet de discussions récentes avec EC.	Sous-section 8.3.2.6	s.o.
MGRHM	A recommandé que la condition proposée B.11 soit modifiée de manière à ce qu'Enbridge Bakken soit tenue de conclure une entente de restauration/compensation des terres humides avec la Manitoba Heritage Habitat Corporation 60 jours avant la construction.	<p>A fait valoir qu'une telle entente ne serait nécessaire que s'il y avait des effets résiduels sur les terres humides confirmés par les résultats du programme quinquennal de SPC.</p> <p>S'est engagée à collaborer avec les autorités fédérales et provinciales à l'élaboration d'un plan d'atténuation pour les</p>	s.o.	Ce commentaire a aussi été entendu au cours de l'audience orale. L'Office l'a pris en considération et estime qu'on ne peut supposer que des effets résiduels surviendront avant la construction et que ces effets, s'il y en a, ne peuvent être déterminés qu'à la conclusion du programme de SPC. Compte tenu des mesures d'atténuation et engagements proposés par Enbridge Bakken, y compris un relevé des terres humides avant la construction, le programme quinquennal de

Autorités gouvernementales, groupes intéressés et Enbridge Bakken	Commentaires	Réponse d'Enbridge Bakken	Endroit dans le texte où le libellé a été modifié	Raison pour laquelle aucun changement n'a été apporté au REEP
		terres humides et d'une méthodologie d'études des terres humides, et à propos des questions de restauration des terres humides et de compensation.		SPC et d'information à ce sujet, des consultations permanentes avec les autorités fédérales et provinciales ainsi que la condition B.11 proposée, l'Office a décidé de ne pas modifier la condition pertinente proposée.
CCT4	<p>A demandé qu'Enbridge Bakken soit tenue, par voie d'une condition supplémentaire, de réaliser une étude sur l'UTFT et un plan d'usage des ressources à des fins traditionnelles en consultation avec les groupes autochtones afin d'étoffer les consultations touchant la suffisance des mesures d'atténuation courantes proposées pour éviter les incidences négatives du projet.</p> <p>A demandé qu'Enbridge Bakken soit tenue, par voie d'une condition supplémentaire, de réaliser une évaluation des incidences cumulatives sur les droits en consultation avec les groupes autochtones afin d'étoffer les consultations touchant la suffisance des mesures d'atténuation courantes proposées pour prendre en compte les incidences négatives sur les droits.</p>	<p>A rétorqué que de telles conditions ne sont pas nécessaires étant donné que le CCT4 a participé pleinement au processus réglementaire pour le projet et n'a soumis aucune preuve pouvant justifier les conditions proposées.</p> <p>Elle a indiqué qu'elle est prête à continuer de consulter les groupes autochtones en vue de l'élaboration de mesures d'atténuation visant des incidences éventuelles propres au site sur l'usage courant des terres et des ressources à des fins traditionnelles qui pourraient être cernées, s'il y a lieu.</p>	s.o.	<p>L'oléoduc serait situé sur des terres privées utilisées actuellement pour l'agriculture et l'élevage sur 98,5 % de sa longueur, et sur des terres publiques occupées sur les 1,5 % restants. Bien qu'il y ait eu des revendications générales quant aux usages traditionnels dans le voisinage du projet, l'Office estime que les groupes autochtones n'ont présenté aucune preuve particulière sur l'usage des terres et des ressources à des fins traditionnelles dans les limites de l'emprise du projet.</p> <p>En supposant qu'il y ait des incidences sur l'usage des terres et des ressources à des fins traditionnelles, l'Office croit qu'elles seraient minimales, parce que la période de construction du projet serait relativement brève et que la grande majorité des installations seraient enfouies. Il estime en outre que les incidences éventuelles sur l'usage traditionnel peuvent être atténuées efficacement par voie des consultations permanentes entre Enbridge Bakken et les groupes autochtones, la mise en œuvre des mesures d'atténuation courantes de la société ainsi que les conditions d'approbation imposées par l'Office. L'Office estime enfin qu'il est très peu probable qu'il y ait des effets résiduels cumulatifs après la mise en œuvre des mesures d'atténuation courantes d'Enbridge Bakken.</p> <p>Par conséquent, l'Office est d'avis qu'une évaluation des effets cumulatifs sur les droits, une étude sur l'UTFT et un plan d'usage des ressources à des fins traditionnelles ne sont pas nécessaires en l'espèce.</p> <p>Pour plus de détails, consulter le chapitre 8 des Motifs.</p>
Enbridge Bakken	A proposé que les conditions proposées par l'Office soient modifiées pour permettre le dépôt, avant la construction, des résultats des relevés préalables à la construction sur les espèces en péril et les terres humides.	s.o.	Conditions proposées B.5 et B.6.	s.o.

